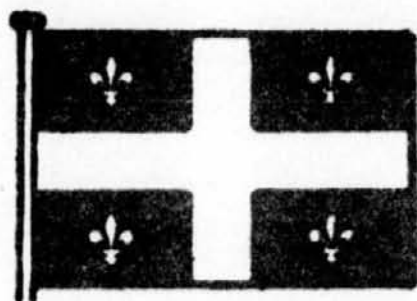




Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 22 SEPTEMBRE 1962

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 22, 1962

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le **mercredi** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 5 mai 1962.

59870 — 1-52-0

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on **Wednesday**, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,

Quebec, May 5, 1962.

59870 — 1-52-0

Lettres patentes

Arizona Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1962, constituant en corporation: Seymour Avrith, Jean-Louis Lamoureux, avocats, et Jacqueline Laliberté, secrétaire, célibataire, tous de 180 est, rue Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Arizona Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Letters Patent

Arizona Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Avrith, Jean-Louis Lamoureux, lawyers, and Jacqueline Laliberté, secretary, spinster, all of 180, Dorchester Street East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Arizona Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613 12363-62 — 1133/90

Associated Senior Executives of Canada Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Gordon McKay, avocat, 4694, avenue Grosvenor, Montréal, Raymond Caron, avocat, 77, avenue Synnyside, Westmount, Paul Trépanier, avocat, 335, 41e Avenue, Lachine, Jean Lefebvre, avocat, 3721, chemin Coronet, Montréal, Maurice Chalifoux, agent d'assurances, 1740, Springland, Montréal, Kathryn Thickett, 4668, avenue Coolbrook, Montréal, et Elizabeth Desrosiers, 5455, chemin Côte St-Antoine, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Associer des administrateurs retirés étant expérimentés dans tous les domaines d'activités commerciales, et, de société avec ces administrateurs, offrir les services de consultants à des entreprises de toutes sortes, sous le nom de « Associated Senior Executives of Canada Inc. », avec un capital total de \$1,500, divisé en 1,500 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613 12161-62 — 1134/131

Atlantic-Pacific Travel (Canada) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Frank F. Hubscher, avocat, 6701, chemin Kirwan, Côte-St-Luc, David Rothenberg, comptable agréé, 573, avenue Rockland, Montréal, David Luterman, comptable agréé, 5561, Bradford Place, Montréal, et Fernand Yelle, gérant de construction, 9005, rue Châteaubriand, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un service d'agence de voyages, sous le nom de « Atlantic-Pacific Travel (Canada) Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613 12724-62 — 1135/110

Bale-Tie Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Max Coblentz, avocat, Helene Josephs,

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o 12363-62 — 1133/90

Associated Senior Executives of Canada Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gordon McKay, advocate, 4694, Grosvenor Avenue, Montreal, Raymond Caron, advocate, 77, Sunnyside Avenue, Westmount, Paul Trépanier, advocate, 335, 41st Avenue, Lachine, Jean Lefebvre, advocate, 3721, Coronet Road, Montreal, Maurice Chalifoux, insurance agent, 1740, Springland, Montreal, Kathryn Thickett, 4668, Coolbrook Avenue, Montreal, and Elizabeth Desrosiers, 5455, Côte St-Antoine Road, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To mobilize retired executives having experience in all fields of business activity, and, in association with such executives, to offer the services of consultants to business undertakings of all kinds, under the name of "Associated Senior Executives of Canada Inc.", with a total capital stock of \$1,500, divided into 1,500 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-o 12161-62 — 1134/131

Atlantic-Pacific Travel (Canada) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Frank F. Hubscher, advocate, 6701, Kirwan Road, Côte-St-Luc, David Rothenberg, chartered accountant, 573, Rockland Avenue, Montreal, David Luterman, chartered accountant, 5561, Bradford Place, Montreal, and Fernand Yelle, building manager, 9005, Châteaubriand Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on a travel agency service, under the name of "Atlantic-Pacific Travel (Canada) Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-o 12724-62 — 1135/110

Bale-Tie Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Coblentz, advocate, Helene Josephs, secretary,

secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, et Joseph Allard, surintendant, tous trois de 484, rue McGill, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de fournitures d'emballage et la mise en balles, sous le nom de « Bale-Tie Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12845-62 — 1134/65

Balthazar Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Jean-Marie Brassard, 11778, rue De Tracy, Robert Hamel, 10429, rue Oscar, tous deux de Montréal, et Jacques-A. Belisle, 348, route Nationale, Bois-des-Filion, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, leurs accessoires et parties, et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Balthazar Automobiles Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15951, rue Notre-Dame, est, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613-o

12843-62 — 1134/20

Guy Bertrand Dairy Queen Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Errol Klock McDougall, Walter Austin Johnson, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Herbert Birkett McNally, avocat, tous trois de 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits laitiers, sous le nom de « Guy Bertrand Dairy Queen Limited », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613

12607-62 — 1134/104

Bodi, Wiedmann & Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

fille majeure, usant de ses droits, et Joseph Allard, superintendent, all three of 484, McGill Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of bale-ties and baling equipment, under the name of "Bale-Tie Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12845-62 — 1134/65

Balthazar Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Brassard, 11778, De Tracy Street, Robert Hamel, 10429, Oscar Street, both of Montreal, and Jacques-A. Belisle, 348, route Nationale, Bois-des-Filion, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, motors, machines, their accessories and parts, and to act as garagemen, under the name of "Balthazar Automobiles Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 15951, Notre-Dame Street east, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613

12843-62 — 1134/20

Guy Bertrand Dairy Queen Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Errol Klock McDougall, Walter Austin Johnson, both advocates and Queen's Counsels, and Herbert Birkett McNally, advocate, all three of 507, Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To deal in dairy products, under the name of "Guy Bertrand Dairy Queen Limited", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-o

12607-62 — 1134/104

Bodi, Wiedmann & Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 9e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Alfred Melrose West, avocats, 4558, avenue Kensington, Montréal, Michael Rusko, avocat, 3117, The Boulevard, Montréal, David Gregory, avocat, 218, avenue Morrison, Mont-Royal, Helen May Buchan, secrétaire, veuve non remariée de feu Huntly Buchan, 5542, avenue Coolbrook, Montréal, et Albert Pasher, surintendant de construction, 6516, avenue Christophe-Colomb, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Bodi, Wiedmann & Co. Limited », avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613

11197-62 — 1135/112

Boivin & Legault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Marc Jessop, 2748, boulevard Liegeois, Ste-Foy, André Marceau, 212, Grande-Allée, est, tous deux avocats, et Jean-Claude Dominique, comptable, 646, Père-Grenier, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Boivin & Legault Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 111, Côte de la Montagne, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613-o

12924-62 — 1134/126

L.A. Brahm & Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Léo A. Brahm, marchand, Elsie Brahm, comptable agréé, épouse séparée de biens dudit Léo A. Brahm, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 2173, Chemin St-Clare, Mount Royal, et Mlle Gerda Wolf, secrétaire, 5625, avenue Emerald, Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de textiles et de nouveautés, sous le nom de « L.A. Brahm & Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12868-62 — 1134/77

Province of Quebec, incorporating: Alfred Melrose West, lawyer, 4558, Kensington Avenue, Montreal, Michael Rusko, lawyer, 3117, The Boulevard, Montreal, David Gregory, lawyer, 218, Morrison Avenue, Mount Royal, Helen May Buchan, secretary, unmarried widow of the late Huntly Buchan, 5542, Coolbrook Avenue, Montreal, and Albert Pasher, building superintendent, 6516, Christophe-Colomb Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of insurance brokers, under the name of "Bodi, Wiedmann & Co. Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 5,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 400, St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-o

11197-62 — 1135/112

Boivin & Legault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marc Jessop, 2748, Liegeois Boulevard, Ste-Foy, André Marceau, 212, Grande-Allée Est, both advocates, and Jean-Claude Dominique, accountant, 646, Père-Grenier, the two latter of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Boivin & Legault Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 111, Mountain Hill, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613

12924-62 — 1134/126

L.A. Brahm & Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo A. Brahm, merchant, Elsie Brahm, chartered accountant, wife separate as to property of the said Léo A. Brahm, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 2173 St. Clare Road, Mount Royal, and Miss Gerda Wolf, secretary, 5625, Emerald Avenue, Côte St-Luc, for the following purposes:

To deal in textiles and novelties, under the name of "L.A. Brahm & Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12868-62 — 1134/77

Bristol Dry Wall Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Maxwell Shenker, avocat, 1943, Barclay, Montréal, Max M. Teitelbaum, avocat, 2022, Ward, St-Laurent, et Barbara Eliossoff, secrétaire, célibataire, 5555, Lyndale, Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Bristol Dry Wall Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12861-62 — 1134/66

J.V. Brossard Auto Parts Valleyfield Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Marcel Vadeboncoeur, avocat, 14, Cambrai, Outremont, Roméo Payette, courtier d'assurances, 129, Labrie, Laval-des-Rapides, et Thérèse Renaud, secrétaire, 6254, Casgrain, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, leurs accessoires et parties, et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « J.V. Brossard Auto Parts Valleyfield Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613-o

12637-62 — 1134/105

Buddy's Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Maurice J. Boxer, avocat, 1411, Carol Crescent, Chomedey, Bernard S. Mergler, avocat, 4867, Cumberland, Montréal, et Mary Conner, secrétaire, fille majeure, 4924, avenue Rosedale, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin à rayons, sous le nom de « Buddy's Center Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 365 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12840-62 — 1134/78

Bristol Dry Wall Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maxwell Shenker, advocate, 1943, Barclay, Montreal, Max M. Teitelbaum, advocate, 2022, Ward, St-Laurent, and Barbara Eliossoff, secretary, spinster, 5555, Lyndale, Côte St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Bristol Dry Wall Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12861-62 — 1134/66

J.V. Brossard Auto Parts Valleyfield Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Vadeboncoeur, advocate, 14 Cambrai, Outremont, Roméo Payette, insurance broker, 129, Labrie, Laval-des-Rapides, and Thérèse Renaud, secretary, 6254, Casgrain, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, motors, machines, their accessories and parts, and to act as garage-keepers, under the name of "J.V. Brossard Auto Parts Valleyfield Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU.

Associate Assistant Secretary of the Province.

613

12637-62 — 1134/105

Buddy's Center Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice J. Boxer, advocate, 1411, Carol Crescent, Chomedey, Bernard S. Mergler, advocate, 4867, Cumberland, Montreal, and Mary Conner, secretary, spinster of the full age of majority, 4924, Rosedale Avenue, Montreal, for the following purposes:

To operate a department store, under the name of "Buddy's Center Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 365, Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12840-62 — 1134/78

Capdor Beverage Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Joseph Di Clementi, avocat, 10, Les Plaines, Laval-sur-le-Lac, Yolande Galardo, 9047, Millen, et Marlene Lacroix, 9160, St-Michel, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de breuvages non-enivrants et non-alcooliques, sous le nom de « Capdor Beverage Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province;

RAYMOND DOUVILLE.

613 12620-62 — 1134/79

Le Centre des Loisirs de Fatima, I.M., Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Arnold Deraspe, gérant de la Caisse Populaire, Frank Decoste, agent, et Albin Aucoin, gérant de la coopérative l'Escouade, tous trois de Fatima, I.M., pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Le Centre des Loisirs de Fatima, I.M., Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Fatima, division des Iles-de-la-Madeleine, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province;

RAYMOND DOUVILLE.

613-o 12533-62 — 1133/139

Château des Modes (1962) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 4502, Lacombe, Irving Halperin, avocat, 4827, Kent, et Ernest Rashkovan, notaire, 4780, Vézina, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises sèches, sous le nom de « Château des Modes (1962) Ltée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province;

LUCIEN DARVEAU.

613 12913-62 — 1134/68

Capdor Beverage Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Di Clementi, advocate, 10, Les Plaines, Laval-sur-le-Lac, Yolande Galardo, 9047, Millen, and Marlene Lacroix, 9160, St-Michel, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of non-intoxicating and non-alcoholic beverages, under the name of "Capdor Beverage Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o 12620-62 — 1134/79

Le Centre des Loisirs de Fatima, I.M., Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Arnold Deraspe, Caisse Populaire manager, Frank Decoste, agent, and Albin Aucoin, manager of the Coopérative l'Escouade, all three of Fatima, I.M., for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Le Centre des Loisirs de Fatima, I.M., Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Fatima, Iles-de-la-Madeleine division, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613 12533-62 — 1133/139

Château des Modes (1962) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Morris, advocate, 4502, Lacombe, Irving Halperin, advocate, 4827, Kent, and Ernest Rashkovan, notary, 4780, Vézina, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in dry goods, under the name of "Château des Modes (1962) Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-o 12913-62 — 1134/68

Le Club de Placement Duvernay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Adolphe Prévost, avocat, 1544, Viel, Montréal, Paul Trudeau, avocat, 174, boulevard Marois, Laval-des-Rapides, et Nicole Tardif, secrétaire, célibataire, 6776, rue St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Le Club de Placement Duvernay Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613-o

12875-62 — 1134/24

**Le Club de Courses Sous Harnais
du Bas St-Laurent Inc.**

Lower St. Lawrence Harness Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Wilfrid Rioux, entrepreneur, Ste-Jeanne-d'Arc, Émilien Morissette, député fédéral, Frs-Xavier Thibault, rentier, Guy Langlois, commerçant, tous trois de Mont-Joli, et Aimé Bouchard, commerçant, St-Donat, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir, diriger et tenir des courses de chevaux, sous le nom de « Le Club de Courses Sous Harnais du Bas St-Laurent Inc. — Lower St. Lawrence Harness Club Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Flavie, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613-o

12277-62 — 1134/23

Club Kiwanis de Chicoutimi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Émilien Desbiens, gérant, Henri Beaudoin, commis, et Yvon Delwaide, syndic de faillite, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Travailler de toute façon pour l'amélioration et l'avantage de la cité de Chicoutimi, tant dans le domaine économique que social et moral, sous le nom de « Club Kiwanis de Chicoutimi Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Club de Placement Duvernay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adolphe Prévost, advocate, 1544, Viel, Montreal, Paul Trudeau, advocate, 174, Marois Boulevard, Laval-des-Rapides, and Nicole Tardif, secretary, spinster, 6776, St. Denis Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Le Club de Placement Duvernay Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613

12875-62 — 1134/24

**Le Club de Courses Sous Harnais
du Bas St-Laurent Inc.**

Lower St. Lawrence Harness Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Wilfrid Rioux, contractor, Ste-Jeanne-d'Arc, Émilien Morissette, Federal M.P., Frs-Xavier Thibault, annuitant, Guy Langlois, trader, all three of Mont-Joli, and Aimé Bouchard, trader, St-Donat, for the following purposes:

To organize, promote, direct and hold horse races, under the name of "Le Club de Courses Sous Harnais du Bas St-Laurent Inc. — Lower St. Lawrence Harness Club Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Flavie, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613

12277-62 — 1134/23

Club Kiwanis de Chicoutimi Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Émilien Desbiens, manager, Henri Beaudoin, clerk, and Yvon Delwaide, bankruptcy trustee, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To work, in every way, for the improvement and advantage of the city of Chicoutimi, in the economic as well as the social and moral fields, under the name of "Club Kiwanis de Chicoutimi Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 9e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU,

613-o 10320-62 — 1134/6

**Council of Pulp and Paper Producers
of Quebec
Conseil des Producteurs de Pâtes et Papiers
du Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1962, constituant en corporation sans capital-actions: George M. Hobart, président, « Consolidated Paper Corp. Ltd. », 3114, Chemin Daulac, Montréal, Wilfrid N. Hall, président, « Dominion Tar & Chemical Co. Ltd. », 173, avenue Melbourne, Montréal, et Frederic A. Harrison, vice-président, « Canadian International Paper Co. », 2040, Cambridge, Mount Royal, pour les objets suivants:

Stimuler, supporter et protéger, en ce qui concerne l'intérêt public, les conditions et les intérêts des producteurs des pâtes et du papier du Québec, sous le nom de « Council of Pulp and Paper Producers of Quebec — Conseil des Producteurs de Pâtes et Papiers du Québec. »

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 18e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613 12662-62 — 1133/57

Aimé Cournoyer Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1962, constituant en corporation: J.-Arthur Deschamps, comptable agréé, Mlle Kathleen Deschamps, secrétaire, fille majeure, tous deux de 1411, Crescent, Montréal, et André Bourdon, avocat, 68, ave Pratt, Longueuil, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Aimé Cournoyer Ltée », avec un capital total de \$30,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 13e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613-o 12912-62 — 1135/14

**Crazy Horse Saloon Inc.
A l'Enseigne du Cheval Fringant Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Rolland Blais, Marc Bourgeois et André Fabien, tous trois avocats, de 180, boulevard Dorchester, est, Montréal, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 9th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613 10320-62 — 1134/6

**Council of Pulp and Paper Producers
of Quebec
Conseil des Producteurs de Pâtes et Papiers
du Québec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: George M. Hobart, president, Consolidated Paper Corp. Ltd., 3114, Chemin Daulac, Montreal, Wilfrid N. Hall, president, Dominion Tar & Chemical Co. Ltd., 173, Melbourne Avenue Montreal, and Frederic A. Harrison, vice-president, Canadian International Paper Co., 2040, Cambridge, Mount Royal, for the following purposes:

To promote, support and protect, having regard to the public interest, the status and interests of the pulp and paper producers of Quebec, under the name of "Council of Pulp and Paper Producers of Quebec — Conseil des Producteurs de Pâtes et Papiers du Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 18th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o 12662-62 — 1133/57

Aimé Cournoyer Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Arthur Deschamps, chartered accountant, Miss Kathleen Deschamps, secretary, fille majeure, both of 1411, Crescent, Montreal, and André Bourdon, advocate, 68, Pratt Avenue, Longueuil, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Aimé Cournoyer Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 13th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613 12912-62 — 1135/14

**Crazy Horse Saloon Inc.
A l'Enseigne du Cheval Fringant Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rolland Blais, Marc Bourgeois and André Fabien, all three advocates, of 180, Dorchester Boulevard, east, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Crazy Horse Saloon Inc. — A l'Enseigne du Cheval Fringant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5408, Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613-o

12998-62 — 1134/80

D. & H. Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Hyman Engel, courtier d'hypothèques, 6484, Avenue Victoria, Montréal, Stanley Haltetrecht, notaire, 795, avenue Bertrand, St-Laurent, et Josh Abrahams, étudiant, 4790, Avenue Plamondon, app. 301, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « D. & H. Realities Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12822-62 — 1134/120

Dawn Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Michel Jutrzenka, constructeur, Mme Mary Jutrzenka, ménagère, épouse séparée de biens dudit Michael Jutrzenka, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4840, avenue Maplewood, Montréal et Mlle Janet Samit, secrétaire, 2530, avenue Van Horne, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Dawn Construction Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4840, avenue Maplewood, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12884-62 — 1134/43

Distribution du Meuble Villeneuve Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1962, constituant en cor-

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Crazy Horse Saloon Inc. — A l'Enseigne du Cheval Fringant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 5408, Côte-des-Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613

12998-62 — 1134/80

D. & H. Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hyman Engel, mortgage broker, 6484, Victoria Avenue, Montreal, Stanley Haltetrecht, notary, 795, Bertrand Avenue, St-Laurent, and Josh Abrahams, student, 4790, Plamondon Avenue, Apt. 301, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "D. & H. Realities Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12822-62 — 1134/120

Dawn Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Jutrzenka, builder, Mrs. Mary Jutrzenka, housewife, wife separate as to property of the said Michael Jutrzenka, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4840, Maplewood Avenue, Montreal, and Miss Janet Samit, secretary, 2530, Van Horne Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Dawn Construction Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4840, Maplewood Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12884-62 — 1134/43

Distribution du Meuble Villeneuve Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harry Ville-

poration: Harry Villeneuve, industriel, 125, rue St-David, Chicoutimi-Nord, Paul Simard, comptable agréé, 31, rue Racine, ouest, Chicoutimi, et Madeleine Drapeau, secrétaire, célibataire 154, rue Racine, est, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Distribution du Meuble Villeneuve Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613-0 12865-62 — 1134/81

Domaine du Plateau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Jean-Louis Maurice, vendeur, Yves Lépine, entrepreneur, tous deux de Mont-Rolland et Alain Voizard, notaire, Ste-Adèle-en-Haut, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Domaine du Plateau Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Rolland, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613-0 12712-62 — 1135/16

Dual Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant de bureau, William Patrick Creagh, commis en Loi, Guy Ambrose Miller, teneur de livres et John Lawrence Mc Crory, commis en Loi, tous quatre de 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des pièces constitutives d'appareils électriques et électroniques accessoires et dispositifs et toutes sortes de dispositifs servant à l'enregistrement et à la transmission, sous le nom de « Dual Quebec Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613 12932-62 — 1136/8

Dumont Ventilation Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

neuve, industrialist, 125, St-David Street, Chicoutimi-North, Paul Simard, chartered accountant, 31, Racine Street west, Chicoutimi, and Madeleine Drapeau, secretary, spinster, 154, Racine Street east, Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Distribution du Meuble Villeneuve Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613 12865-62 — 1134/81

Domaine du Plateau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Maurice, salesman, Yves Lépine, contractor, both of Mont-Rolland, and Alain Voizard, notary, Ste-Adèle-en-Haut, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Domaine du Plateau Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont-Rolland, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613 12712-62 — 1135/16

Dual Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest William Mockridge, office manager, William Patrick Creagh, law-clerk, Guy Ambrose Miller, book-keeper, and John Lawrence McCrory, law-clerk, all four of 360, St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in electrical and electronic components, apparatus and devices and recording and transmitting devices of all kinds, under the name of "Dual Quebec Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-0 12932-62 — 1136/8

Dumont Ventilation Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent, bear-

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Jean-Louis Lefebvre, avocat, 3518, Addington, Dame Kathryn Thickett, secrétaire, veuve de feu Geoffrey McCarthy, 4668, Coolbrook, et Elizabeth Desrosiers, secrétaire, célibataire majeure, 5455, Côte St-Antoine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en ventilation, climatisation de l'air, plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Dumont Ventilation Limitée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613-0

12830-62 — 1134/72

Elda Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Bernard-E. Blanchard, avocat, 105, 3e Avenue sud, Roxboro, Yolande Galardo, 9047, rue Millen et Marlene Lacroix, 9160, boulevard Michel, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Elda Construction Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613

12551-62 — 1134/134

Eldon Star House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Edward I. Auerback, avocat et conseil en loi de la Reine, 250, avenue Kensington, Westmount, Boris J. Berbrier, avocat, 4851, rue Fulton, Montréal, Mark Edmund Gordon, avocat, 36, avenue Roxborough, Westmount, et Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, 1460, rue McGregor, Montréal, pour les objets suivants:

Diriger, représenter et engager des acteurs, artistes, musiciens, chanteurs et autres diseurs, et agir comme agents pour ces artistes et diseurs, sous le nom de « Eldon Star House Inc. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613

12869-62 — 1134/135

ing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Lefebvre, advocate, 3518, Addington, Dame Kathryn Thickett, secretary, widow of the late Geoffrey McCarthy, 4668, Coolbrook, and Elizabeth Desrosiers, secretary, spinster of the full age of majority, 5455, Côte St-Antoine, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in ventilation, air conditioning, plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Dumont Ventilation Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613

12830-62 — 1134/72

Elda Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard-E. Blanchard, advocate, 105, 3rd Avenue South, Roxboro, Yolande Galardo, 9047 Millen Street, and Marlene Lacroix, 9160, St-Michel Boulevard, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Elda Construction Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-0

12551-62 — 1134/134

Eldon Star House Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward I. Auerback, advocate and Queen's Counsel, 250, Kensington Avenue, Westmount, Boris J. Berbrier, advocate, 4851, Fulton Street, Montreal, Mark Edmund Gordon, advocate, 36, Roxborough Avenue, Westmount, and Madeline Ferguson, secretary, spinster of the full age of majority, 1460, McGregor Street, Montreal, for the following purposes:

To manage, represent and book actors, performers, musicians, singers and other entertainers, and to act as agents for such artists and entertainers, under the name of "Eldon Star House Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-0

12869-62 — 1134/135

Elmar Automotive Accessories Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Louis Moses Gomberg, marchand, Esther Gomberg, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis Moses Gomberg, tous deux de 5568, avenue Rosedale, Côte St-Luc, et Albert Gomberg, avocat, 7145, avenue Chester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises d'automobiles, de radio, d'électricité, de quincaillerie, ménagères et sportives, dispositifs, fournitures et articles de toutes sortes, sous le nom de « Elmar Automotive Accessories Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7131, chemin Côte St-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613

12975-62 — 1135/119

Les Employeurs Forestiers de la Mauricie, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1962, constituant en corporation sans capital-actions: François Lajoie, c.r., avocat, Isabelle Vigneau et Lucette Vigneau, secrétaires, filles majeures, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Promouvoir et défendre les intérêts des employeurs forestiers engagés dans l'exécution d'opérations forestières dans les concessions forestières et dans les forêts privées de la Canadian International Paper Company, sous le nom de « Les Employeurs Forestiers de la Mauricie, Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

13373-62 — 1139/29

Farha Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Edward G. Tannage, avocat et conseil en loi de la Reine, André Valiquette, avocat, et Jeannette Desjardins, sténographe, fille majeure, tous trois de 159, ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de « Farha Agencies Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Elmar Automotive Accessories Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Moses Gomberg, store-keeper, Esther Gomberg, housewife, wife separate as to property of the said Louis Moses Gomberg, both of 5568, Rosedale Avenue, Côte St-Luc, and Albert Gomberg, advocate, 7145, Chester Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in automotive, radio, television, electrical, hardware, houseware and sporting goods, appliances, supplies and articles of all kinds, under the name of "Elmar Automotive Accessories Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7131, Côte St-Luc Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-o

12975-62 — 1135/119

Les Employeurs Forestiers de la Mauricie, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: François Lajoie, q.c., advocate, Isabelle Vigneau and Lucette Vigneau, secretaries, filles majeures, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To promote and defend the interests of forestry employers engaged in the execution of forestry operations in forestry concessions and in private forests of the Canadian International Paper Company, under the name of "Les Employeurs Forestiers de la Mauricie, Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613

13373-62 — 1139/29

Farha Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward G. Tannage, advocate and Queen's Counsel, André Valiquette, advocate, and Jeannette Desjardins, stenographer, spinster of the full age of majority, all three of 159, Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Farha Agencies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.
613 12895-62 — 1134/109

Faro Industries (1962) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Lionel Tremblay, administrateur, 2072, Lebrun, Montréal, John Ewasew, 340, avenue Barton, et J. Arcen Blakely, 170, avenue Morrison, ces deux derniers avocats, de Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Faro Industries (1962) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 6,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9480 est, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.
613 12516-62 — 1134/83

Foss Sales Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Edward G. Tannage, Gérard Hévert, avocat et conseil en loi de la Reine, et Jeannette Desjardins, sténographe, fille majeure, tous trois de 4 est, rue Notre-Dame, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous produits d'iceux; articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, eaux gazeuses, livres et périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Foss Sales Agencies Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.
613 15867-61 — 1107/109

R.W. Galbraith and Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Jacques Bélique, avocat, 9135, boule-

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.
613-o 12895-62 — 1134/109

Faro Industries (1962) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Tremblay, executive, 2072, Lebrun, Montreal, John Ewasew, 340, Barton Avenue, and J. Arcen Blakely, 170, Morrison Avenue, the latter two advocates, of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general contractors, under the name of "Faro Industries (1962) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each, 6,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 9480, Notre-Dame Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.
613-o 12516-62 — 1134/83

Foss Sales Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward G. Tannage, Gérard Hébert, advocates and Queen's Counsels, and Jeannette Desjardins, stenographer, spinster of the full age of majority, all three of 4 Notre-Dame Street East, Montreal, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same; in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Foss Sales Agencies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.
613-o 15867-61 — 1107/109

R.W. Galbraith and Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Bélique, lawyer, 9135, LaSalle Boulevard, LaSalle,

vard LaSalle, LaSalle, Cécilien Pelchat, avocat, 6405, Marseille, Montréal, André Béque, ingénieur professionnel, 5120, McDonald, app. 301, Côte St-Luc, Jacqueline Lapierre, secrétaire, célibataire, 758, Gilford, Montréal, et Stefania Alpern, secrétaire, veuve de Witold Kozlowski, 3531, Ste-Famille, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, chaudières, générateurs d'usines, toutes sortes d'outillages pour travaux hydrauliques, outillages pour exploitation minière et industrielle, toutes sortes d'instruments et outils, camions-automobiles et accessoires, aéroplanes et accessoires, bateaux à vapeur, remorqueurs et autres appareils flottants, sous le nom de « R.W. Galbraith and Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2625, rue Albert, Montréal, district judiciaire de Montréal, Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613 12576-62 — 1134/110

Louis A. Gauthier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Louis-A. Gauthier, courtier en assurance, 1301, avenue Leclair, Verdun, Pierre-Paul Valiquette, comptable, 220, 4e avenue, LaSalle, et Jean-A. Viau, comptable, 1312, rue Valiquette, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom de « Louis A. Gauthier Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613-o 12189-62 — 1134/84

Guilbert Spring Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Emery Guilbert, Léo-Paul Guilbert et François Guilbert, tous trois mécaniciens, de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, leurs accessoires et parties, et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Guilbert Spring Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1580, rue St-Olivier, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613-o 12640-62 — 1134/85

Cécilien Pelchat, lawyer, 6405, Marseille, Montréal, André Béque, professional engineer, 5120, McDonald, Apt. 301, Côte-St-Luc, Jacqueline Lapierre, secretary, spinster, 758, Gilford, Montréal, and Stefania Alpern, secretary, widow of Witold Kozlowski, 3531, Ste-Famille, Montreal, for the following purposes:

To deal in engines, boilers, power plant equipment, hydraulic equipment of all kinds, electrical, mining and industrial equipment, tools, implements of all kinds, automobile trucks and supplies, aeroplanes and supplies, steamboats, tugs and other floating equipment, under the name of "R.W. Galbraith and Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2625, Albert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-o 12576-62 — 1134/110

Louis A. Gauthier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-A. Gauthier, insurance broker, 1301, Leclair Avenue, Verdun, Pierre-Paul Valiquette, accountant, 220, 4th Avenue, LaSalle, and Jean-A. Viau, accountant, 1312, Valiquette Street, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Louis A. Gauthier Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613 12189-62 — 1134/84

Guilbert Spring Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Emery Guilbert, Léo-Paul Guilbert and François Guilbert, all three mechanics, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, motors, machines, their parts and accessories, and to act as garagement, under the name of "Guilbert Spring Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1580, St-Olivier Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613 12640-62 — 1134/85

Industrial Properties and Leasehold Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1962, constituant en corporation: Baruch Pollack, 6085, de Vimy, Outremont, Hyman Solomon, 1365, Scarboro, Mount Royal, Isidore Greenbaum, 615, Westluxe, Côte St-Luc, et Yoine Goldstein, 1923, Clinton, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Industrial Properties and Leasehold Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12555-62 — 1133/42

Jaloby Enterprises, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Neil F. Phillips, avocat, 634, avenue Clarke, Westmount, Melvin Rothman, avocat, 638, avenue Roslyn, Westmount, et Mlle Margaret Banks, secrétaire, fille majeure, 78, Roxton Crescent, Montréal-ouest, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'agents et d'artistes de théâtre, sous le nom de « Jaloby Enterprises, Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613

12944-62 — 1136/12

L M K Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, 6612, chemin Nice, Côte-St-Luc, Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney L. Goldwater, 4155, avenue Dupuis, Montréal, et Harold Archer, secrétaire, 3160, rue Granby, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « L M K Investment Corp. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613

12943-62 — 1134/140

Industrial Properties and Leasehold Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Baruch Pollack, 6085 de Vimy, Outremont, Hyman Solomon, 1365, Scarboro, Mount Royal, Isidore Greenbaum, 615, Westluxe, Côte St-Luc, and Yoine Goldstein, 1923, Clinton, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Industrial Properties and Leasehold Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12555-62 — 1133/42

Jaloby Enterprises, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Neil F. Phillips, advocate, 634, Clarke Avenue, Westmount, Melvin Rothman, advocate, 638, Roslyn Avenue, Westmount, and Miss Margaret Banks, secretary, fille majeure, 78, Roxton Crescent, Montreal West, for the following purposes:

To carry on the business of theatrical agents and artists' agents, under the name of "Jaloby Enterprises, Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-o

12944-62 — 1136/12

L M K Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Brownstein, advocate, 6612, Nice Road, Côte-St-Luc, Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of Sydney L. Goldwater, 4155, Dupuis Avenue, Montreal, and Harold Archer, secretary, 3160, Granby Street, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "L M K Investment Corp.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 500 common shares of the par value of \$10 each and 2,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-o

12943-62 — 1134/140

A. Lassonde & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1962, constituant en corporation: J.-Willie Lassonde, Jean-Claude Lassonde et Léandre Lassonde, tous trois industriels, de Rougemont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « A. Lassonde & Fils Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rougemont, comté de Rouville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613-o

12811-62 — 1134/27

Loyer & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Claude-Réal Girard, étudiant, Solange Pesant, secrétaire, fille majeure, et Rita Chagnon, ménagère, veuve non remariée de Gaston Chagnon, tous trois de 6983, boulevard St-Laurent, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Loyer & Fils Ltée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613-o

12719-62 — 1135/25

Lubert Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1962, constituant en corporation: Oscar Lubert, manufacturier, 4685, rue Bourret, app. 108, Montréal, Moe Moscovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, 1360 ouest, avenue Bernard, app. 17, Outremont, et Jack L. Greenwood, avocat, 644, avenue Lansdowne, Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de « Lubert Sportswear Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12677-62 — 1133/62

A. Lassonde & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Willie Lassonde, Jean-Claude Lassonde, and Léandre Lassonde, all three industrialists, of Rougemont, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "A. Lassonde & Fils Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rougemont, county of Rouville, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613

12811-62 — 1134/27

Loyer & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude-Réal Girard, student, Solange Pesant, secretary, fille majeure, and Rita Chagnon, housewife, unremarried widow of Gaston Chagnon, all three of 6983, St. Lawrence Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Loyer & Fils Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613

12719-62 — 1135/25

Lubert Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Oscar Lubert, manufacturer, 4685, Bourret Street, Apt. 108, Montreal, Moe Moscovitch, advocate and Queen's Counsel, 1360, Bernard Avenue West, Apt. 17, Outremont, and Jack L. Greenwood, advocate, 644, Lansdowne Avenue, Westmount, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Lubert Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12677-62 — 1133/62

Miss Chinatown (South Shore) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Kwong Sun Hum, 4836, rue Hutchison, Montréal, Chuck Sin Hum, 811, Atwater, Montréal, Lai Cho Hum, 4836, rue Hutchison, Montréal, Fen Kin Hum, 216, est, Villeneuve, Montréal, Chong Mei Hum, 216, est, Villeneuve, Montréal, et Wong Kuen Yee, 3680, rue Gertrude, Verdun, tous six cuisiniers, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Miss Chinatown (South Shore) Ltd. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613

13057-62 — 1135/128

Miss Chinatown (South Shore) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Kwong Sun Hum, 4836, Hutchison Street, Montreal, Chuck Sing Hum, 811, Atwater, Montreal, Lai Cho Hum, 4836, Hutchison Street, Montreal, Fen Kin Hum, 216, Villeneuve East, Montreal, Chong Mei Hum, 216, Villeneuve East, Montreal, and Wong Kuen Yee, 3680, Gertrude Street, Verdun, all six cooks, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Miss Chinatown (South Shore) Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-o

13057-62 — 1135/128

Movie Star Lingerie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Bella Luxenburg Shapiro, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Shapiro, Esther Marie Shapiro, dessinatrice, célibataire, toutes deux de 1460, avenue McGregor, app. 602, Montréal, et Deena Miller, secrétaire, célibataire, 3547, avenue Vendôme, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de lingerie, sous le nom de « Movie Star Lingerie Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12858-62 — 1134/31

Movie Star Lingerie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bella Luxenburg Shapiro, housewife, wife separate as to property of Joseph Shapiro, Esther Marie Shapiro, designer, spinster, both of 1460, McGregor Avenue, Apt. 602, Montreal, and Deena Miller, secretary, spinster, 3547, Vendôme Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of lingerie, under the name of "Movie Star Lingerie Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of the par value of \$100 each and 250 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12858-62 — 1134/31

Northcraft Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Irving Halperin, avocat, 4827, avenue Kent, Montréal, Daniel Morris, avocat, 4502, Lacombe, Montréal, et Ernest Rashkovan, notaire, 4780, avenue Vézina, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bateaux, aéroplanes, biplanes, machines et appareils volants, hydroplanes ou automobiles, sous le nom de « Northcraft Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Northcraft Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Halperin, advocate, 4827, Kent Avenue, Montreal, Daniel Morris, advocate, 4502, Lacombe, Montreal, and Ernest Rashkovan, notary, 4780, Vézina Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in boats, aeroplanes, biplanes, machines, flying apparatus, hydroplanes or automobiles, under the name of "Northcraft Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613 12906-62 — 1135/131

Pioneer Textiles Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Stanley Blustein, marchand, Sandra Lyman Blustein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Stanley Blustein, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 1085, rue Notre-Dame, Chomedey, et Henry Blustein, gérant de magasin, 439, 94e Avenue, Chomedey, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de « Pioneer Textiles Co. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613 12905-62 — 1134/114

**Placements Bernier Inc.
Bernier Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1962, constituant en corporation: André Trotier, avocat, 1074, rue Belmont, Sillery, Thomas W. Brown, avocat, 1165, avenue Belvédère, Québec, John Boudreau, avocat, 1070, avenue Murray, Québec, et Nicole Veilleux, secrétaire, célibataire majeure, 55, rue Dorval, Lévis, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements Bernier Inc. — Bernier Investments Inc. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 21,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 42, rue Ste-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613-0 12976-62 — 1135/30

**Les Produits Truco du Québec Ltée
Truco Products of Quebec Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Claude Guérin, avocat, 32, Les Bouleaux, Laval-sur-le-Lac, Laurence Ostiguy, secrétaire, fille majeure, 6250, 44e avenue, Rosemont, Montréal, et Jeanne Le Sieur, secrétaire, fille majeure, 10537, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-0 12906-62 — 1135/131

Pioneer Textiles Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley Blustein, merchant, Sandra Lyman Blustein, housewife, wife separate as to property of the said Stanley Blustein, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 1085, Notre-Dame Street, Chomedey, and Henry Blustein, store manager, 439, 94th Avenue, Chomedey, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Pioneer Textiles Co.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-0 12905-62 — 1134/114

**Placements Bernier Inc.
Bernier Investments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Trotier, advocate, 1074, Belmont Street, Sillery, Thomas W. Brown, advocate, 1165, Belvédère Avenue, Québec, John Boudreau, advocate, 1070, Murray Avenue, Québec, and Nicole Veilleux, secretary, spinster of the full age of majority, 55, Dorval, Street, Lévis, for the following purposes:

To act as a holding company, under the name of "Placements Bernier Inc. — Bernier Investments Inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 21,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 42, Ste-Anne Street, Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613 12976-62 — 1135/30

**Les Produits Truco du Québec Ltée
Truco Products of Quebec Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Guérin, lawyer, 32, Les Bouleaux, Laval-sur-le-Lac, Laurence Ostiguy, secretary, spinster of full age, 6250, 44th Avenue, Rosemont, Montreal, and Jeanne Le Sieur, secretary, spinster of full age, 10537, Berri Street, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'outils et foreuses à diamants et outillages de toutes sortes, sous le nom de "Les Produits Truco du Québec Ltée — Truco Products of Quebec Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12872-62 — 1134/34

J. Propst & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1962, constituant en corporation: Jacob Propst, marchand, Mme Annie (Anna) Chartran Propst, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacob Propst, tous deux de 4675, rue Hutchison, Moe Propst, marchand, Mme Eileen Myers Propst, ménagère, épouse séparée de biens dudit Moe Propst, tous deux de 2160, rue Goyer, et Mme Lottie Roher, ménagère, épouse séparée de biens de Jack Roher, 2162, rue Goyer, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nouveautés, vêtements et articles vestimentaires, meubles, accessoires électriques, lessiveuses, poêles, balayeuses électriques, réfrigérateurs électriques et tous sortes de marchandises, articles et commodités, sous le nom de « J. Propst & Son Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4675, rue Hutchison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12614-62 — 1131/129

Provost Street Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1962, constituant en corporation: John L. Liberman, avocat, 7487, chemin Spring, Côte-St-Luc, Albert Liddell, gérant, 3509, Hutchison, app. 506, Montréal, Mina Dimand, secrétaire, fille majeure, 4966, Décarie, Montréal, et Helen Lennon, secrétaire, épouse séparée de biens de Bernard Damien Lennon, 1579, rue Centre, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de « Provost Street Development Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 18,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8475, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12556-62 — 1133/27

To deal in diamond tools and drills and tools of all kinds, under the name of "Les Produits Truco du Québec Ltée — Truco Products of Quebec Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12872-62 — 1134/34

J. Propst & Son Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacob Propst, merchant, Mrs. Annie (Anna) Chartran Propst, housewife, wife separate as to property of the said Jacob Propst, both of 4675, Hutchison Street, Moe Propst, merchant, Mrs. Eileen Myers Propst, housewife, wife separate as to property of the said Moe Propst, both of 2160, Goyer Street, and Mrs. Lottie Roher, housewife, wife separate as to property of Jack Roher, 2162, Goyer Street, all five of Montreal, for the following purposes:

To deal in dry goods, clothing and wearing apparel, furniture, electrical appliances, washing machines, stoves, vacuum cleaners, electric refrigerators and all kinds of goods, wares and commodities, under the name of "J. Propst & Son Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4675, Hutchison Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12614-62 — 1131/129

Provost Street Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John L. Liberman, advocate, 7487, Spring Road, Côte-St-Luc, Albert Liddell, manager, 3509, Hutchison, apt. 506, Montreal, Mina Dimand, secretary, spinster of the full age of majority, 4966, Décarie, Montreal, and Helen Lennon, secretary, wife separate as to property of Bernard Damien Lennon, 1579, Centre Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Provost Street Development Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$1 each and 18,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 8475, Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12556-62 — 1133/27

Quartet Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1962, constituant en corporation: Max H. Teitelbaum, 2022, rue Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker, 1943, Barclay, Montréal, Daniel Lazare, 5105, Côte-St-Luc, Montréal, tous trois avocats, et Mlle Barbara Eliosoff, secrétaire, 5555, Lyndale, Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Quartet Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 330, Alexis-Nihon, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613 12713-62 — 1133/53

R.E.S. Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1962, constituant en corporation: Irving L. Adessky, avocat, 3782, Avenue Kent, Montréal, Lewis Batshaw, avocat, 4804, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, et Shirlee Simon, secrétaire, fille majeure, 1460, Van Horne, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « R.E.S. Restaurant Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613 12632-62 — 1134/36

**Richer Jeweller Ltd.
Richer Bijoutier Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Robert Richer, bijoutier, Thérèse Spinelli, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Robert Richer, tous deux de 315, rue Dumouchel, et Jean-Guy Aubry, vendeur, 10, rue Mimosa, tous trois de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de « Richer Jeweller Ltd.—Richer Bijoutier Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613-o 12855-62 — 1134/58

Quartet Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max M. Teitelbaum, 2022, Ward Street, St-Laurent, Maxwell Shenker, 1943, Barclay, Montreal, Daniel Lazare, 5105, Côte St-Luc, Montreal, all three advocates, and Miss Barbara Eliosoff, secretary, 5555, Lyndale, Côte St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Quartet Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 330, Alexis-Nihon, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o 12713-62 — 1133/53

R.E.S. Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving L. Adessky, advocate, 3782, Kent Avenue, Montreal, Lewis Batshaw, advocate, 4804, Côte-des-Neiges Road, Montreal, and Shirlee Simon, secretary, fille majeure, 1460, Van Horne, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "R.E.S. Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o 12632-62 — 1134/36

**Richer Jeweller Ltd.
Richer Bijoutier Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Richer, jeweller, Thérèse Spinelli, housewife, wife contractually separate as to property of the said Robert Richer, both of 315, Dumouchel Street, and Jean-Guy Aubry, salesman, 10, Mimosa Street, all three of Dorval, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Richer Jeweller Ltd.—Richer Bijoutier Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613 12855-62 — 1134/58

Roca (Quebec) 1962 Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1962, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Judith Shuster, ménagère, épouse séparée de biens dudit Abraham Shuster, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 5710, Wolsely, Côte-St-Luc, Margaret Gunston, Dorothy Gunston, toutes deux secrétaires, filles majeures, 3422, Stanley, Montréal, Jay Rumanek, étudiant, 1905, St-Germain, Saint-Laurent, et Lawrence Diner, avocat, 4650, Hingston, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de paveurs, carriers et marchands de pierre, sous le nom de « Roca (Quebec) 1962 Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées, première catégorie, d'une valeur au pair de \$1 chacune et 8,000 actions privilégiées, deuxième catégorie, d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12786-62 — 1133/30

J. Paul Roy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Jacques Béique, avocat, 9135, boulevard LaSalle, LaSalle, Cécilien Pelchat, avocat, 6405, Marseille, Montréal, et Stefania Alpern, secrétaire, veuve de Witold Kozlowski, 3531, Ste-Famille, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, leurs accessoires et parties, et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « J. Paul Roy Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5701, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613-o

12454-62 — 1135/33

St. Lambert Truck Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1962, constituant en corporation: J. Clifford Savage, avocat, 314, avenue Mercille, St-Lambert, Leo Taylor, consultant en taxes, 3830, avenue Broadway, Lachine, et Leonard A. Seton, avocat et conseil en loi de la Reine, 314, avenue Birch, St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, leurs pièces et accessoires, et faire affaires comme gara-

Roca (Quebec) 1962 Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Judith Shuster, housewife, wife separate as to property of the said Abraham Shuster, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 5710, Wolsely, Côte-St-Luc, Margaret Gunston, Dorothy Gunston, both secretaries, filles majeures, of 3422, Stanley, Montreal, Jay Rumanek, student, 1905, St. Germain, Saint-Laurent, and Lawrence Diner, advocate, 4650, Hingston, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as pavers, quarry masters and stone merchants, under the name of "Roca (Quebec) 1962 Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each, 1,000 first preferred shares of the par value of \$1 each and 8,000 second preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12786-62 — 1133/30

J. Paul Roy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Béique, advocate, 9135, LaSalle Boulevard, LaSalle, Cécilien Pelchat, advocate, 6405, Marseille, Montreal, and Stefania Alpern, secretary, widow of Witold Kozlowski, 3531, Ste-Famille, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, motors, machines, their parts and accessories, and to act as garagemen, under the name of "J. Paul Roy Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5701, Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613

12454-62 — 1135/33

St. Lambert Truck Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J. Clifford Savage, advocate, 314, Mercille Avenue, St. Lambert, Leo Taylor, tax consultant, 3830, Broadway Avenue, Lachine, and Leonard A. Seton, advocate and Queen's Counsel, 314, Birch Avenue, St. Lambert, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their parts and accessories, and to carry on business as garage-

gistes, sous le nom de « St. Lambert Truck Sales Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St. Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

11159-62 — 1133/91

**Super Marché Laniel Inc.
Laniel Super Market Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Jean-Louis Laniel, épiciier, 5113, rue Marquette, Jacques Laniel, épiciier, 5730, 7e Avenue, Rosemont, et Pierrette Jean, secrétaire, 6265, 2e Avenue, Rosemont, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épicerie, sous le nom de « Super Marché Laniel Inc.—Laniel Super Market Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1651, rue Laurier, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613-o

12418-62 — 1134/93

La Taverne Des Pins Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1962, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat, 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, avocat, 4957, avenue Borde, Montréal, et Shirley Mugeridge, secrétaire, fille majeure, 59, rue Orchard, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tavernes, brasseries et/ou restaurants, sous le nom de « La Taverne Des Pins Inc. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3714, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12678-62 — 1133/107

Textile Values Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Ezra Leithman, c.r., Fred Kaufman et Sidney Leithman, tous trois avocats, 1255, rue Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

keepers, under the name of "St. Lambert Truck Sales Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of August, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

11159-62 — 1133/91

**Super Marché Laniel Inc.
Laniel Super Market Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Laniel, grocer, 5113, Marquette Street, Jacques Laniel, grocer, 5730, 7th Avenue, Rosemont, and Pierrette Jean, secretary, 6265, 2nd Avenue, Rosemont, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Super Marché Laniel Inc.—Laniel Super Market Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1651, Laurier Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613

12418-62 — 1134/93

La Taverne Des Pins Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, advocate, 167, Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, advocate, 4957, Borden Avenue, Montreal, and Shirley Mugeridge, secretary, spinster of the full age of majority, 59, Orchard Street, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of operating taverns, public houses and/or restaurants, under the name of "La Taverne Des Pins Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 3714, Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12678-62 — 1133/107

Textile Values Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ezra Leithman, q.c., Fred Kaufman and Sidney Leithman, all three advocates, of 1255, Phillips Street, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de vêtements et d'articles vestimentaires, sous le nom de « Textile Values Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU.

613

12896-62 — 1135/102

Gump Worsley's Century 21 Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1962, constituant en corporation: Guy E. Boisvert, avocat, 3510, Northcliffe, Montréal, André Perreault, avocat, 4353, Girouard, Montréal, G. Harold Pickel, avocat, 4835, Grosvenor, Montréal, et Huguette Béland, secrétaire, célibataire majeure, 4275, Ontario Est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Gump Worsley's Century 21 Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 353, avenue Dorval, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613

12853-62 — 1135/109

Actions en séparation de biens

Côté vs Chabot

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure No 11,776. Dame Gertrude Côté épouse de Omer Chabot, artisan de la cité de Granby, district de Bedford, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Sweetsburg, le 10 septembre 1962.

Le Procureur de la demanderesse,

634-o

GEO.-H. DUREAULT, C.R.

Latizia vs Ferland

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 581-074, Dame Palasciano Latizia, épouse de Gabriel Ferland, investigateur, de la cité et district de Montréal, a institué une action en séparation de biens.

Montréal, le 13 septembre, 1962.

Le Procureur de la demanderesse,

JOHN HERSCHORN.

1396, ouest, rue Ste. Catherine,
Montréal, Qué.

635-o

Ta deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Textile Values Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

613-o

12896-62 — 1135/102

Gump Worsley's Century 21 Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy E. Boisvert, lawyer, 3510, Northcliffe, Montreal, André Perreault, lawyer, 4353, Girouard, Montreal, G. Harold Pickel, lawyer, 4835, Grosvenor, Montreal, and Huguette Béland, secretary, célibataire majeure, 4275, Ontario East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Gump Worsley's Century 21 Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 353, Dorval Avenue, Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613-o

12853-62 — 1135/109

Actions for separation as to property

Côté vs Chabot

Province of Quebec, district of Bedford, No. 11,776; Dame Gertrude Côté, wife of Omer Chabot, of the city of Granby, district of Bedford, has instituted against her husband, an action in separation as to property.

Sweetsburg, September 10, 1962.

GEO.-H. DUREAULT, Q.C.,

634-o

Attorney for Plaintiff.

Latizia vs Ferland

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 581-074, Dame Palasciano Latizia, wife of Gabriel Ferland, investigator, of the city and district of Montreal, has instituted an action in separation as to property.

Montreal, September 13, 1962.

JOHN HERSCHORN,

Attorney for Plaintiff.

1396, St. Catherine Street, West,
Montreal, Que.

635-o

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Order in Council Executive Council Chamber

Numéro 1496

Number 1496

Section « A »

Section "A"

Québec, le 12 septembre 1962.

Quebec, September 12, 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de Tavernes de la cité de Québec.

CONCERNING amendments of the decree relating to tavern employees in the city of Quebec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de tavernes de la cité de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to tavern employees in the city of Quebec, rendered obligatory by decree number 695 of May 7, 1938 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 juillet 1962;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 28, 1962;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 695, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 695, be amended as follows:

1° Les paragraphes « a » et « b » de l'article III, sont remplacés par les suivants:

1. Paragraphs "a" and "b" of article III are replaced by the following:

« III. Salaires: a) Dans le cas d'engagement à la semaine, les taux minima de salaire sont les suivants:

"III. Wages: a) In the case of employment by the week, the minimum wages shall be as follows:

	Taux par semaine
Commis de comptoir.....	\$57.00
Assistant-commis de comptoir.....	47.00
Commis de tables.....	41.00
Apprenti ou débutant.....	34.00

	Per week
Barman.....	\$57.00
Assistant barman.....	47.00
Waiter.....	41.00
Apprentice or beginner.....	34.00

Dans le cas où l'assistant commis de comptoir au cours d'une même semaine de travail, exécute les fonctions de commis de comptoir, pendant quarante (40) heures ou plus, le salaire minimum dudit salarié ci-dessus indiqué doit être augmenté de trois (\$3.00) dollars par semaine.

Should an assistant barman work as barman during forty (40) hours or more in the course of a same work week, the minimum wages of such employee shall be increased by three (\$3.00) per week.

b) Dans le cas d'engagements à l'heure, le salaire de cinquante (50) heures de travail par semaine, aux taux ci-dessus mentionnés, est garanti et doit être payé aux employés réguliers de l'une ou l'autre de ces catégories, même si ces salariés ont été requis de travailler moins de cinquante (50) heures pendant une semaine:

b) In cases of employment by the hour, the wages for fifty (50) hours of work per week at the rates hereunder mentioned are guaranteed and shall be paid to regular employees of any one category, even if such employees work less than fifty (50) hours during the week:

	Taux à l'heure
Commis de comptoir.....	\$1.16
Assistant-commis de comptoir.....	0.95
Commis de tables.....	0.84
Apprenti ou débutant.....	0.72"

	Per hour
Barman.....	\$1.16
Assistant barman.....	0.95
Waiter.....	0.84
Apprentice or beginner.....	0.72"

2° L'article IV est remplacé par le suivant:

2. Section IV is replaced by the following:

« VI. Durée du travail: La durée d'une semaine régulière de travail est de cinquante-deux (52) heures, réparties au cours de la semaine au gré de l'employeur. Tout salarié faisant plus de cinquante-deux (52) heures de travail par semaine a droit au taux de salaire et demi. Les salariés ont droit à une heure et demie (1½) pour le dîner et à une heure et demie (1½) pour le souper. De plus un employeur ne peut obliger son salarié

"IV. Duration of work: The standard work week consists of fifty-two (52) hours which shall be distributed at the employer's will and every employee working more than fifty-two (52) hours per week is entitled to the rate of time and one half. Employees are entitled to one hour and a half (1½) for the noon meal and to one hour and a half (1½) for the evening meal. Also, no employer may oblige his employee to work

à travailler plus de cinquante-deux (52) heures par semaine. »

3° Le paragraphe intitulé « Age » apparaissant à l'article VI est remplacé par le suivant :

« Age: Aucun salarié assujéti au présent décret ne doit être âgé de moins de 20 ans. »

4° L'article VI-A est remplacé par le suivant :

« VI-A. *Jours fériés*: Le Premier jour de l'An, l'Épiphanie, le Mercredi des Cendres, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël doivent être chômés et payés au même taux qu'une journée normale de travail suivant le salaire payé à l'employé et en tenant compte de sa fonction régulière de travail, à moins que ces fêtes ne tombent le dimanche alors qu'elles ne sont pas payées.

Cependant si les salariés sont appelés au travail par leur employeur, l'un ou l'autre de ces jours de fêtes, ils auront droit à une rémunération minimum égale à cinq (5) heures de travail au taux régulier en argent suivant les fonctions qu'ils occupent indépendamment de la durée de leur service.

À compter de cinq (5) heures de travail, les salariés doivent être rémunérés en argent au taux régulier suivant les fonctions qu'ils occupent en proportion des heures travaillées, et ce, au taux mentionné au paragraphe « b » de l'article III.

Les jours de votations dans la circonscription électorale où se tient une élection fédérale, provinciale ou municipale, sont des jours fériés et doivent être rémunérés suivant le mode ci-haut prévu pour les jours de fêtes. Cependant, à compter de l'heure où la loi permet à l'employeur d'ouvrir son établissement, il peut requérir les services de ses employés jusqu'à l'heure de fermeture, sans rémunération additionnelle. »

5° Le paragraphe « b » de l'article VII est remplacé par le suivant :

« b) *Période de services continus donnant droit au congé*: Pour chaque congé annuel ou additionnel payé, la période de services continus pour un employeur donnant droit à tel congé doit s'établir du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante, et précédant la prise de congé. »

6° L'alinéa 2 du paragraphe « h » de l'article VII est remplacé par le suivant :

« 2. représentant deux pour cent (2%) du salaire gagné le 1er mai précédant la date de son départ et, en plus, deux pour cent (2%) du salaire gagné par l'employé si ledit employé est qualifié pour le congé additionnel. »

7° L'article XI est remplacé par le suivant :

« XI. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1963. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours et de pas moins de trente (30) jours avant le 1er janvier de l'année 1964 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

Note: Les parties contractantes ont convenu d'être liées par les présents amendements à compter du 1er janvier 1962, selon les conditions qu'elles ont déterminées.

JACQUES PRÉMONT,

639-0

Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

more than fifty-two (52) hours per week."

3. The paragraph entitled "Age" appearing in article VI is replaced by the following:

"Age: No employee governed by the present decree shall be under 20 years of age."

4. Article VI-A is replaced by the following:

"VI-A. *Holidays*: The holidays hereafter mentioned: New Year's Day, Epiphany Day, Ash Wednesday, Good Friday, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day shall be kept as holidays and paid at the same rate as a regular workday according to the wages paid to the employee and to his regular work, unless such feast-days fall on a Sunday; in which case they shall not be paid.

However, if the employees are called to work by their employer on any of the above mentioned feast-days, they shall be entitled to a minimum remuneration equal to five (5) hours' work at regular rates, in money, according to their function, regardless of the duration of their service.

After five (5) hours of work, employees shall be remunerated in cash, at the regular rate set for their various occupations in proportion to the hours worked thereat and at the rates mentioned in paragraph "b" of article III.

Polling days in the electoral district in which a Federal, Provincial or Municipal election is being held, are holidays and shall be remunerated in the manner provided hereinabove for feast-days. However, from the moment at which the law allows the employer to open his establishment, he may require the services of his employees until his regular closing hour, without additional remuneration."

5. Paragraph "b" of article VII is replaced by the following:

"b) *Period of continuous service which gives right to aforesaid vacation*: For each annual or additional vacation with pay, the period of continuous service in the employ of an employer which gives right to such vacation, begins on the first day of May of one year and ends on the thirtieth day of April of the following year (prior to the vacation)."

6. Sub-paragraph 2 of paragraph "h" of article VII is replaced by the following:

"2. consisting of two per cent (2%) of the wages earned as at the 1st of May preceding the date of his departure and, in addition, two per cent (2%) of the salary earned by the employee if the said employee is qualified for the additional vacation."

7. Article XI is replaced by the following:

"XI. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until December 31, 1963. It then renews itself automatically from year to year thereafter, unless either contracting party notify the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixty (60) to the thirty (30) day prior to January 1, of the year 1964 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

Note: The contracting parties are agreed to be bound by the present amendments from January 1, 1962, according to the conditions they have determined.

JACQUES PRÉMONT,

639-0

Associate Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1496

Section « B »

Québec, le 12 septembre 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chaussure dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chaussure dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 3003 du 31 juillet 1946 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail deux requêtes à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 28 juillet et 11 août 1962;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3003, soit modifié comme suit:

1° Les taux mentionnés à l'article 8 sont remplacés par les suivants:

« a) Pour la période du 1er septembre 1962 au 31 août 1963.

	Zone I		Zone II		Zone III	
	Heure	Pièce	Heure	Pièce	Heure	Pièce
	Hour	Piece	Hour	Piece	Hour	Piece
Classe 1 — Class 1	\$1.58	\$1.71	\$1.50	\$1.62	\$1.42	\$1.54
Apprenti — Apprentice:						
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours	1.16	1.28	1.10	1.22	1.04	1.15
2èmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours	1.28	1.40	1.22	1.33	1.15	1.26
Classe 2 — Class 2	1.33	1.45	1.26	1.38	1.20	1.31
Apprenti — Apprentice:						
1ères 600 heures — 1st 600 hours	0.88	0.95	0.84	0.90	0.79	0.86
2èmes 600 heures — 2nd 600 hours	1.16	1.28	1.10	1.12	1.04	1.15
Classe 3 — Class 3	1.21	1.33	1.15	1.26	1.09	1.20
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.88	0.95	0.84	0.90	0.79	0.86
Classe 4 — Class 4	0.88	0.95	0.84	0.90	0.79	0.86
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.71	0.76	0.67	0.72	0.64	0.68
Classe 5 — Class 5	0.71	0.76	0.67	0.72	0.64	0.68

b) Pour la période du 1er septembre 1963 au 30 juin 1964.

Classe 1 — Class 1	\$1.65	\$1.80	\$1.57	\$1.71	\$1.49	\$1.62
Apprenti — Apprentice:						
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours	1.21	1.33	1.15	1.26	1.09	1.20
2èmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours	1.34	1.46	1.27	1.39	1.21	1.31
Classe 2 — Class 2	1.39	1.52	1.32	1.44	1.25	1.37
Apprenti — Apprentice:						
1ères 600 heures — 1st 600 hours	0.92	1.00	0.87	0.95	0.83	0.90
2èmes 600 heures — 2nd 600 hours	1.21	1.33	1.15	1.26	1.09	1.20
Classe 3 — Class 3	1.26	1.38	1.20	1.31	1.13	1.24
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.92	1.00	0.87	0.95	0.83	0.90
Classe 4 — Class 4	0.92	1.00	0.87	0.95	0.83	0.90
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.72	0.78	0.68	0.74	0.65	0.70
Classe 5 — Class 5	0.72	0.78	0.68	0.74	0.65	0.70

c) Pour la période du 1er juillet 1964 au 31 mars 1965.

Classe 1 — Class 1	\$1.73	\$1.90	\$1.64	\$1.80	\$1.56	\$1.72
Apprenti — Apprentice:						
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours	1.26	1.39	1.20	1.32	1.13	1.24
2èmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours	1.40	1.54	1.33	1.46	1.26	1.39

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1496

Section "B"

Quebec, September 12, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the shoe industry in the province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the shoe industry in the province, rendered obligatory by decree number 3003 of July 31, 1946 and amendments, have presented to the Minister of Labour two petitions to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council, some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petitions have been published in the *Quebec Official Gazette*, issues of July 28 and August 11, 1962;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3003, be amended as follows:

1. The rates mentioned in article 8 are replaced by the following:

"a) For the period between September 1, 1962 and August 31, 1963.

	Zone I		Zone II		Zone III	
	Heure	Pièce	Heure	Pièce	Heure	Pièce
	Hour	Piece	Hour	Piece	Hour	Piece
Classe 1 — Class 1	\$1.58	\$1.71	\$1.50	\$1.62	\$1.42	\$1.54
Apprenti — Apprentice:						
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours	1.16	1.28	1.10	1.22	1.04	1.15
2èmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours	1.28	1.40	1.22	1.33	1.15	1.26
Classe 2 — Class 2	1.33	1.45	1.26	1.38	1.20	1.31
Apprenti — Apprentice:						
1ères 600 heures — 1st 600 hours	0.88	0.95	0.84	0.90	0.79	0.86
2èmes 600 heures — 2nd 600 hours	1.16	1.28	1.10	1.12	1.04	1.15
Classe 3 — Class 3	1.21	1.33	1.15	1.26	1.09	1.20
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.88	0.95	0.84	0.90	0.79	0.86
Classe 4 — Class 4	0.88	0.95	0.84	0.90	0.79	0.86
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.71	0.76	0.67	0.72	0.64	0.68
Classe 5 — Class 5	0.71	0.76	0.67	0.72	0.64	0.68

b) For the period between September 1, 1963 and June 30, 1964.

Classe 1 — Class 1	\$1.65	\$1.80	\$1.57	\$1.71	\$1.49	\$1.62
Apprenti — Apprentice:						
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours	1.21	1.33	1.15	1.26	1.09	1.20
2èmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours	1.34	1.46	1.27	1.39	1.21	1.31
Classe 2 — Class 2	1.39	1.52	1.32	1.44	1.25	1.37
Apprenti — Apprentice:						
1ères 600 heures — 1st 600 hours	0.92	1.00	0.87	0.95	0.83	0.90
2èmes 600 heures — 2nd 600 hours	1.21	1.33	1.15	1.26	1.09	1.20
Classe 3 — Class 3	1.26	1.38	1.20	1.31	1.13	1.24
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.92	1.00	0.87	0.95	0.83	0.90
Classe 4 — Class 4	0.92	1.00	0.87	0.95	0.83	0.90
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.72	0.78	0.68	0.74	0.65	0.70
Classe 5 — Class 5	0.72	0.78	0.68	0.74	0.65	0.70

c) For the period between July 1, 1964 and March 31, 1965.

Classe 1 — Class 1	\$1.73	\$1.90	\$1.64	\$1.80	\$1.56	\$1.72
Apprenti — Apprentice:						
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours	1.26	1.39	1.20	1.32	1.13	1.24
2èmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours	1.40	1.54	1.33	1.46	1.26	1.39

	Zone I		Zone II		Zone III	
	Heure	Pièce	Heure	Pièce	Heure	Pièce
	Hour	Piece	Hour	Piece	Hour	Piece
Classe 2 — Class 2	\$1.47	\$1.62	\$1.40	\$1.54	\$1.32	\$1.45
Apprenti — Apprentice:						
1ères 600 heures — 1st 600 hours	0.96	1.06	0.91	1.00	0.86	0.95
2èmes 600 heures — 2nd 600 hours	1.26	1.39	1.20	1.32	1.13	1.14
Classe 3 — Class 3	1.32	1.45	1.25	1.38	1.19	1.31
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.96	1.06	0.91	1.00	0.86	0.95
Classe 4 — Class 4	0.96	1.06	0.91	1.00	0.86	0.95
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.73	0.80	0.69	0.76	0.66	0.73
Classe 5 — Class 5	0.73	0.80	0.69	0.76	0.66	0.73

2° Les taux mentionnés à l'article 16 sont remplacés par les suivants:

a) Pour la période du 1er septembre 1962 au 31 août 1963.

Classe A — Class A	\$0.95	\$1.05	\$0.90	\$1.00	\$0.86	\$0.95
Apprenti: 600 heures — Apprentice 600 hours	0.82	0.93	0.78	0.88	0.74	0.84
Classe B — Class B	0.82	0.93	0.78	0.88	0.74	0.84
Apprenti: 600 heures — Apprentice 600 hours	0.71	0.76	0.67	0.72	0.64	0.68
Classe C — Class C	0.71	0.76	0.67	0.72	0.64	0.68
Période d'initiation: 600 heures — Initiation period: 600 hours	0.71	0.76	0.67	0.72	0.64	0.68

b) Pour la période du 1er septembre 1963 au 30 juin 1964.

Classe A — Class A	\$1.00	\$1.10	\$0.95	\$1.05	\$0.90	\$0.99
Apprenti: 600 heures — Apprentice 600 hours	0.86	0.96	0.82	0.91	0.77	0.86
Classe B — Class B	0.86	0.96	0.82	0.91	0.77	0.86
Apprenti: 600 heures — Apprentice 600 hours	0.72	0.78	0.68	0.74	0.65	0.70
Classe C — Class C	0.72	0.78	0.68	0.74	0.65	0.70
Période d'initiation: 600 heures — Initiation period: 600 hours	0.71	0.76	0.67	0.72	0.64	0.68

c) Pour la période du 1er juillet 1964 au 31 mars 1965.

Classe A — Class A	\$1.05	\$1.15	\$1.00	\$1.10	\$0.95	\$1.05
Apprenti: 600 heures — Apprentice 600 hours	0.90	1.00	0.86	0.95	0.81	0.89
Classe B — Class B	0.90	1.00	0.86	0.95	0.81	0.89
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.73	0.80	0.69	0.76	0.66	0.73
Classe C — Class C	0.73	0.80	0.69	0.76	0.66	0.73
Période d'initiation: 600 heures — Initiation period: 600 hours	0.71	0.78	0.67	0.74	0.64	0.70

3° L'article 21 est amendé comme suit:

i. Au premier paragraphe, les mots suivants: « La semaine de travail maximum est de 48 heures » sont remplacés par les mots: « La semaine de travail maximum est de quarante-huit (48) heures, du 1er septembre 1962 au 31 août 1963; de quarante-sept (47) heures, du 1er septembre 1963 au 30 juin 1964; de quarante-cinq (45) heures, du 1er juillet 1964 au 31 mars 1965 ».

ii. Au deuxième paragraphe, les mots « un nombre d'heures supérieur à la semaine normale de 48 heures » sont remplacés par « un nombre d'heures supérieur à la semaine normale mentionnée au paragraphe précédent ».

iii. Au troisième paragraphe, les mots « un nombre d'heures de travail supérieur à 48 heures » sont remplacés par les mots « un nombre d'heures de travail supérieur à la semaine normale mentionnée au premier paragraphe ci-dessus ».

4° Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe « b » de l'article 24:

« Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, tout employé qui, pendant chacun des douze (12) mois servant de base au calcul des vacances, soit entre le 1er juin et le 31 mai de l'année précédant les vacances, aura travaillé pour le même employeur et qui, pendant cette période, aura fait un minimum de 1200 heures de travail pour cet employeur, aura droit, pour

2. The rates mentioned in article 16 are replaced by the following:

a) For the period between September 1, 1962 and August 31, 1963.

b) For the period between September 1, 1963 and June 30, 1964.

c) For the period between July 1, 1964 and March 31, 1965.

3. Article 21 is amended as follows:

i. In the first paragraph, the following words "The maximum work week shall be one of forty-eight (48) hours" are replaced by the words "The maximum work week shall be one of forty-eight (48) hours from September 1, 1962 to August 31, 1963; of forty-seven (47) hours from September 1, 1963 to June 30, 1964; of forty-five (45) hours from July 1, 1964 to March 31, 1965".

ii. In the second paragraph, the words "a number of hours exceeding the standard week of 48 hours" are replaced by "a number of hours exceeding the standard week mentioned in the preceding paragraph".

iii. In the third paragraph, the words "a number of hours exceeding 48" are replaced by the words "a number of hours exceeding the standard week mentioned in the first paragraph hereinabove".

4. The following paragraph is added after paragraph "b" of article 24:

"Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, any employee who, during every one of the twelve (12) months constituting the basis on which vacations are reckoned, namely between the first of June and the thirty-first of May of the year preceding the vacation, shall have been in the employ of the same employer and who, during such period, shall

vacances, à la rémunération de 4% prévue au paragraphe précédent; mais la rémunération de cet employé ne devra pas être inférieure à deux semaines de salaire calculées à raison de quarante (40) heures par semaine, au taux minimum de sa classe. »

5° L'article 37 est remplacé par le suivant:

« Article 37: *Durée du décret:*

Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1965. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties signataires ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, entre le 1er octobre et le 30 novembre 1964 ou entre le 1er octobre et le 30 novembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

Article 2:

6° Au paragraphe « g » de l'article 2, les mots « les talons en caoutchouc façonnés ou moulés » sont remplacés par les mots « les talons façonnés ou moulés ».

Article 4:

7° *Proportion d'apprentis:* Dans la dernière ligne du premier paragraphe de l'article 4, le chiffre 529-5 est remplacé par 529-4.

Article 7:

8° Le paragraphe « f » de l'article 7 est biffé.

Article 12:

9° Les mots suivants sont ajoutés à l'opération 227-3:

— « Brocher le talon à la première. »

10° L'opération 234-4 doit se lire:

— « 234-4 - Ruguer, polir, teindre, lustrer le talon ou la semelle libre ou le talon attaché à la semelle libre, sur l'automatique ou non. »

— Polir la cambrure de la première. »

Article 13:

11° L'opération 306-2 doit se lire:

— « 306-2 - Mouler le contrefort dans la tige. »

— Prémouler le contrefort sur machine O.M.I.C. »

12° L'opération 330-4 doit se lire:

— « 330-4 - Vaporiser la tige de la pantoufle. »

— Couper le surplus de la doublure avant de poser la fourrure et le collet. »

13° L'opération 331-5 est ajoutée:

— « 331-5 - Peigner la fourrure. »

14° L'opération 332-4 doit se lire:

— « 332-4 - Rogner la tige après le montage. »

— Couper la partie du montage à la pointe du contrefort (Stitchdown). »

Article 14:

15° Opération 404-3 - Les mots suivants sont ajoutés à l'opération 404-3:

— « Brocher la semelle libre et le talon avec machine à cramponner ou avec l'Auto Soler. »

16° La première phrase de l'opération 404-3 doit se lire:

— « 404-3 - Assembler la semelle, le talon ou la plateforme, avant que la semelle soit posée à la chaussure. »

17° Opération 404-4A - Le paragraphe suivant est ajouté à l'opération 404-4A:

— « Mouler ou presser la première déjà pointée à la forme. »

18° L'opération 414-5A doit se lire:

— « 414-5A - Assortir les talons. »

— Assortir les pointures, excepté pour la mise en boîte. »

have worked at least 1200 hours for such employer, shall be entitled, for his vacation, to the 4% remuneration provided for in the preceding paragraph; but the remuneration of such employee shall not be less than two weeks' wages reckoned on the basis of forty (40) hours per week at the minimum rate for his class."

5. Article 37 is replaced by the following:

"Section 37: *Duration of the decree:*

The present decree remains in force until March 31, 1965. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary between October 1 and November 30, 1964 or between October 1 and November 30 of any subsequent year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour."

Section 2:

6. In paragraph "g" of section 2, the words "wrought or moulded rubber heels" shall be replaced by the words "wrought or moulded heels".

Section 4:

7. *Percentage of apprentices.* In the last line of the first paragraph of section 4, the number 529-5 shall be replaced by 529-4.

Section 7:

8. Paragraph "f" of section 7 shall be deleted.

Section 12:

9. The following words shall be added to operation 227-3:

— "Stapling heel to insole".

10. Operation 234-4 shall read:

— "234-4 - Roughing, polishing, staining, setting heel or loose sole or heel fixed to loose sole, on automatic or otherwise.

— Polishing insole shank."

Section 13:

11. Operation 306-2 shall read:

— "306-2 - Moulding counter in upper.

— Premoulding counter on O.M.I.C. Machine."

12. Operation 330-4 shall read:

— "330-4 - Steaming upper of slipper.

— Cutting lining surplus before fixing fur and collar."

13. Operation 331-5 shall be added:

— "331-5 - Combing fur."

14. Operation 332-4 shall read:

— "332-4 - Trimming upper after lasting.

— Cutting lasting allowance at counter tip (Stitchdown)."

Section 14:

15. Operation 404-3 - The following words shall be added to operation 404-3:

— "Stapling loose sole and heel with stapling machine or with Auto Soler."

16. The first sentence of operation 404-3 shall read:

— "404-3 - Assembling sole, heel or platform before sole is attached to shoe."

17. Operation 404-4A - The following paragraph shall be added to operation 404-4A:

— "Moulding or pressing insole already tacked to last."

18. Operation 414-5A shall read:

— "414-5A - Sorting heels.

— Sorting sizes except for packing."

19° Le paragraphe suivant est ajouté à l'opération 429-4:

— « Poser un petit fer ou rivet à la pointe du soulier. »

Article 15:

20° Les mots suivants sont ajoutés à l'opération 525-4:

— « Former les boîtes à la main. »

— « Former les boîtes à la machine » est une opération de classe A. »

21° L'opération 532-1 est ajoutée:

— « 532-1 — Mécanicien-machiniste qui monte, démonte et répare les machines. »

22° L'opération 533-3 est ajoutée:

— « 533-3 — Mécanicien d'entretien, préposé à l'entretien des machines. »

Article 16:

23° Les mots suivants sont ajoutés au bas des taux minima, après les mots « Période d'initiation »:

— « La période d'initiation ne s'applique qu'aux employés qui n'ont jamais travaillé dans l'industrie de la chaussure. »

Article 17:

24° Opération 600-A — Le mot « sabler » est ajouté à l'opération 600-A, après le mot « parer ». La deuxième phrase de l'opération 600-A se lira:

— « Sans limiter la généralité de ses termes, la classe A s'applique en particulier aux opérations suivantes: parer, sabler, perforer, etc. . . »

25° Opération 600-A — Les mots « plisser la tige » sont ajoutés à la fin de l'opération 600-A.

Article 20:

26° La première phrase de l'avant-dernier paragraphe de l'article 20 doit se lire:

— « Lorsqu'un employé est engagé dans une fabrique de chaussures, il doit . . . etc. »

27° Le dernier paragraphe de l'article 20, commençant par les mots « L'employeur qui indique . . . » est biffé.

Article 22: Fêtes:

28° Le premier paragraphe de l'article 22 doit se lire comme suit:

« Les jours de fête suivants sont chômés: 1er de l'An, 2 janvier, Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la St-Jean-Baptiste, le Jour du Canada, la fête du Travail, l'Action-de-Grâces, Noël. »

Article 23: Plus d'une opération:

29° Les paragraphes suivants sont ajoutés à l'article 23:

« Tout employé travaillant sur les classes 1 ou 2, appelé à travailler sur les classes 4 ou 5, ne devra pas recevoir, pour le temps passé sur les classes 4 ou 5, moins que le minimum de la classe 3; si ces heures n'ont pas été enregistrées conformément aux alinéas ci-dessus, il doit recevoir le salaire déterminé par le taux le plus élevé. »

« Tout employé travaillant sur la classe A, appelé à travailler sur la classe C, ne devra pas recevoir, pour le temps travaillé sur la classe C, moins que le minimum de la classe B; si ces heures n'ont pas été enregistrées conformément aux alinéas ci-dessus, il doit recevoir le salaire déterminé par le taux le plus élevé. »

30° La première phrase du quatrième paragraphe de l'article 23, texte anglais, « The minor operations shall be included . . . »

19. The following paragraph is added to operation 429-4:

— "Fixing small plate or rivet to sole tip."

Section 15:

20. The following words shall be added to operation 525-4:

— "Forming boxes by hand."

— "Forming boxes by machine" is a class A operation."

21. Operation 532-1 shall be added:

— "532-1 — Machinist-millwright who assembles, disassembles and repairs machines."

22. Operation 533-3 shall be added:

— "533-3 — Maintenance millwright doing up-keep of machines."

Section 16:

23. The following words shall be added at the bottom of the rates, after the words "Initiation Period":

— "The initiation period applies only to employees who have never worked in the Shoe Industry."

Section 17:

24. Operation 600-A — The word "scoring" shall be added to operation 600-A, after the word "skiving". The second sentence of operation 600-A shall read:

— "Without limiting the generality of its terms, Class A applies in particular to the following operations: skiving, scoring, perforating, etc. . ."

25. Operation 600-A — The words "pleating upper" shall be added at the end of operation 600-A.

Section 20:

26. The first sentence of the last but one paragraph of section 20, French text, shall read:

— "Lorsqu'un employé est engagé dans une fabrique de chaussures, il doit . . . etc."

27. The last paragraph of section 20, beginning by the words "Where the minimum rate . . ." shall be deleted.

Section 22: legal holidays.

28. The first paragraph of section 22 shall read as follows:

"The following holidays shall be observed: New Year's Day, January 2, Good Friday, Victoria Day, Saint John the Baptist, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day."

Section 23: more than one operation:

29. The following paragraphs shall be added to section 23:

"Any employee performing classes 1 or 2 operations, requested to work on classes 4 or 5, shall not receive, for time spent on such classes 4 or 5, less than the minimum of class 3; if his hours have not been registered in conformity with the above paragraphs, he shall receive the wages determined by the highest rate."

"Any employee performing class A, requested to work on class C, shall not receive, for time spent on such class C, less than the minimum of class B; if his hours have not been registered in conformity with the above paragraphs, he shall receive the wages determined by the highest rate."

30. The first sentence of the fourth paragraph of section 23 shall read: "The minor operations shall be included . . ."

Article 24: Paragraphe « a ».

31° La dernière phrase du paragraphe « a » de l'article 24 est biffée et remplacée par la suivante:

« La période des vacances sera: pour 1963: du 7 au 20 juillet; pour 1964: du 12 au 25 juillet. »

32° Le paragraphe « f » de l'article 24 est remplacé par le suivant:

« Les deux semaines de vacances mentionnées plus haut doivent être chômées. Tout employeur qui, sans autorisation préalable du Comité, fait travailler des salariés à la production de la chaussure, que ces salariés aient été préalablement ses employés ou non, pendant ces deux semaines ou une partie quelconque de ces deux semaines, doit payer salaire double, en plus du montant qui peut être reçu pour vacances. »

Article 27:

33° L'article 27 est radié.

Article 29:

34° La dernière phrase de l'article 29, commençant par les mots « Aucun employeur n'a le droit ... » est biffée.

Article 30:

35° L'article 30 est radié.

Article 31: Lieu de travail.

36° Le deuxième paragraphe de l'article 31 doit se lire comme suit:

« Toutefois, l'employeur peut donner du travail à domicile, selon des conditions déterminées, au préalable, par le comité paritaire. »

Article 31-A: couture à la main des spécialités indiennes.

37° La liste de prix apparaissant à l'article 31A doit se lire comme suit:

Liste de prix, couture à la main — Price list for hand sewing

Prix du 100 paires — Price for 100 pairs

Du 1er septembre 1962 au 31 août 1963 — From September 1, 1962 to August 31, 1963

Sorte de cuir — Kind of leather

Oper.	Hommes-Men No. Pointures: 6 à 12 — Sizes: 6 to 12	Vache Point-croisé	Boudrier cuir très dur travaillé mouillé	Huile	Chrome
		Cow Hide Cross Stitch	Bend: Very hard leather dressed and wet	Oil Tan	Chromium
		A	B	C	D
1.	Montage (mettre soulier sur forme et ajuster — Lasting.....	\$ 5.36	\$ 8.12	\$ 8.12	\$ 8.12
	Coudre — Sewing				
2.	Tablier (dessus) — Vamp.....	37.54	42.91	40.19	34.83
3.	Montée — Vertical stitch	5.36	8.12	6.68	6.68
4.	Travers — Horizontal	5.36	9.36	8.12	6.68
5.	Démontage — Unlasting	3.64	3.64	3.64	3.64
		\$57.26	\$72.15	\$66.75	\$59.95
Oper.	Femmes — Women				
No.	Pointures: 3 à 9 — Sizes: 3 to 9				
6.	Montage — Lasting.....	\$ 5.36	\$ 8.12	\$ 8.12	\$ 8.12
	Coudre — Sewing				
7.	Tablier — Vamp.....	34.83	40.19	37.54	32.28
8.	Montée — Vertical stitch	3.95	8.12	6.68	6.68
9.	Travers — Horizontal	3.95	9.36	8.12	6.68
10.	Démontage — Unlasting	3.64	3.64	3.64	3.64
		\$51.73	\$69.43	\$64.10	\$57.40

Section 24: Paragraphe "a".

31. The last sentence of paragraph "a" of section 24 shall be cancelled and replaced by the following one:

"The vacation period shall be: for 1963: from the 7th to the 20th of July, for 1964: from the 12th to the 25th of July."

32. Paragraph "f" of section 24 shall be replaced by the following one:

"No work must be done during the two vacation weeks mentioned above. Any employer who, without previous authorization of the Committee, makes any employee work at the shoe production, whether these wage earners had been previously his employees or not, during these two weeks or any part thereof, shall pay double time, plus the amount that might be due for vacation."

Section 27:

33. Section 27 shall be deleted.

Section 29:

34. The last sentence of section 29, beginning by the words "No employer shall have ..." shall be deleted.

Section 30:

35. Section 30 shall be deleted.

Section 31: Working places.

36. The second paragraph of section 31 shall read as follows:

"However, employers may give out work to be done at home, under conditions determined, in advance, by the Joint Committee."

Section 31A: sewing by hand of indian specialties.

37. The price list appearing in section 31A shall read as follows:

Liste de prix, couture à la main — Price list for anhd.sewing

Prix du 100 paires — Price for 100 pairs

Du 1er septembre 1962 au 31 août 1963 — From September 1, 1962 to August 31, 1963

Sorte de cuir — King of leather

		<i>Vache</i> <i>Point-croisé</i>	<i>Boudrier</i> <i>cuir très dur</i> <i>travaillé</i> <i>mouillé</i>	<i>Huile</i>	<i>Chrome</i>
		<i>Cow Hide</i> <i>Cross Stitch</i>	<i>Bend: Very</i> <i>hard leather</i> <i>dressed</i> <i>and wet</i>	<i>Oil Tan</i>	<i>Chromium</i>
Oper.	No.	A	B	C	D
Garçons — Boys					
Pointures: 1 à 5 — Sizes: 1 to 5					
11. Montage — Lasting			\$ 8.12	\$ 8.12	\$ 8.12
Couture — Sewing					
12. Tablier — Vamp			37.54	34.83	28.24
13. Montée — Vertical stitch			6.68	5.36	5.36
14. Travers — Horizontal			8.12	6.68	6.68
15. Démontage — Unlasting			3.64	3.64	3.64
			\$64.10	\$58.63	\$52.04
Filles — Girls					
Pointures: 11 à 2 — Sizes: 11 to 2					
16. Montage — Lasting		\$ 3.95	\$ 8.12	\$ 8.12	\$ 8.12
Couture — Sewing					
17. Tablier — Vamp		33.91	33.91	28.24	24.25
18. Montée — Vertical stitch		2.94	5.36	5.36	3.95
19. Travers — Horizontal		2.94	6.68	6.68	5.36
20. Démontage — Unlasting		2.85	3.64	3.64	3.64
		\$46.59	\$57.71	\$52.04	\$45.32
Enfants — Children					
Pointures: 4 à 10 — Sizes: 4 to 10					
21. Montage — Lasting		\$ 3.95	\$ 8.12	\$ 8.12	\$ 8.12
Couture — Sewing					
22. Tablier — Vamp		28.50	30.88	25.47	21.52
23. Montée — Vertical stitch		2.42	5.36	5.36	3.95
24. Travers — Horizontal		2.85	6.68	6.68	5.36
25. Démontage — Unlasting		2.85	3.64	3.64	3.64
		\$40.57	\$54.68	\$49.27	\$42.59
Du 1er septembre 1963 au 30 juin 1964 — From September 1, 1963 to June 30, 1964					
Hommes — Men					
Pointures: 6 à 12 — Sizes: 6 to 12					
1. Montage (mettre soulier sur forme et ajuster) — Lasting		\$ 5.64	\$ 8.54	\$ 8.54	\$ 8.54
Coudre — Sewing					
2. Tablier (dessus) — Vamp		39.49	45.13	42.27	36.64
3. Montée — Vertical stitch		5.64	8.54	7.03	7.03
4. Travers — Horizontal		5.64	9.85	8.54	7.03
5. Démontage — Unlasting		3.83	3.83	3.83	3.83
		\$60.24	\$75.89	\$70.21	\$63.07
Femmes — Women					
Pointures: 3 à 9 — Sizes: 3 to 9					
6. Montage — Lasting		\$ 5.64	\$ 8.54	\$ 8.54	\$ 8.54
Coudre — Sewing					
7. Tablier — Vamp		36.64	42.27	39.49	33.95
8. Montée — Vertical stitch		4.15	8.54	7.03	7.03
9. Travers — Horizontal		4.15	9.85	8.54	7.03
10. Démontage — Unlasting		3.83	3.83	3.83	3.83
		\$54.41	\$73.03	\$67.43	\$60.38
Garçons — Boys					
Pointures: 1 to 5 — Sizes: 1 to 5					
11. Montage — Lasting			\$ 8.54	\$ 8.54	\$ 8.54
Couture — Sewing					
12. Tablier — Vamp			39.49	36.64	29.70
13. Montée — Vertical stitch			7.03	5.64	5.64
14. Travers — Horizontal			8.54	7.03	7.03
15. Démontage — Unlasting			3.83	3.83	3.83
			\$67.43	\$61.08	\$54.74

Liste de prix, couture à la main — Price list for hand sewing
 Prix du 100 paires — Price for 100 pairs
 Du 1er septembre 1963 au 30 juin 1964 — From September 1, 1963 to June 30, 1964
 Sorte de cuir — Kind of leather

Oper.	Filles — Girls No. Pointure: 11 à 2 — Sizes: 11 to 2	<i>Vache</i> <i>Point-croisé</i>	<i>Boudrier</i> <i>cuir très dur</i> <i>travaillé</i> <i>mouillé</i>	<i>Huile</i>	<i>Chrome</i>
		<i>Cow hide</i> <i>Cross stitch</i>	<i>Bend: Very</i> <i>hard leather</i> <i>dressed</i> <i>and wet</i>	<i>Oil Tan</i>	<i>Chromium</i>
		A	B	C	D
16.	Montage — Lasting	\$ 4.15	\$ 8.54	\$ 8.54	\$ 8.54
	Couture — Sewing	35.67	35.67	29.70	25.51
17.	Tablier — Vamp	3.09	5.64	5.64	4.15
18.	Montée — Vertical stitch	3.09	7.03	7.03	5.64
19.	Travers — Horizontal	3.00	3.83	3.83	3.83
20.	Démontage — Unlasting				
		\$49.00	\$60.71	\$54.74	\$47.67
Oper.	Enfants — Children No. Pointures: 4 à 10 — Sizes: 4 to 10				
21.	Montage — Lasting	\$ 4.15	\$ 8.54	\$ 8.54	\$ 8.54
	Couture — Sewing	29.98	32.48	26.79	22.64
22.	Tablier — Vamp	2.54	5.64	5.64	4.15
23.	Montée — Vertical stitch	3.00	7.03	7.03	5.64
24.	Travers — Horizontal	3.00	3.83	3.83	3.83
25.	Démontage — Unlasting				
		\$42.67	\$75.52	\$51.83	\$44.80

Du 1er juillet 1964 au 31 mars 1965 — From July 1, 1964 to March 31, 1965

Oper.	Hommes — Men No. Pointures: 6 à 12 — Sizes: 6 to 12				
1.	Montage (mettre soulier sur forme et ajuster) — Lasting	\$ 5.99	\$ 9.07	\$ 9.07	\$ 9.07
	Coudre — Sewing	41.93	47.91	44.88	38.90
2.	Tablier (dessus) — Vamp	5.99	9.07	7.46	7.46
3.	Montée — Vertical stitch	5.99	10.46	9.07	7.46
4.	Travers — Horizontal	4.06	4.06	4.06	4.06
5.	Démontage — Unlasting				
		\$63.96	\$80.57	\$74.54	\$66.95

Oper.	Femmes — Women No. Pointures: 3 à 9 — Sizes: 3 to 9				
6.	Montage — Lasting	\$ 5.99	\$ 9.07	\$ 9.07	\$ 9.07
	Coudre — Sewing	38.90	44.88	41.93	36.05
7.	Tablier — Vamp	4.41	9.07	7.46	7.46
8.	Montée — Vertical stitch	4.41	10.46	9.07	7.46
9.	Travers — Horizontal	4.06	4.06	4.06	4.06
10.	Démontage — Unlasting				
		\$57.77	\$77.54	\$71.59	\$64.10

Du 1er juillet 1964 au 31 mars 1965 — From July 1, 1964 to March 31, 1965

Oper.	Garçons — Boys No. Pointures: 1 à 5 — Sizes: 1 to 5				
11.	Montage — Lasting		\$ 9.07	\$ 9.07	\$ 9.07
	Coudre — Sewing		41.93	38.90	31.53
12.	Tablier — Vamp		7.46	5.99	5.99
13.	Montée — Vertical stitch		9.07	7.46	7.46
14.	Travers — Horizontal		4.06	4.06	4.06
15.	Démontage — Unlasting				
			\$71.59	\$65.48	\$58.11

Oper.	Filles — Girls No. Pointures: 11 à 2 — Sizes: 11 to 2				
16.	Montage — Lasting	\$ 4.41	\$ 9.07	\$ 9.07	\$ 9.07
	Coudre — Sewing	37.87	38.87	31.53	27.08
17.	Tablier — Vamp	3.28	5.99	5.99	4.41
18.	Montée — Vertical stitch	3.28	7.46	7.46	5.99
19.	Travers — Horizontal	3.18	4.06	4.06	4.06
20.	Démontage — Unlasting				
		\$52.02	\$64.45	\$58.11	\$50.61

Liste de prix, couture à la main — Price list for hand sewing
 Prix du 100 paires — Price for 100 pairs
 Du 1er juillet 1964 au 31 mars 1965 — From July 1, 1964 to March 31, 1965

Sorte de cuir — Kind of leather

Oper. Enfants — Children No. Pointures: 4 à 10 — Sizes: 4 to 10	<i>Vache</i> <i>Point-croisé</i>	<i>Coudrier</i> <i>cuir très dur</i> <i>travaillé</i> <i>nouillé</i>	<i>Huile</i>	<i>Chrome</i>
	<i>Cow Hide</i> <i>Cross Stitch</i>	<i>Bend: Very</i> <i>hard leather</i> <i>dressed</i> <i>and wet</i>	<i>Oil Tan</i>	<i>Chromium</i>
	A	B	C	D
21. Montage — Lasting.....	\$ 4.41	\$ 9.07	\$ 9.07	\$ 9.07
Couture — Sewing				
22. Tablier — Vamp.....	31.83	34.48	28.44	24.03
23. Montée — Vertical stitch.....	2.70	5.99	5.99	4.41
24. Travers — Horizontal.....	3.18	7.46	7.46	5.99
25. Démontage — Unlasting.....	3.18	4.06	4.06	4.06
	\$45.30	\$61.06	\$55.02	\$47.56

Article 32A:

38° L'article 32A est ajouté.

« Article 32A — Évaluation des tâches. »

« Le comité engagera une maison d'ingénieurs pour faire l'évaluation de toutes les tâches de l'industrie de la chaussure et déterminer le pointage de chacune de ces tâches. Advenant le cas où le comité paritaire ne s'entendrait pas sur le choix de la maison d'ingénieurs, le conciliateur du ministère du travail, reconnu par les parties aux présentes négociations, décidera de ce choix. Si ce dernier est dans l'incapacité physique d'agir, le Ministre du Travail nommera un substitut. »

Article 36A:

39° Le paragraphe suivant est ajouté après le premier paragraphe de l'article 36A:

« Dans un délai maximum de six mois suivant la conclusion des présentes négociations, les parties étudieront la politique de négociations. Cette question se rapporte à l'article 36A du décret et au document soumis par la partie syndicale, le 13 juillet 1960, intitulé: « Convention collective intervenue en vertu de la loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec 1941 ». Si, à la suite de cette étude, il n'y a pas entente, la question sera référée à un arbitre qui sera désigné par les parties; au cas de mésentente sur le choix de l'arbitre, ce dernier sera désigné par le Ministre du Travail. »

40° Le deuxième paragraphe de l'article 36A commençant par les mots « Privilèges de modifier les zones ... » est biffé.

JACQUES PRÉMONT,

639-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1496

Section « C »

Québec, le 12 septembre 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la Construction dans la province.

Section 32A:

38. Section 32A shall be added.

“Section 32A — Job Evaluation.”

“The Joint Committee shall hire a firm of engineers to evaluate all the operations of the Shoe Industry and establish the number of points for each of these operations. Should the Joint Committee not agree on the choice of the engineers' firm, the conciliator of the Department of Labour, acknowledged by the parties for the present negotiations, shall decide on such a choice. If the latter is physically incapable of acting, the Minister of Labour shall appoint a substitute.”

Section 36A:

39. The following paragraph shall be added after the first paragraph of section 36A:

“Within a maximum period of six months following the conclusion of the present negotiations, the contracting parties shall study the policy relative to negotiations. This question refers to section 36A of the decree and to the document submitted by the Syndicates, on July 13, 1960, entitled: “Convention collective intervenue en vertu de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941”. If, following such study, parties do not reach an agreement, the matter shall be referred to an arbitrator designated by the parties; in case of disagreement on the choice of the arbitrator, the latter shall be appointed by the Minister of Labour.”

40. The second paragraph of section 36A, beginning with the words “Privilege of amending zones ...” is deleted.

JACQUES PRÉMONT,

639-o Associate Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1496

Section “C”

Quebec, September 12, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to all decrees governing the construction industry and trades in the Province.

Re: Industrie des Ascenseurs

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification à l'arrêté en conseil numéro 643(B) du 26 juin 1957 et amendements, établissant les salaires minima des ouvriers travaillant pour l'industrie des ascenseurs et concernant tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la Construction dans la province;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juillet 1962;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

1° QUE ledit arrêté en conseil, numéro 643(B), soit modifié comme suit:

Les taux de salaires pour la région de Montréal, sont remplacés par les suivants:

« Région de Montréal: Mécanicien Aide
comprenant tout le territoire situé entre la région de Hull et la région de Québec..... \$3.38 \$2.37 »

2° Que le décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la Construction dans la région de Montréal, soit modifié comme suit:

Dans la section « H », l'article IX est remplacé par le suivant:

« IX. Taux de salaires: Les taux minima de salaires sont les suivants:

	Taux horaire
Mécanicien.....	\$3.38
Aide.....	2.37»

JACQUES PRÉMONT,
639-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2424

Québec, le 14 décembre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la vitesse permise sur les chemins entretenus par la province (S.R.Q. 1941, chapitre 142 et ses amendements, (article 41 — paragraphe 1-E).

ATTENDU QUE l'article 68 du Code de la route (R.S.Q., 1941, chapitre 142 et amendements) autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à faire tout règlement qu'il juge nécessaire à la mise à exécution de cette loi;

ATTENDU QUE le sous-paragraphe « e » du paragraphe « 1 » de l'article 41 interdit une vitesse excédant trente milles à l'heure dans les cités, villes et villages, sauf sur les chemins entretenus par la Province et sur lesquels l'autorité provinciale compétente a placé des panneaux indicateurs de la vitesse permise;

ATTENDU qu'il y a lieu de déterminer quelle est l'autorité provinciale compétente à ces fins.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des transports et communications:

Re: Elevator Industry

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to Order in Council number 643(B) of June 26, 1957 and amendments, establishing minimum wage rates for employees working in the Elevator industry and concerning all the construction industry and trades decrees in the province;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 7, 1962;

WHEREAS no objection has been raised against the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

1. THAT the said order in council, number 643(B), be amended as follows:

The rates of wages for the region of Montreal, are replaced by the following:

« Montreal region: Mechanic Helper
including the entire territory lying between the Hull region and the Quebec region \$ 3.38 \$2.37" »

2. That the decree number 613 of April 6, 1962 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, be amended as follows:

In section "H", article IX is replaced by the following:

"IX. Rates of wages: The minimum rates of wages shall be as follow:

	Hourly rates
Mechanic.....	\$3.38
Helper.....	2.37" »

JACQUES PRÉMONT,
639-o Associate Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2424

Quebec, December 14, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING speed allowed on the roads maintained by the Province (R.S.Q. 1941, chapter 142 and its amendments (section 41 — paragraph 1-E).

WHEREAS section 68 of the Road Code (R.S.Q., 1941, chapter 142 and amendments) authorizes the Lieutenant-Governor in Council to make any regulation that he deems necessary in the execution of this Act;

WHEREAS sub-paragraph "e" of paragraph "1" of section 41 forbids speed exceeding thirty miles an hour in cities, towns and villages, except on roads maintained by the Province and on which competent provincial authority has placed posters indicating the amount of speed allowed;

WHEREAS it is deemed expedient to determine which provincial authority is competent for such purposes.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Transportation and Communications:

QUE le ministère de la voirie soit désigné l'autorité compétente aux fins de fixer la vitesse permise sur les chemins entretenus par la Province et d'y placer des panneaux indicateurs de cette vitesse.

648-o

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1490

Québec, le 12 septembre 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du ministère des affaires culturelles.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des affaires culturelles:

QUE l'arrêté en conseil numéro 40 en date du 14 janvier 1960, soit abrogé et remplacé par le présent arrêté;

QUE les règlements annexés à la proposition sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil, de l'Académie de Musique de Québec, ayant trait aux concours du Prix d'Europe, tels qu'adoptés le 12 juin 1962, entrent en vigueur et aient force de loi à compter du 30 septembre 1962, et qu'ils soient publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de la Loi de l'art musical, (statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 66), tel que remplacé par l'article 1 de la Loi modifiant la Loi de l'art musical (Bill numéro 16), sanctionnée le 18 décembre 1959.

JACQUES PRÉMONT,
Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

RÈGLEMENTS DE L'ACADÉMIE DE MUSIQUE
DE QUÉBEC CONCERNANT LES CONCOURS DU
PRIX D'EUROPE

1° *Organisation des concours*: L'Académie de Musique de Québec organise chaque année deux concours afin d'attribuer deux bourses désignées sous le nom de Prix d'Europe.

2° *Date et lieu des concours*: Ces concours annuels sont tenus à Québec et à Montréal, dans le courant du mois de juin.

3° *Sections des concours*: Les concours se divisent en deux sections:

Première section

- a) Classe de chant;
- b) Classe d'instruments à clavier: piano, orgue, clavecin.

Deuxième section

a) *Classe d'instruments d'orchestre*: violon, alto, violoncelle, contrebasse, flûte, hautbois, clarinette, basson, saxophone, trompette, cor, trombone, tuba, harpe et instruments de percussion.

b) *Classe de composition*.

4° *Cycle des concours*: Les concours alternent suivant le cycle ci-après décrit:

Première année: Le concours pour la classe d'instruments d'orchestre est tenu à Montréal, tandis que celui pour la classe de composition a lieu à Québec.

Deuxième année: Le concours pour la classe de chant a lieu à Québec et le concours pour la classe d'instrument à clavier a lieu à Montréal.

THAT the Department of Roads be designated as the competent authority for purposes of fixing the speed allowed on roads maintained by the Province and to place thereon posters indicating such speed.

648

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1490

Québec, September 12, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative acts of the Department of Cultural Affairs.

IT IS ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the Order in Council number 40 dated January 14, 1960, be rescinded and replaced by the present order-in-council;

THAT the by-laws annexed to the proposition on which the present order-in-council of the Quebec Academy of Music is based, in connection with the "Prix d'Europe", as adopted on June 12, 1962, comes into force as an act from and after September 30, 1962, and that it be published in the *Quebec Official Gazette*, the whole in accordance with the provisions of section 2 of the Music Encouragement Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 66) as replaced by section 1 of the act amending the Music Encouragement Act (bill number 16), sanctioned on December 18, 1959.

JACQUES PRÉMONT,
Associate Clerk of the Executive Council.

BY LAWS OF THE QUEBEC ACADEMY OF MUSIC
RESPECTING CONTESTS FOR THE
"PRIX D'EUROPE"

1. *Organization of contests*: The Quebec Academy of Music organizes each year two contests in order to award two scholarships designated under the name of "Prix d'Europe".

2. *Date and place of contests*: These annual contests are held in Québec and in Montréal, during the month of June.

3. *Contest sections*: The contests are divided into two sections:

Section one

- a) Vocal music;
- b) Keyboard instruments: piano, organ, harpsichord.

Section two

a) *Orchestral instruments*: violin, alto, violoncello, contra-basse, flute, oboe, clarinet, bassoon, saxophone, trumpet, horn, trombone, tuba, harp and percussion instruments.

b) *Composition*.

4. *Cycle for contests*: The contests shall alternate according to the cycle hereafter described:

First year: contest for *orchestral instruments* is held in Montréal, whereas that for *composition* takes place in Québec.

Second year: Contests for vocal music takes place in Québec and contest for keyboard instruments takes place in Montréal.

Troisième année: Le concours pour la classe d'instruments d'orchestre est tenu à Québec et le concours pour la classe de composition à Montréal.

Quatrième année: Le concours pour la classe de chant a lieu à Montréal, tandis que le concours pour la classe d'instruments à clavier a lieu à Québec.

Les concours débutent en juin 1963 par les classes de la première section et se poursuivent selon le cycle établi.

5° *Choix des pièces imposées:* Le choix des pièces imposées aux candidats des classes instrumentales et vocales doit être fait dans le cours du mois de décembre de l'année précédant immédiatement celle des concours.

La section de Montréal de l'Académie de Musique de Québec fait le choix des pièces pour les concours tenus dans la ville de Québec et celle de Québec fait le choix des pièces pour les concours tenus dans la ville de Montréal. Ce choix est sujet à confirmation par la section de la ville où doivent être tenus les concours.

Toutefois, si ce choix n'est pas fait et confirmé dans le délai requis, l'Académie de Musique de Québec doit en aviser immédiatement le Ministre des Affaires culturelles. Celui-ci fait, avant le 15 janvier précédant la tenue des concours, le choix de ces pièces après consultation de personnes qu'il juge compétentes.

6° *Publication de la liste des pièces imposées:* L'Académie de Musique de Québec doit, au cours du mois de janvier précédant la tenue des concours, faire publier la liste des pièces imposées, en français et en anglais, dans la *Gazette officielle de Québec*.

Elle doit aussi, au cours du mois de janvier précédant la tenue du concours, faire publier cette liste en français dans un journal publié dans cette langue et en anglais dans un journal publié dans cette langue, dans chacune des villes de Québec et Montréal.

7° *Admissibilité aux concours:* Tout candidat aux concours doit:

a) Être détenteur, à la date des concours, d'un diplôme de lauréat de l'Académie de Musique de Québec, ou être récipiendaire d'un prix ou accessit du Conservatoire de Musique et d'Art dramatique de la province de Québec, dans la discipline où il doit concourir. Cependant, le candidat à la classe de composition n'est pas assujéti aux exigences du présent paragraphe;

b) N'avoir pas dépassé son 30e anniversaire de naissance dans le cas d'un candidat compositeur, son 27e anniversaire de naissance dans le cas d'un candidat organiste, claveciniste ou chanteur et son 25e anniversaire de naissance dans le cas de tous les autres instrumentistes, le 1er avril précédant immédiatement les concours;

c) Être citoyen canadien;

d) Avoir domicile dans la province de Québec depuis au moins trois ans le premier jour d'avril qui précède immédiatement les concours;

e) N'avoir pas déjà remporté un Prix d'Europe.

8° *Inscription aux concours:* L'inscription aux concours du Prix d'Europe est gratuite. Tout candidat doit s'inscrire le ou avant le 1er novembre de l'année précédant les concours. Les secrétaires-conjoints de l'Académie de Musique de Québec fournissent aux candidats les formules nécessaires à l'inscription dès le 1er octobre précédant les concours.

9° *Documents à produire lors de l'inscription aux concours:* Tout candidat, lors de son inscription aux concours du Prix d'Europe, doit déposer

Third year: Contest for orchestral instruments is held in Quebec and contest for composition in Montreal.

Fourth year: Contest for vocal music takes place in Montreal, whereas contest for keyboard instruments takes place in Quebec.

Contests start in June, 1963, by section one and follow the established cycle.

5. *Selection of the pieces required:* The selection of the pieces required for the instrumental and vocal classes must be made during the month of December, in the year immediately preceding that of the contests.

The Montreal Section of the Academy of Music makes the choice of pieces for contests held in Quebec and the Quebec section chooses those for contests held in the city of Montreal. Such selection should be confirmed by the section of the city where the contests are to be held.

However, if such choice is not made and confirmed within the required delay, the Quebec Academy of Music should immediately advise the Minister of Cultural Affairs. The latter will, before the fifteenth of January preceding the holding of the contests, make a choice of such pieces, after due consultation with persons deemed competent in the matter.

6. *Publication of the list of the pieces required:* The Quebec Academy of Music should publish, during the month of January preceding the holding of the contests, the list of the required pieces, in French and in English, in the *Quebec Official Gazette*.

During the month of January, preceding the holding of the contests, the Quebec Academy of Music shall also publish the list of the required pieces in a French-language and in an English-language newspaper in both the cities of Quebec and Montreal.

7. *Admission requirements to contests:* All candidates should:

a) Be a holder, on the date of the contests, of a "Laureat" diploma of the Quebec Academy of Music, or have received a prize or honourable mention (accessit) from the Conservatory of Music and of Dramatic Art of the Province of Quebec, in the branch he intends to enter in the contest. However, candidates in the class of composition are not subject to the requirements of the present paragraph;

b) Not to have attained his 30th birthday in the case of a composer, his 27th birthday in the case of an organist or an harpsichordist or a singer, and his 25th birthday in the case of all other instrumentalists, as from the first day of April immediately preceding the contests.

c) Be a Canadian citizen;

d) Have domicile in the Province of Quebec for at least three years previous to the first day of April immediately preceding the contests;

e) Not to have already obtained the "Prix d'Europe".

8. *Registration for contests:* Registration for the "Prix d'Europe" contests is free. All candidates should register on or before November first, preceding the year of the contests. The Joint-Secretaries of the Quebec Academy of Music supply the candidates with the necessary forms for registration as from October first preceding the contests.

9. *Documents required when registering for contests:* All candidates, when registering for the "Prix d'Europe" contests, should deposit with

entre les mains de l'un ou l'autre des secrétaires-conjoints de l'Académie de Musique de Québec, à Montréal ou à Québec, les documents suivants:

- a) Un certificat médical établissant qu'il est en bonne santé au moment de son inscription;
- b) Un certificat de naissance établissant qu'il a l'âge requis pour participer aux concours;
- c) Une déclaration assermentée attestant qu'il est citoyen canadien et qu'il a domicile dans la province de Québec depuis au moins trois ans.

10° Documents additionnels à produire:

a) Entre le 1er et le 15 avril de l'année du concours, le candidat doit fournir une liste complète de ses professeurs de musique tant aux cours privés qu'aux cours d'ensemble sous la direction desquels il a étudié durant les quatre dernières années.

b) Le ou avant le jour de la tenue du concours, le candidat doit fournir un certificat attestant qu'il est détenteur d'un diplôme de lauréat de l'Académie de Musique de Québec, ou récipiendaire d'un prix ou d'un accessit du Conservatoire de Musique et d'Art dramatique de la province de Québec dans la discipline où il doit concourir.

11° Inscription aux concours pour plus d'un instrument: Un concurrent peut s'inscrire pour plus d'un instrument, mais il ne peut lui être attribué qu'une seule bourse.

12° Jury: L'Académie de Musique de Québec nomme pour chacun des concours un jury spécial sur la recommandation de ses sections de Québec et de Montréal. Chaque section fait la recommandation relative à la nomination des membres du jury qui doit siéger dans sa ville, lors d'une assemblée spéciale convoquée à cet effet.

Ce jury est composé de la façon suivante:

- a) d'un membre de l'Académie de Musique de Québec;
- b) deux membres étrangers à cette institution.

La composition du jury ne devient effective qu'après acceptation écrite de chacune des personnes invitées par l'Académie de Musique de Québec à y participer.

13° Inéligibilité: Ne peut faire partie du jury:

a) Toute personne ayant enseigné à un candidat durant les quatre dernières années en cours privé ou en cours d'ensemble;

b) Toute personne qui est parente ou alliée d'un candidat jusqu'au degré de cousin germain inclusivement.

14° Obligation des membres des Sections: Lors de l'assemblée spéciale convoquée pour la composition du jury, les membres des Sections de Québec et Montréal de l'Académie de Musique de Québec doivent prêter serment de garder secrètes leurs délibérations.

15° Obligations des membres du jury: Tout membre du jury est tenu de garder secrète la nouvelle de sa nomination, et ce, sous peine de révocation de son mandat.

16° Présidents des concours: Le président et le vice-président de l'Académie de Musique de Québec agissent comme présidents des concours.

17. Les secrétaires et vérificateurs des concours: Les secrétaires-conjoints de l'Académie de Musique de Québec agissent comme secrétaires des concours dans leur section respective.

Le trésorier de l'Académie de Musique de Québec remplit la fonction de vérificateur du concours tenu dans la section où il habite et l'autre section choisit parmi ses membres celui qui doit y agir comme vérificateur du concours.

one of the Joint-Secretaries of the Quebec Academy of Music, either in Montreal or in Quebec, the following documents:

- a) A medical certificate establishing that he is in good health at the time of registration;
- b) A birth certificate establishing that he is of the required age to participate in the contests;
- c) A sworn declaration attesting that he is a Canadian citizen and that he has resided in the Province of Quebec for the last three years.

10. Additional documents required:

a) Between April 1 and April 15 of the year of the contest, the candidate shall provide a complete list of the music teachers, private as well as group teachers, under whom he has studied during the last four years.

b) On or before the date of the contest, the candidate shall provide a certificate establishing the fact that he holds a "Laureat" diploma from the Quebec Academy of Music, or is a recipient of a prize or honourable mention (accessit) of the Conservatory of Music and of Dramatic Art of the Province of Quebec in the branch he intends to enter in the contest.

11. Registration for more than one instrument in contests: A competitor may register for more than one instrument, but only one scholarship may be allotted to him.

12. Jury: The Quebec Academy of Music shall appoint a special jury for each contest, on the recommendation of its Quebec and Montreal sections. Each section makes the recommendation for the jury members appointed to sit in its city, at a special meeting convened for that purpose.

This jury is made up as follows:

- a) Of a member of the Quebec Academy of Music;
- b) Of two independent members having no connections with this institution.

The jury is duly completed when each person invited by the Academy of Music has accepted the invitation in writing.

13. Non-eligibility: May not form part of the jury:

a) Any person who has been the candidates' professor, during the last four years, either privately or collectively;

b) Any person related to a candidate within the degree of cousin germain inclusively.

14. Obligation of the members of the sections: At the special meeting convened to choose the jury, the members of the Quebec and Montreal sections of the Quebec Academy of Music must take oath to maintain secrecy as to their deliberations.

15. Obligations of members of the jury: All members of the jury must keep their appointment secret, otherwise their mandate is subject to revocation.

16. Presidents of the contests: The president and vice-president of the Quebec Academy of Music will act as presidents of the contests.

17. Secretaries and scrutators of contests: The Joint-Secretaries of the Quebec Academy of Music will act as Secretaries in the contests under their respective section.

The treasurer of the Quebec Academy of Music will carry on the function of scrutator of the contest held in the section where he lives and in the other section, he will choose among its members someone who will preside as scrutator of the contest.

18° *Récusation*: Tout officier désigné aux articles 16 et 17 est récusable pour les raisons énumérées à l'article 13 et, le cas échéant, la section de la ville où a lieu le concours nomme son remplaçant.

19° *Allocation des membres des jurys et des officiers*: Les membres des jurys reçoivent chacun, pour la durée des concours, une allocation de soixante-cinq dollars (\$65.00) par jour de concours, plus leurs frais de déplacement et de séjour.

20° *Date des concours*: L'Académie de Musique de Québec fixe la date de la tenue des concours et en donne avis en français et en anglais dans la *Gazette officielle de Québec*, avant le 15 mai.

Elle doit aussi faire publier le même avis en français dans un journal publié dans cette langue et en anglais dans un journal publié dans cette langue, dans chacune des villes de Québec et Montréal, avant le 15 mai.

21° *Audition des concurrents*: L'Académie de Musique de Québec, dans le but de faire connaître les concours, peut inviter le public à assister aux séances d'exécution. Toute autre épreuve se tient à huis clos. Le concours de composition se tient également à huis clos.

22° *Attribution du Prix d'Europe*: Lors de chacun des deux concours tenus à l'époque et de la manière déterminée par les présents règlements, le candidat ayant obtenu, en plus du minimum requis de 75%, le plus grand nombre de points dans chaque section, est proclamé gagnant du « Prix d'Europe ». Ce prix lui permet de poursuivre ses études musicales en Europe pendant deux années, aux frais de l'Académie de Musique de Québec.

Cependant, et par exception, l'Académie de Musique de Québec peut recommander au Ministre des Affaires culturelles d'autoriser un boursier à poursuivre ses études musicales ailleurs qu'en Europe.

23° *Proclamation officielle des gagnants*: À l'issue des concours, les jurys doivent en transmettre les résultats à l'Académie de Musique de Québec qui proclame les noms des gagnants, s'il en est.

24° *Rapports au Ministre des Affaires culturelles*: L'Académie de Musique de Québec doit transmettre au Ministre des Affaires culturelles, dans les dix jours de la tenue des concours, un rapport détaillé des points obtenus par chaque candidat.

Dans les trente jours qui suivent la clôture de son exercice financier, l'Académie de Musique de Québec transmet au Ministre des Affaires culturelles un état détaillé de l'emploi de la subvention qui lui est accordé en vertu des dispositions de l'article 2 de la Loi de l'art musical tel que remplacé par l'article 1 de la Loi modifiant la Loi de l'art musical sanctionnée le 18 décembre 1959.

25° *Attribution et paiement des bourses*: Les gagnants reçoivent chacun une bourse de cinq mille dollars (\$5,000.00) qui leur est remise en versements égaux pendant les deux années de leur séjour à l'étranger pour études musicales.

26° *Rapport des boursiers*: Au cours de ses deux années d'études à l'étranger, le titulaire d'un « Prix d'Europe » doit transmettre à l'Académie de Musique de Québec un rapport de ses travaux, de la manière et au temps que ladite Académie détermine.

27° *Disposition d'une bourse à défaut de candidat ou de boursier*: À défaut de candidat éligible ou de boursier dans l'une ou l'autre des sections des concours, le Ministre décide, après avoir pris l'avis de l'Académie de Musique, de l'emploi du montant disponible.

18. *Recusation*: Any officer designated in articles 16 and 17 is liable to recusation for the reasons mentioned in article 13 and, in such a case, the section of the city in which the contest is to take place, appoints a substitute.

19. *Allocations for members of the jury and officers*: Each member of the jury receives, for the duration of the contests, an allocation of sixty-five dollars (\$65.00) for each day of the contests plus travelling and hotel expenses.

20. *Date of contests*: The Quebec Academy of Music sets the date on which the contest will be held and gives notice, in French and in English in the *Quebec Official Gazette*, before May, 15th.

The Quebec Academy of Music shall also have the same notice published in a French-language newspaper and in an English-language newspaper in both the cities of Quebec and Montreal, before May, 15th.

21. *Audition of competitors*: The Quebec Academy of Music, in order to give publicity to the contests may invite the public to assist at the audition session. All other tests are held in private. The composition contests is also held in private.

22. *Attribution of the "Prix d'Europe"*: At each one of the two contests held at the time and in the manner determined by the present by-laws, a candidate who has obtained the greatest number of points in each section, over the minimum of 75% of the points required, is proclaimed the winner of the "Prix d'Europe". This prize entitles him to pursue his musical studies in Europe for two years, at the expense of the Quebec Academy of Music.

However, exceptionnally, the Quebec Academy of Music may recommend that the Minister of Cultural Affairs authorize a winner to continue his musical studies outside of Europe.

23. *Official proclamation of the winners*: At the close of the contests the jurors shall submit the results to the Quebec Academy of Music which shall proclaim the names of the winners, should there be any.

24. *Reports to the Minister of Cultural Affairs*: The Quebec Academy of Music must submit to the Minister of Cultural Affairs, within ten days after the holding of the contests, a detailed report of the points obtained by each candidate.

Within thirty days after the closing of the financial year, the Quebec Academy of Music shall submit to the Minister of Cultural Affairs a detailed statement of the manner in which has been spent the subvention obtained in virtue of article 2 of the Music Encouragement Act, as replaced by article 1 of the act amending the Music Encouragement Act, sanctioned on December 18, 1959.

25. *Awarding and payment of scholarships*: Each winner receives a scholarship of five thousand dollars (\$5,000.00) which is paid to him in equal instalments during his two year of musical studies abroad.

26. *Report of scholarship winners*: In the course of his two years of studies abroad, the recipient of a "Prix d'Europe" must submit to the Quebec Academy of Music a report of his work at such time and in the manner prescribed by the Academy.

27. *Disposal of a scholarship if there be no candidate or winner*: If there be no eligible candidate or if no winner is chosen in any of the sections of the contests, the Minister, after having taken counsel with the Quebec Academy of Music, shall decide how the amount available is to be used.

Avis divers

Village de Thurso

Avis est par les présentes donné que la corporation municipale du village de Thurso adressera une requête à l'Honorable lieutenant-gouverneur en conseil, demandant l'érection de son territoire en municipalité de ville. Le nom de la municipalité projetée de ville sera le suivant: « Ville de Thurso ». Le territoire actuel de la municipalité du village de Thurso, comté de Papineau, division d'enregistrement de Papineau, province de Québec, comprenant en référence au cadastre officiel dudit village, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes:

Partant du point d'intersection de la rive gauche de la rivière Outaouais avec la ligne ouest du lot 26; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne ouest du lot 26 traversant un petit lac et la ligne ouest du lot 27; le côté sud de la rue de La Reine en allant vers l'ouest jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 310; ledit prolongement et ladite ligne se prolongeant dans la ligne ouest du lot 312 (emprise de chemin de fer du Canadien Pacifique) et allant vers le nord jusqu'à la ligne nord du lot 310; la ligne nord des lots 310, 309, 42 et 307, la dernière prolongée dans un chemin public jusqu'à la ligne nord du lot 29; la ligne nord des lots 29 et 28; la ligne est du lot 28 se prolongeant dans la ligne est du lot 312 (emprise du chemin de fer du Canadien Pacifique) traversant la rue de la Reine et allant vers le sud jusqu'à la ligne sud du lot 28; la ligne est du lot 1 prolongée dans la rivière Outaouais jusqu'à la ligne interprovinciale Québec-Ontario; ladite ligne interprovinciale Québec-Ontario en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 26; ledit prolongement jusqu'au point de départ;

À cette fin un recensement a été ordonné par le conseil et la population se chiffre à 3,421 âmes en date du 10 juin 1962.

La municipalité de la ville de Thurso sera érigée en ville sous l'empire de la Loi des cités et villes.

Signé à Thurso, district de Hull, province de Québec, ce 7e jour de septembre 1962.

Le Maire,
RODOLPHE PELLETIER.
Le Secrétaire-trésorier,
EDMOND BOULERICE.

605-37-2-o

Cité de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs d'obligations payables en monnaie américaine de l'émission désignée « Obligations 5 5/8% à fonds d'amortissement pour travaux publics échéant le 1er novembre 1979 » de la cité de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal à l'intention de racheter et rachètera POUR FIN D'AMORTISSEMENT le 1er novembre 1962, conformément aux dispositions du contrat obligataire, les obligations suivantes payables en monnaie américaine de l'émission ci-dessus mentionnée échéant le 1er novembre 1979 énumérées ci-dessous, à 100% de leur valeur nominale plus les intérêts courus à la date de rachat, à savoir:

Miscellaneous notices

Village of Thurso

Notice is hereby given that the municipal corporation of the village of Thurso will submit a request to the Honourable the Lieutenant-Governor in Council, requesting the erection of its territory into a town municipality. The name of the planned town will be as follows: "Town of Thurso". The present territory of the municipality of the village of Thurso, county of Papineau, registry division of Papineau, Province of Quebec, comprising, with reference to the official cadaster of said village, the lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railroad right of way, rivers, waterways or parts of the same enclosed within the following boundaries:

Starting at the point of intersection of the left bank of the Outaouais River with the west line of lot 26; thence, successively, the following lines and demarcations: the said west line of lot 26 crossing a small lake and the west line of lot 27; the south side of de la Reine street going towards the west as far as the extension of the west line of lot 310; the said extension and the said line extending to the west line of lot 312, (Canadian Pacific railway right of way) and going towards the north as far as the north line of lot 310; the north line of lots 310, 309, 42 and 307, the latter extended along the public road as far as the north line of lot 29; the north line of lots 29 and 28; the east line of lot 28 extending to the east line of lot 312 (Canadian Pacific railway right of way) crossing de la Reine street and going towards the south as far as the south line of lot 28; the east line of lot 1 extended on the Outaouais River as far as the Quebec-Ontario interprovincial boundary line; the said Quebec-Ontario interprovincial boundary line going towards the south-west as far as the extension of the west line of lot 26; the said extension as far as the starting point;

For this purpose a census was ordered to be taken by the council, and the population is numbered at 3,421 souls as of June 10, 1962.

The municipality of the town of Thurso will be erected into a town under the authority of the Cities and Towns Act.

Signed at Thurso, district of Hull, Province of Quebec, this 7th day of September, 1962.

RODOLPHE PELLETIER,
Mayor.
EDMOND BOULERICE,
Secretary-treasurer.

605-37-2

City of Montreal

Notice of Redemption

To the holders of debentures payable in american currency of the issue designated "5 5/8% sinking fund debentures for public works due November 1, 1979" of the city of Montreal.

Public notice is hereby given that the city of Montreal intends to and will redeem FOR SINKING FUNDS PURPOSES on November 1, 1962, pursuant to the provisions of the debenture contract, the following debentures payable in American Currency of the above mentioned issue on November 1, 1979, listed below at 100% of the face value thereof plus accrued interest to the redemption date, namely:

Obligation numéro:

Depenture number:

ITEM I

E276956	E277702	E278599	E279479	E280744	E281266	E283104
E276991	E277717	E278600	E279480	E280756	E281329	E283120
E277004	E277726	E278601	E279481	E280757	E281330	E283176
E277005	E277762	E278602	E279482	E280760	E281340	E283178
E277006	E277784	E278603	E279483	E280765	E281384	E283227
E277007	E277829	E278604	E279484	E280766	E281390	E283287
E277008	E277863	E278605	E279485	E280767	E281417	E283294
E277030	E277979	E278606	E279486	E280768	E281422	E283305
E277031	E277987	E278607	E279491	E280769	E281424	E283338
E277032	E277988	E287608	E279492	E280770	E281450	E283339
E277033	E277992	E278609	E279549	E280797	E281452	E283340
E277039	E278003	E278610	E279586	E280801	E281640	E283341
E277044	E278011	E278628	E279589	E280826	E281722	E283347
E277106	E278012	E278708	E279593	E280841	E281776	E283348
E277107	E278013	E278734	E279594	E280842	E281793	E283361
E277112	E278014	E278746	E279607	E280868	E281794	E282362
E277132	E278015	E278748	E279608	E280870	E281885	E283363
E277145	E278075	E278749	E279609	E280880	E281890	E283364
E277147	E278076	E278750	E279694	E280899	E281891	E283388
E277159	E278077	E278809	E279711	E280900	E281924	E283389
E277160	E278078	E278881	E279712	E280902	E281928	E283390
E277161	E278079	E278882	E279764	E280914	E281929	E283412
E277162	E278080	E278883	E279812	E280919	E281977	E283423
E277194	E278126	E278898	E279839	E280927	E281999	E283428
E277208	E278143	E278955	E279890	E280941	E282001	E283429
E277209	E278144	E278956	E279929	E280943	E282021	E283430
E277265	E278217	E278957	E279930	E281001	E282037	E283431
E377283	E278225	E278959	E279976	E281002	E282056	E283432
E277307	E278260	E278962	E280003	E281003	E282062	E283433
E277308	E278270	E279012	E280046	E281004	E282259	E283434
E277317	E278301	E279027	E280064	E281024	E282263	E283455
E277359	E278411	E279028	E280084	E281025	E282349	E283456
E277395	E278412	E279031	E280212	E281026	E282360	E283478
E277402	E278413	E279069	E280260	E281027	E282391	E283479
E277432	E278414	E279070	E280304	E281028	E282395	E283480
E277447	E278417	E279071	E280406	E281029	E282452	E283481
E277468	E278428	E279089	E280542	E281030	E282457	E283482
E277469	E278429	E279090	E280543	E281031	E282479	E283483
E277610	E278430	E279096	E280553	E281032	E282550	E283484
E277618	E278433	E279107	E280587	E281033	E282551	E283485
E277676	E278480	E279122	E280633	E281034	E282556	E283486
E277684	E278507	E279200	E280634	E281035	E282565	E283487
E277685	E278527	E279239	E280700	E281142	E282566	E283488
E277686	E278542	E279343	E280712	E281149	E282642	E283492
E277688	E278592	E279367	E280713	E281161	E282713	E283493
E277689	E278593	E279402	E280721	E281197	E282714	E283494
E277690	E278597	E279405	E280722	E281200	E283001	E283495
E277691	E278598	E279412	E280724	E281235	E283090	E283497

ITEM II

E283498	E284528	E285529	E286005	E287232	E287943	E288880
E283540	E284529	E285533	E286006	E287233	E287972	E288883
E283544	E284530	E285534	E286007	E287234	E287977	E288947
E283617	E284531	E285535	E286008	E287246	E287988	E288956
E283633	E284532	E285555	E286009	E287271	E288000	E288957
E283634	E284533	E285565	E286013	E287364	E288001	E2.8970
E283649	E284534	E285668	E286015	E287388	E288056	E288971
E283650	E284535	E285669	E286016	E287392	E288084	E288972
E283651	E284536	E285681	E286017	E287393	E288085	E288973
E283663	E284537	E285701	E286113	E287427	E288190	E288979
E283664	E284550	E285702	E286117	E287428	E288221	E289021
E283665	E284557	E285703	E286165	E287429	E288224	E289042
E283670	E284560	E285704	E286175	E287457	E288234	E289066
E283673	E284619	E285705	E286192	E287458	E288256	E289122
E283714	E284622	E285706	E286273	E287463	E288323	E289123
E283716	E284626	E285708	E286295	E287466	E288345	E289124
E283725	E284677	E285712	E286321	E287477	E288385	E289125
E283745	E284685	E285720	E286329	E287529	E288452	E289126
E283768	E284698	E285721	E286341	E287631	E288507	E289142
E283829	E284699	E285722	E286342	E287632	E288514	E289215
E283842	E284700	E285723	E286369	E287644	E288515	E289284
E283861	E284706	E285724	E286374	E287645	E288516	E289285
E283892	E284707	E285725	E286386	E287646	E288531	E289286
E283936	E284713	E285726	E286387	E287647	E288532	E289287

E283937	E284728	E285727	E286389	E287648	E288533	E289288
E283939	E284741	E285728	E286414	E287649	E288603	E289289
E283963	E284753	E285729	E286420	E287650	E288605	E289290
E283971	E284848	E285730	E286490	E287651	E288644	E289291
E283990	E284849	E285731	E286494	E287652	E288668	E289324
E283991	E284850	E285732	E286503	E287654	E288669	E289326
E284014	E284946	E285740	E286547	E287672	E288690	E289343
E284048	E284991	E285741	E286597	E287683	E288697	E289359
E284050	E285060	E285756	E286601	E287704	E288701	E289379
E284142	E285076	E285819	E286609	E287707	E288747	E289443
E284197	E285077	E285846	E286652	E287733	E288751	E289463
E284254	E285123	E285851	E286653	E287737	E288765	E289472
E284325	E285150	E285936	E286885	E287738	E288787	E289508
E284394	E285151	E285937	E286907	E287739	E288788	E289528
E284406	E285250	E285938	E286912	E287742	E288794	E289554
E294434	E285252	E285966	E286922	E287815	E288802	E289645
E284460	E285254	E285967	E286997	E287825	E288809	E289658
E284461	E285279	E285969	E287031	E287826	E288819	E289662
E284470	E285280	E285987	E287056	E287827	E288824	E289679
E284471	E285283	E286000	E287095	E287828	E288858	E289680
E284474	E285289	E286001	E287171	E287829	E288867	E289681
E284525	E285322	E286002	E287187	E287834	E288868	E289682
E284526	E285368	E286003	E287223	E287912	E288872	E289683
E284527	E285410	E286004	E287231	E287942	E288873	E289684

ITEM III

E289685	E290248	E291498	E292809	E294009	E294805	E295884
E289691	E290292	E291518	E292848	E294010	E294807	E295894
E289698	E290343	E291519	E292852	E294011	E294842	E295895
E289717	E290388	E291522	E292853	E294012	E294850	E295904
E289719	E290389	E291528	E292854	E294017	E294851	E295956
E289747	E290455	E291661	E292855	E294018	E294862	E295982
E289751	E290456	E291699	E292856	E294028	E294863	E296009
E289852	E290586	E291749	E292857	E294050	E294887	E296079
E289853	E290606	E291750	E293010	E294063	E294899	E296088
E289910	E290632	E291751	E293011	E294076	E294956	E296096
E289911	E290648	E291753	E293012	E294077	E294962	E296157
E289912	E290733	E291784	E293014	E294148	E294973	E296158
E289931	E290741	E291789	E293020	E294194	E294982	E296272
E289941	E290760	E291840	E293097	E294195	E294999	E296282
E289995	E290778	E291845	E293125	E294196	E295026	E296302
E289996	E290779	E291848	E293126	E294197	E295089	E296368
E289997	E290780	E291850	E293129	E294236	E295090	E296375
E289998	E290784	E291940	E293130	E294251	E295105	E296430
E289999	E290806	E291945	E293233	E294252	E295122	E296448
E290000	E290929	E291946	E293165	E294253	E295123	E296449
E290001	E290942	E291993	E293189	E294254	E295159	E296450
E290002	E290981	E291997	E293233	E294255	E295160	E296456
E290003	E291001	E292027	E293249	E294275	E295161	E296504
E290004	E291012	E292030	E293250	E294372	E295162	E296513
E290005	E291013	E292033	E293251	E294373	E295163	E296541
E290006	E291033	E292085	E293252	E294378	E295164	E296604
E290074	E291046	E292092	E293326	E294398	E295199	E296606
E290143	E291057	E292099	E293421	E294400	E295209	E296651
E290144	E291058	E292166	E293438	E294434	E295210	E296708
E290145	E291059	E292184	E293443	E294435	E295231	E296748
E290146	E291060	E282192	E293467	E294455	E295238	E296762
E290147	E291110	E292252	E293468	E294490	E295418	E296766
E290148	E291146	E292312	E293476	E294492	E295419	E296811
E290149	E291249	E292335	E293477	E294510	E295420	E296817
E290150	E291253	E292358	E293487	E294521	E295421	E296822
E290151	E291293	E292403	E293488	E294541	E295422	E296831
E290152	E291339	E292423	E293648	E294543	E295434	E296862
E290153	E291340	E292458	E293719	E294548	E295466	E296881
E290208	E291341	E292481	E293756	E294557	E295549	E296883
E290209	E291370	E292506	E293757	E294576	E295560	E296892
E290210	E291373	E292573	E293836	E294584	E295628	
E290211	E291374	E292574	E293844	E294585	E295629	
E290212	E291375	E292575	E293863	E294640	E295654	
E290214	E291376	E292576	E293865	E294657	E295659	
E290227	E291377	E292577	E293872	E294667	E295786	
E290228	E291438	E292626	E293880	E294748	E295801	
E290246	E291439	E292688	E293905	E294786	E295834	
E290247	E291485	E292748	E293969	E294800	E295837	

Des obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en telle monnaie des États-Unis d'Amérique qui aura cours légal au moment du paiement pour les dettes publiques et privées dans les États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou au bureau de The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, cité et état de New-York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er novembre 1962 attachés. Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées de transferts ou de procuration autorisant tels transferts dûment signés en blanc.

À compter du et après le 1er novembre 1962, l'intérêt sur les obligations ainsi rappelées pour rachat cessera et les coupons d'intérêt échéant subséquemment à cette date seront nuls.

Daté à Montréal, ce quinzième jour de septembre 1962.

Cité de Montréal,
Le Directeur des Finances,
L. ROBERGE.

636-o

Ville de St-Eustache

St-Eustache, 10 août 1962.

À qui de droit:

Prenez avis que les articles suivants du bill privé 225, soit la Loi modifiant la charte de la ville de St-Eustache, adopté à la 3ème session, 26ème législature, 11, Elizabeth II, 1962, ont été sanctionnés le 6 juillet 1962:

Article 1: Les canalisations d'égouts sous les rues et chemins publics de la ville de St-Eustache sont censées être la propriété de la ville de St-Eustache et toute réclamation et droit d'action de propriété de ces canalisations sont absolument éteints et prescrits, s'ils n'ont pas été exercés par une action intentée devant une cour de justice compétente dans l'année de la sanction de la présente loi dont le présent article sera publié une fois par mois pendant une période de dix mois en français dans un journal français quotidien et en anglais dans un journal anglais quotidien en circulation dans la ville de St-Eustache, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, à intervalle de six mois.

Article 2: Les trottoirs actuellement construits parallèlement aux rues suivantes, et les terrains sur lesquels ils sont situés, sont censés être des trottoirs et des terrains publics et la propriété de la ville de St-Eustache qui en aura, à l'avenir, l'entretien, sur toute leur superficie mais sur une profondeur ne dépassant pas celle indiquée ci-après, en prenant comme point de départ la ligne de pavage actuellement existante sur les dites rues:

a) Quant à la rue St-Eustache: sur une profondeur ne dépassant pas cinquante-quatre (54) pouces;

b) Quant à la rue St-Louis: sur une profondeur ne dépassant pas cinquante-quatre (54) pouces;

c) Quant à la première Avenue: sur une profondeur ne dépassant pas trente-six (36) pouces;

d) Quant à la deuxième Avenue: sur une profondeur ne dépassant pas trente-six (36) pouces;

e) Quant à la troisième Avenue: sur une profondeur ne dépassant pas trente (30) pouces;

f) Quant à la quatrième Avenue: sur une profondeur ne dépassant pas quarante-deux (42) pouces;

g) Quant à la cinquième Avenue: sur une profondeur ne dépassant pas soixante (60) pouces;

The debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid in such coin or such currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in the said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or at the office of The Royal Bank of Canada Trust Company in the Borough of Manhattan, city and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of the said debentures with all interest coupons maturing after November 1, 1962 attached. Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments or transfer powers duly executed in blank.

From and after November 1, 1962, interest on the debentures so called for redemption will cease and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Montreal, this fifteenth day of September 1962.

City of Montreal,
L. ROBERGE,
Director of Finance.

636-o

Town of St-Eustache

St-Eustache, August 10, 1962.

To whom it may concern:

Take notice that the following sections of private bill 225 that is an act to amend the charter of the town of St-Eustache, passed at the 3rd session of the 26th legislature 11, Elizabeth II, 1962, have been assented to the July 6, 1962.

Article 1: The sewer pipes under the streets and public roads of the town of St-Eustache are deemed to be the property of the town of St-Eustache and any claim and right of action for ownership of such pipes shall be absolutely extinguished and prescribed, if they have not been exercised by action instituted before a competent court of justice within one year from the sanction of this act, this section of which shall be published once monthly during a period of ten months in French in a French daily newspaper and in English in an English daily newspaper circulating in the town of St-Eustache, as well as twice in the *Quebec Official Gazette* at intervals of six months.

Article 2: The sidewalks presently paralleling the following streets, and the land on which they are located, are deemed to be public sidewalks and land and the property of the town of St-Eustache which shall hereafter have the maintenance thereof over their whole area but to a depth not exceeding that hereinafter indicated, measured from the presently existing paving line on the said streets:

a) On St-Eustache Street: a depth of not more than fifty-four (54) inches;

b) On St-Louis Street: a depth of not more than fifty-four (54) inches;

c) An First Avenue: a depth of not more than thirty-six (36) inches;

d) On Second Avenue: a depth of not more than thirty-six (36) inches;

e) On Third Avenue: a depth of not more than thirty (30) inches;

f) On Fourth Avenue: a depth of not more than forty-two (42) inches;

g) On Fifth Avenue: a depth of not more than sixty (60) inches;

h) Quant à la rue Saint-Nicolas: sur une profondeur ne dépassant pas trente-six (36) pouces;
 i) Quant à la rue Debelleville: sur une profondeur ne dépassant pas trente-six (36) pouces;
 j) Quant à la Terrasse Parent: sur une profondeur ne dépassant pas trente-six (36) pouces.

Toute réclamation et droit d'action de propriété de ces trottoirs et de ces terrains sont absolument éteints et prescrits, s'ils n'ont pas été exercés par une action intentée devant une cour de justice compétente dans l'année de la sanction de la présente loi dont le présent article sera publié une fois par mois pendant une période de dix mois en français dans un journal français quotidien et en anglais dans un journal anglais quotidien en circulation dans la ville de St-Eustache, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, à intervalle de six mois.

Veuillez donc vous gouverner en conséquence.
Le Procureur de la ville de St-Eustache,
 656-38-2-o RICHARD LA CHARITÉ.

h) On St-Nicholas Street: a depth of not more than thirty-six (36) inches;

i) On Debelleville Street: a depth of not more than thirty-six (36) inches;

j) On Terrasse Parent: a depth of not more than thirty-six (36) inches.

Any claim and right of action for ownership of such sidewalks and lands shall be absolutely extinguished and prescribed, if they have not been exercised by action instituted before a competent court of justice within one year from the sanction of this act, this section of which shall be published once monthly during a period of ten months in French in a French daily newspaper and in English in an English daily newspaper circulating in the town of St-Eustache, as well as twice in the *Quebec Official Gazette* at intervals of six months.

Do govern yourself accordingly.
RICHARD LA CHARITÉ,
 656-38-2-o Attorney for the town of St-Eustache.

Ville de Loretteville

Règlement numéro 411

prolongeant à trois ans les fonctions du maire et des échevins

Attendu que le conseil est d'avis de porter à trois ans, à compter des élections qui suivront l'entrée en vigueur du présent règlement, la durée des fonctions du maire et des échevins;

Attendu qu'un avis de motion a été donné préalablement à l'adoption du présent règlement; Vu les dispositions de l'article 173-a de la Loi des cités et villes;

En conséquence, il est ordonné et statué par règlement de ce conseil ce qui suit:

1. À compter des élections qui suivront l'entrée en vigueur du présent règlement, la durée des fonctions du maire et des échevins sera de trois ans, et l'élection générale du maire et des échevins de la ville de Loretteville aura lieu à tous les trois ans;

2. Le présent règlement entrera en vigueur suivant la loi.

Adopté en deuxième et dernière lecture le quatrième jour de septembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
 670-o PAUL A. CANTIN.

Cité de Saint-Jean

Prenez avis que le conseil de la cité de Saint-Jean présentera une requête au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour demander que soient émises des lettres patentes accordant la permission d'insérer dans la charte de la cité les articles 68, 68a, 68b, 360, le paragraphe premier de l'article 426, 429, 430, 431 et 432 de la Loi des cités et villes.

Saint-Jean, 17 septembre 1962.

Le Procureur du conseil de la cité,
 671-o ROLAND TREMBLAY.

Town of Loretteville

By-law number 411

extending the term of office of the mayor and the aldermen to three years

Whereas the council is of opinion to extend to three years the term of office of the mayor and the aldermen as of the elections following the coming into force of the present by-law;

Whereas notice of motion has been given prior to the adoption of the present by-law;

Seeing the dispositions of article 173-a of the Cities and Towns Act;

Accordingly, it is ordered and decreed by the council as follows:

1. As of the elections following the coming into force of the present by-law, the term of office of the mayor and aldermen shall be of three years and the general election of the mayor and aldermen of the town of Loretteville shall take place every three years.

2. The present by-law shall come into force according to law.

Adopted in second and last reading on the fourth day of September, 1962.

PAUL A. CANTIN,
 670-o Secretary-Treasurer.

City of Saint John's

Take notice that the council for the city of Saint John's will present a request to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to ask that letters patent be issued granting the permission to insert in the city's charter sections 68, 68a, 68b, 360, the first paragraph of section 426, 429, 430, 431 and 432 of the Cities and Towns Act.

Saint John's, September 17, 1962.

ROLAND TREMBLAY,
 671 Attorney for the city council.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Pindar Holding Aktiengesellschaft

Avis est donné que « Pindar Holding Aktiengesellschaft », compagnie à fonds social étrangère, constituée en vertu de Statuts de la Principauté de Liechtenstein, a été autorisée à faire affaires

Company Licensed to do Business

Pindar Holding Aktiengesellschaft

Notice is hereby given that "Pindar Holding Aktiengesellschaft", an extra-provincial company incorporated under the Statutes of the Principality of Liechtenstein, has been licensed

dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal de ladite compagnie dans la province, aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est monsieur Charles-Albert Poissant, comptable agréé, Suite 605, 635, rue Dorchester, ouest, en la cité de Montréal.

Le principal bureau d'affaires de la compagnie dans la province sera suite 605, 635, rue Dorchester, ouest, dans ladite cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

613-o

44-62

to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Charles-Albert Poissant, chartered accountant, Suite 605, 635 Dorchester Street, West, in the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province will be at Suite 605, 635, Dorchester Street, West, in the said city of Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

613

44-62

Chartes — Abandon de

Brubega Inc.

Avis est donné que la compagnie « Brubega Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 12 septembre 1962.

Les Procureurs de la requérante,

(Signé) CHARRON & MERCIER.

615-o

Astoria Construction Inc.

Avis est par les présentes donné que « Astoria Construction Inc. », qui a son bureau principal dans la ville et district de Montréal, Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le 14 septembre 1962.

Les Procureurs des requérants,

CERINI & JAMIESON.

623-o

Domaine St. Eustache Ltée

Avis est par les présentes donné que « Domaine St. Eustache Ltée », qui a son bureau principal dans la ville de Côte St. Luc, Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le 13 septembre 1962.

Les Procureurs des requérants,

CERINI & JAMIESON.

624-o

Eros Knitting Mills Ltd.

« Avis est donné que la compagnie « Eros Knitting Mills Ltd. », s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte. »

Montréal, 11 septembre 1962.

Le Procureur de

Eros Knitting Mills Ltd.

LOUIS GLAZER, C.R.

625

Ronsard Construction Inc.

Avis est par les présentes donné que « Ronsard Construction Inc. », une corporation dûment

Charters — Surrender of

Brubega Inc.

Notice is hereby given that "Brubega Inc.", constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, September 12, 1962.

(Signed) CHARRON & MERCIER,

Attorneys for the company.

615-o

Astoria Construction Inc.

Take notice that "Astoria Construction Inc.", with head office in the city and district of Montreal, Quebec, will apply for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, P.Q. September 14, 1962.

CERINI & JAMIESON,

Attorneys for the petitioners.

623-o

Domaine St. Eustache Ltée

Take notice that "Domaine St. Eustache Ltée", with head office in the city of Côte St. Luc, Quebec, will apply for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, P.Q., September 13, 1962.

CERINI & JAMIESON,

Attorneys for the petitioners.

624-o

Eros Knitting Mills Ltd.

"Take notice that "Eros Knitting Mills Ltd.", will petition the Attorney General of the Province of Quebec for permission to abandon its charter."

Montreal, September 11, 1962.

LOUIS GLAZER, Q.C.,

Attorney for

Eros Knitting Mills Ltd.

625-o

Ronsard Construction Inc.

Notice is hereby given that "Ronsard Construction Inc.", a corporation duly incorporated

incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de St-Michel, province de Québec, Canada, demandera la permission au Secrétaire de la province de Québec d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite Loi.

Daté à St-Michel, ce 13e jour de septembre 1962.

661-o *Le Secrétaire,*
RITA LAMOTHE.

Le Domaine des Dix Frères Inc.

Prenez avis que la compagnie « Le Domaine des Dix Frères Inc. », demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

673-o *Le Procureur de la compagnie,*
Me GILLES DEMERS, notaire.

under the Quebec Companies Act and having its head office and principal place of business in the city of St. Michel, Province of Quebec, Canada, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at St. Michel, this 13th day of September 1962.

661-o *RITA LAMOTHE,*
Secretary.

Le Domaine des Dix Frères Inc.

Take notice that "Le Domaine des Dix Frères Inc.", will apply to the Attorney General for permission to surrender its charter.

673 *Me GILLES DEMERS, Notary,*
Attorney for the Company.

Divers Compagnies

Les Éditions du Jour Inc.

Erratum

Dans l'avis de la compagnie précitée, publié dans la *Gazette officielle de Québec* No 37, du 15 septembre 1962, à la page 4718, veuillez apporter la correction suivante: dans la première ligne du texte français, veuillez remplacer le mot « vingt » par le mot « cinq », la phrase se lisant effectivement: « un règlement qui porte à cinq le nombre des directeurs ».

557-x

Lacobran Property Management Corporation Ltd. La Compagnie d'Administration Immobilière Lacobran Ltée

Règlement No XIV

« Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à quatre directeurs. »

Montréal, le 14 juin 1962.

Certifié vraie copie.

616-o *Le Secrétaire,*
ROGER COMTOIS.
11893-62

The Army, Navy & Air Force Veterans in Canada, Montreal Central Unit No. 346 Inc.

Avis est donné que les règlements Nos 1, 2 et 3 de « The Army, Navy & Air Force Veterans in Canada, Montreal Central Unit No. 346 Inc. », furent approuvés par le secrétaire de la province, le 13 septembre 1962, conformément aux dispositions de l'article 225a, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1962.

626 *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.
12605-62

Nap. Dumont Ltée

Règlement No 35

concernant la modification du nombre des directeurs.

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Nap. Dumont Ltée », est changé de trois (3) qu'il

Miscellaneous Companies

Les Éditions du Jour Inc.

Erratum

In the notice of the aforementioned company, published in the *Quebec Official Gazette*, No 37, on September 15, 1962, on page 4718, kindly make the following correction: in the first line of the French text, kindly replace the word "vingt" by the word "cinq", the sentence reading effectively: "un règlement qui porte à cinq le nombre des directeurs".

557-x

Lacobran Property Management Corporation Ltd. La Compagnie d'Administration Immobilière Lacobran Ltée

By-law No. XIV

"That the number of directors of the company be increased from three to four directors."

Montreal, June 14, 1962.

Certified true copy.

616 *ROGER COMTOIS,*
Secretary.
11893-62

The Army, Navy & Air Force Veterans in Canada, Montreal Central Unit No. 346 Inc.

Notice is hereby given that by-law Nos 1, 2 and 3 of "The Army, Navy & Air Force Veterans in Canada, Montreal-Central Unit No. 346 Inc.", were approved by the Provincial Secretary on September 13, 1962, pursuant to the provisions of section 225a, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1962.

626-o *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.
12605-62

Nap. Dumont Ltée

By-law No. 35

concerning the altering of the number of directors.

"The number of directors of "Nap. Dumont Ltée", has been changed from three (3) as it

était auparavant à celui de cinq (5) et le règlement no 3 de la compagnie est modifié en conséquence. »

Copie certifiée du règlement No 35, de la compagnie « Nap. Dumont Ltée », dûment adoptée à une assemblée des directeurs tenue le 14 août 1962 et approuvée à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 14 août 1962, par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
MAURICE W. SOUCY.

627-o 10227-54

**Les Employeurs Forestiers
de la Mauricie, Inc.**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 11 septembre 1962, approuvé le règlement numéro un de « Les Employeurs Forestiers de la Mauricie, Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

628-o 13373-62

National Bowling Centres Ltd.

« Règlement spécial « C » »

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de sept (7) à neuf (9) de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de neuf directeurs.

2° Cinq (5) directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui sont par les présentes amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Vraie copie certifiée du règlement spécial « C » décrété par les directeurs de « National Bowling Centres Ltd. », le 25e jour de juillet 1962, et approuvée par au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie, tenue le 28e jour d'août 1962.

Le Secrétaire,
(Signé) ROBERT CUMMINGS.

629 10960-61

**Como Golf Club
Club de Golf Como**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 12 septembre 1962, approuvé les règlements I à VIII inclusivement de « Como Golf Club — Club de Golf Como », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

645-o 13255-62

Crédit du Lac Inc.

Règlement No 15

concernant la modification du nombre des directeurs.

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Crédit du Lac Inc. », est changé de cinq (5)

formerly was, to five (5), and by-law No. 3 of the company has been altered accordingly. »

Certified copy of by-law No. 35, of « Nap. Dumont Ltée », duly adopted at a meeting of the directors held on August 14, 1962, and approved at a special general meeting of the company held on August 14, 1962, by the shareholders holding among themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

MAURICE W. SOUCY,
Secretary.

627 10227-54

**Les Employeurs Forestiers
de la Mauricie, Inc.**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on September 11, 1962, approved by-law number one of « Les Employeurs Forestiers de la Mauricie, Inc. », and such, pursuant to the provisions of section 225a, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 11, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

628 13373-62

National Bowling Centres Ltd.

« Special by-law « C » »

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from seven (7) to nine (9) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of nine directors.

2. Five (5) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law. »

Certified a true copy of special by-law « C » enacted by the directors of « National Bowling Centres Ltd. », on the 25th day of July, 1962, and approved by at least two-thirds in value of the shares represented at a special general meeting of shareholders of the company held on the 28th day of August, 1962.

(Signed) ROBERT CUMMINGS,
Secretary.

629-o 10960-61

**Como Golf Club
Club de Golf Como**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on September 12, 1962, approved the by-laws I to VIII inclusively of « Como Golf Club — Club de Golf Como », and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 14th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

645 13255-62

Crédit du Lac Inc.

By-law No. 15

concerning the altering of the number of directors.

« The number of directors of « Crédit du Lac Inc. », has been changed from five (5) as it

qu'il était auparavant à celui de sept (7) et l'article un (1) du règlement troisième est modifié en conséquence.»

Je, soussigné, Maurice Roy, secrétaire de «Crédit du Lac Inc.», certifie, par la présente, sous le sceau corporatif de la compagnie, que ce qui précède est une copie conforme et exacte du règlement numéro quinze (No 15) de la compagnie, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le sixième jour d'août mil neuf cent soixante-deux, à 8 heures de l'après-midi, et approuvé à une assemblée générale spéciale des détenteurs d'actions classe «B» de la compagnie, tenue le même jour, à 8.20 heures de l'après-midi, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
MAURICE ROY.
12984-62

646-o

formerly was to seven (7), and section one (1) of by-law three has been amended accordingly."

I, the undersigned, Maurice Roy, secretary of "Crédit du Lac Inc.", do hereby certify, under the corporate seal of the company, that what precedes is a true and exact copy of by-law number fifteen (No. 15) of the company, duly adopted at a meeting of the directors held on the sixth day of August, one thousand nine hundred and sixty-two, at 8:00 o'clock in the evening, and approved at a special general meeting of the holders of class "B" shares of the company, held on the same day, at 8:20 o'clock in the evening, by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

MAURICE ROY,
Secretary.
12984-62

646

Domrémy Lac-Mégantic Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 13 août 1962, approuvé les règlements numéros 1, 2 et 3 de la corporation «Domrémy Lac-Mégantic Inc.», et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 août 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

647-o

10824-62

Domrémy Lac-Mégantic Inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on August 13, 1962, approved the by-laws numbers 1, 2 and 3 of the corporation "Domrémy Lac-Mégantic Inc.", and such pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 16, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
10824-62

647

Ronsard Construction Inc.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu du règlement spécial «A» de «Ronsard Construction Inc.», dûment édicté et promulgué par les directeurs et approuvé et ratifié par les actionnaires de la compagnie, la compagnie a été autorisée, sujet aux dispositions dudit règlement et aux exigences de l'article 90, de la Loi des compagnies de Québec, à abandonner ses biens et à distribuer son actif à ses actionnaires.

Daté à St-Michel, ce 13e jour de septembre 1962.

Le Secrétaire,
RITA LAMOTHE.

661-o

Ronsard Construction Inc.

Notice is hereby given that under the special by-law "A" of "Ronsard Construction Inc.", duly enacted and passed by the directors and approved and ratified by the shareholders of the company, the company has been authorized, subject to the provisions of said by-law and the requirements of section 90, of the Quebec Companies Act, to surrender its property and distribute its assets to its shareholders.

Dated at St. Michel, this 13th day of September 1962.

RITA LAMOTHE,
Secretary.

661-o

Caribonum Limited

Loi des compagnies à fonds social étrangères

Avis est donné que, par une nouvelle procuration datée du 4 septembre 1962, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, M. James Charles Allen, de la cité de Montréal, a été nommé agent principal dans cette province de «Caribonum Limited», une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères ci-dessus mentionnée, en lieu et place de M. John Eardley Pocock, de la cité de Montréal.

Avis est aussi donné que, conformément à la nouvelle procuration susmentionnée, le siège social de «Caribonum Limited», dans la province, est établi à 286 ouest, rue St-Paul, en la cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

674

165-48

Caribonum Limited

Extra-Provincial Companies Act

Notice is hereby given that, by new power of attorney, dated September 4, 1962, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. James Charles Allen, of the city of Montreal, has been appointed, in lieu of Mr. John Eardley Pocock, of the City of Montreal, chief agent in this Province of "Caribonum Limited", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec in virtue of the above-mentioned Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that, according to the above-mentioned new power of attorney, the principal office of "Caribonum Limited" in the Province is established at 286, St. Paul Street West, in the city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of September, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
165-48

674-o

Sterling Finance Corporation

Règlement numéro 1

concernant l'augmentation du nombre des directeurs de 4 à 7.

« 4. Nombre — Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de sept (7) directeurs.

14. Quorum — Le quorum sera de quatre directeurs. »

Extrait véritable du nouveau règlement numéro 1 de « Sterling Finance Corporation » adopté à l'unanimité à une assemblée des actionnaires régulièrement convoquée et tenue le 7 mai 1962, à laquelle tous les actionnaires étaient présents.

Le Secrétaire,
FRANK SPENARD.

675-o

15714-52

Sterling Finance Corporation

By-law number 1

concerning an increase in the number of directors from 4 to 7.

“4. Number — the affairs of the company shall be administrated by a board of directors composed of seven (7) directors.

14. Quorum — The quorum shall be of four directors.”

True excerpt of the new by-law number 1 of “ Sterling Finance Corporation ” unanimously adopted at a meeting of the shareholders regularly convened and held on May 7, 1962, at which all the shareholders were present.

FRANK SPENARD,
Secretary.

675-o

15714-52

Lettres patentes

Foyer Thérèse Martin

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20, de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27 août 1962, constituant en corporation le « Foyer Thérèse Martin ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Rivière-Ouelle, dans le comté de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province ce 19 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

672-o

31-62 — 1138/63

Letters Patent

Foyer Thérèse Martin

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of section 20, of the Roman Catholic Bishops' Act, 14 George VI, chapter 76, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has issued letters patent, dated August 27, 1962, incorporating “Foyer Thérèse Martin”.

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Rivière-Ouelle, in the county of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 19, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

672

31-62 — 1138/63

Sièges sociaux

St. James McGill Realty Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « St. James McGill Realty Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 avril 1962, conformément à la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau et chambre 301, 901, carré Victoria, Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 11e jour de septembre 1962.

617

Le Président,
RUSSELL E. HARRISON.

St. James McGill Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that “St. James McGill Realty Co. Ltd.”, incorporated by letters patent pursuant to Part I of the Quebec Companies Act under date of April 10, 1962 and having its head office in the city of Montreal has established its office at Room 301, 901, Victoria Square, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 11th day of September, 1962.

617-o

RUSSELL E. HARRISON,
President.

Bactros Investment Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Bactros Investment Ltd. », constituée en corporation, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 2 décembre 1958, a transporté son siège social de 777 ouest, boulevard Dorchester, en la cité de Montréal, à Un, Place Ville Marie, en la cité de Montréal.

Montréal, 30 juillet 1962.

618

Le Secrétaire,
R. L. MUNRO.

Bactros Investment Ltd.

Notice is hereby given that “Bactros Investment Ltd.”, incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated December 2, 1958, has moved its head office from 777, Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal, to One Place Ville Marie, in the city of Montreal.

Montreal, July 30, 1962.

618-o

R. L. MUNRO,
Secretary.

Dominion Square (1957) Corporation

Avis est donné que la compagnie « Dominion Square (1957) Corporation », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 25 juillet 1957, a transporté son siège social de 777 ouest, boulevard Dorchester, en la cité de Montréal, à Un, Place Ville-Marie, en la cité de Montréal.

Montréal, 30 juillet 1962.

619

Le Secrétaire,
R. L. MUNRO.

Dominion Square (1957) Corporation

Notice is hereby given that "Dominion Square (1957) Corporation", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated July 25, 1957, has moved its head office from 777, Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal, to One, Place Ville Marie, in the city of Montreal.

Montreal, July 30, 1962.

619-o

R. L. MUNRO,
Secretary.

Clarke Place Investments Inc.

Avis est donné que la compagnie « Clarke Place Investments Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 juin 1962, et ayant son siège social en la cité de Westmount, a établi son bureau au No 632, avenue Clarke, Westmount.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Westmount, P.Q., ce 13e jour de septembre 1962.

620

Le Secrétaire,
E. EVANS.

Clarke Place Investments Inc.

Notice is hereby given that "Clarke Place Investments Inc.", incorporated by letters patent dated June 8, 1962 and having its head office in the city of Westmount, has established its office at No. 632 Clarke Avenue, Westmount.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Westmount, P.Q., this 13th day of September, 1962.

620-o

E. EVANS,
Secretary.

Chrétien & Lambert Ltée

Avis est donné que la compagnie « Chrétien & Lambert Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du cinq mai, mil neuf cent soixante et un, ayant son bureau principal en la cité de Jonquière, a établi son bureau à 287-B, rue St-Dominique, en la cité de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Jonquière, ce trentième jour de mai, mil neuf cent soixante et un.

621-o

Le Secrétaire,
L. A. LAMBERT.

Chrétien & Lambert Ltd.

Notice is given that the company "Chrétien & Lambert Ltd.", incorporated by letters patent dated May five, one thousand nine hundred and sixty-one, having its head office in the city of Jonquière, has established its office at 287-B, St-Dominique Street, in the city of Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Jonquière, this thirtieth day of May, one thousand nine hundred and sixty-one.

621

L. A. LAMBERT,
Secretary.

Les Constructions Lido Ltée

Avis est donné que le bureau principal de la compagnie « Les Constructions Lido Ltée » est situé au numéro 7802, de la rue Chabot, à Montréal.

Montréal, le 7 septembre 1962.

622-o

Le Secrétaire,
ROLAND PAQUIN.

Les Constructions Lido Ltée

Notice is hereby given that the head office of the company "Les Constructions Lido Ltée" is situated at No. 7802, Chabot Street, at Montreal.

Montreal, September 7, 1962.

622-o

ROLAND PAQUIN,
Secretary.

Cana-Plastic Co. Ltd.**Règlement 23**

Un règlement changeant l'adresse du siège social de la compagnie

Qu'il soit décrété et il est décrété comme suit:

1. Le siège social de la compagnie est transporté de la cité de Montréal à la cité de St-Laurent, en la province de Québec.

2. Le règlement 1 est amendé en rayant le mot « Montréal » et en le remplaçant par les mots « St. Laurent ».

Je, soussigné, secrétaire-trésorier de « Cana-Plastic Co. Ltd. », certifie par les présentes que ce qui précède est une vraie copie authentique du règlement 23, de ladite compagnie, dûment décrété par les directeurs et dûment approuvé par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur

Cana-Plastic Co. Ltd.**By-law 23**

A by-law to change the head office of the company

Be it enacted and it is hereby enacted as follows:

1. The head office of the company is changed from the city of Montreal to the city of "St. Laurent", in the Province of Quebec.

2. By-law 1 is amended by deleting the word "Montreal" and replacing it with the words "St. Laurent".

I, the undersigned, secretary-treasurer of "Cana-Plastic Co. Ltd.", do hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of by-law 23, of the said company duly enacted by the directors and duly approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares

des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée aux fins d'étudier ce règlement.

St. Laurent, P.Q., 30 août 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*

JAMES M. BLANCH.

630

10667-58

Dream Homes Inc.

Règlement « A »

Qu'il soit et il est décrété comme étant un règlement de « Dream Homes Inc. », que la situation du siège social de la compagnie soit transporté de 2450, rue Badeaux, en la cité de St-Laurent, district de Montréal, à 1100, Ridgewood Drive, en la cité de Chomedey, district de Montréal.

Je certifie, par les présentes, que le précédent est un extrait authentique tiré du procès verbal de ladite assemblée.

En foi de quoi, j'ai apposé ma signature à Montréal, le 3e jour d'août 1962.

(Sceau)

Le Secrétaire,

Z. KAFRE.

10108-59

631

Plastic Packaging Products Ltd.

Règlement 26

Un règlement qui transporte le siège social de la compagnie

Qu'il soit et il est décrété ce qui suit:

1. Le siège social de la compagnie est transporté de la cité de Montréal à la cité de St-Laurent, dans la province de Québec.

2. Le règlement No 1 est amendé en rayant le mot « Montréal » et en le remplaçant par les mots « St-Laurent ».

Je, soussigné secrétaire-trésorier de « Plastic Packaging Products Ltd. », certifie, par les présentes, que le précédent est une copie authentique et exacte du règlement No 25, de ladite compagnie dûment décrété par les directeurs et dûment approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires, à une assemblée générale spéciale convoquée aux fins de considérer le règlement.

St-Laurent, P.Q., 30 août 1962.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,

JAMES M. BLANCH.

14589-61

632

Boîtes Piantes Écono Ltée

Avis est donné que la compagnie « Boîtes Piantes Écono Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 juin 1962 et ayant son bureau principal à Trois-Rivières, district de Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 2055, de la rue Du Parc à Trois-Rivières.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné aux Trois-Rivières, ce 24 août 1962.

La Présidente,

JOSEPHINE VANDRY FORTIER.

640-o

Roger Brunet Construction Ltée

Avis est donné que la compagnie « Roger Brunet Construction Ltée », constituée en corpo-

represented by the shareholders present at a special general meeting called for considering the by-law.

St. Laurent, P.Q., August 30, 1962.

(Seal)

JAMES M. BLANCH,

Secretary-Treasurer.

630-o

10667-58

Dream Homes Inc.

By-law "A"

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Dream Homes Inc.", that the location of the head office of the company be changed from 2450, Badeaux Street, in the city of St. Laurent, district of Montreal, to 1100, Ridgewood Drive in the city of Chomedey, district of Montreal.

I hereby certify the foregoing to be a true extract taken from the minutes of the said meeting.

In witness whereof I have hereunto set my hand at Montreal on the 3rd day of August, 1962.

(Seal)

Z. KAFRE,

Secretary.

631-o

10108-59

Plastic Packaging Products Ltd.

By-law 26

A by-law to change the head office of the company

Be it enacted and it is hereby enacted as follows:

1. The head office of the company is changed from the city of Montreal to the city of "St. Laurent", in the Province of Quebec.

2. By-law No. 1 is amended by deleting the word "Montreal" and replacing it with the words "St. Laurent".

I, the undersigned, secretary-treasurer of "Plastic Packaging Products Ltd.", do hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of by-law No. 25, of the said company duly enacted by the directors and duly approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called for considering the by-law.

St. Laurent, P.Q., August 30, 1962.

(Seal)

JAMES M. BLANCH,

Secretary-Treasurer.

632-o

14589-61

Boîtes Piantes Écono Ltée

Notice is hereby given that "Boîtes Piantes Écono Ltée", incorporated by letters patent dated June 21, 1962, and having its head office in Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, has established its office at number 2055, Park Street, in Trois-Rivières.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Trois-Rivières, on August 24, 1962.

JOSEPHINE VANDRY FORTIER,

President.

640

Roger Brunet Construction Ltée

Notice is hereby given that "Roger Brunet Construction Ltée", incorporated under Part I

ration en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 24 janvier 1962, et ayant son bureau principal au numéro 269, rue Alexandre, cité de Pont-Viau, qu'elle occupait jusqu'à présent, a transporté son bureau à 390, rue Notre-Dame de Fatima, cité de Pont-Viau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau situé au numéro 390, rue Notre-Dame de Fatima, cité de Pont-Viau, est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Pont-Viau, ce 5e jour de septembre 1962.

(Seeau)
641-o

Le Secrétaire,
THÉRÈSE PERRIER BRUNET.

Les Employeurs Forestiers de la Mauricie Inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Employeurs Forestiers de la Mauricie Inc. », corporation constituée par lettres patentes en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, datées du 13 août 1962, et ayant son siège social dans la cité de Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 1332, de la rue Notre-Dame.

À compter de la date du présent avis, ce bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Trois-Rivières, le 30e jour d'août 1962.

642-o

Le Secrétaire,
FRANÇOIS LAJOIE.

Vauze Mines Limited

Avis est donné que la compagnie « Vauze Mines Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, le trentième jour de mai 1961, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a transporté son bureau de 808, édifice Dominion Square, à 1245 ouest, rue Sherbrooke, chambre 1660, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 12e jour de septembre 1962.

643

Le Secrétaire,
A. BAUER.

Waite Lake Mines Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Waite Lake Mines Ltd. » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, le vingt-cinquième jour de juin 1959, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a transporté son bureau de 808, édifice du « Dominion Square », à 1245 ouest, rue Sherbrooke, chambre 1660, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 12e jour de septembre 1962.

644

Le Secrétaire,
A. BAUER.

Amsterdam Products Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Amsterdam Products Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 16e jour de juillet 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 393, avenue Victoria, chambre 105.

of the Quebec Companies Act, on January 24, 1962, and having its head office at number 269, Alexandre Street, city of Pont-Viau, which it occupied until today, has moved its office to 390, Notre-Dame de Fatima Street, city of Pont-Viau.

From and after the date of the present notice, the said office situated at number 390, Notre-Dame de Fatima Street, city of Pont-Viau, is considered by the company as being its head office.

Given at Pont-Viau, this 5th day of September, 1962.

(Seal)
641

THÉRÈSE PERRIER BRUNET,
Secretary.

Les Employeurs Forestiers de la Mauricie Inc.

Notice is hereby given that « Les Employeurs Forestiers de la Mauricie Inc. », a company incorporated by letters patent under the third part of the Quebec Companies' Act, dated August 13, 1962, and having its head office in the city of Trois-Rivières, has established its office at number 1332, Notre-Dame street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Trois-Rivières, this 30th day of August, 1962.

642-o

FRANÇOIS LAJOIE,
Secretary.

Vauze Mines Limited

Notice is hereby given that « Vauze Mines Limited » (No Personal Liability), incorporated under the provisions of the Quebec Mining Companies Act on the thirtieth day of May, 1961, and having its head office in the city and district of Montreal, has moved its office from 808, Dominion Square Building to 1245, Sherbrooke Street West, Suite 1660, Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, this 12th day of September, 1962.

643-o

A. BAUER,
Secretary.

Waite Lake Mines Ltd.

Notice is hereby given that « Waite Lake Mines Ltd. », (No Personal Liability), incorporated under the provisions of the Quebec Mining Companies Act on the twenty-fifth day of June, 1959, and having its head office in the city and district of Montreal, has moved its office from 808, Dominion Square Building to 1245, Sherbrooke Street West, Suite 1660, Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, this 12th day of September, 1962.

644-o

A. BAUER,
Secretary.

Amsterdam Products Ltd.

Notice is hereby given that « Amsterdam Products Ltd. », incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 16th day of July 1962, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 393, Victoria Avenue, room 105.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau est considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Amsterdam, N.Y., ce 31e jour d'août 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
HERBERT T. SINGER.

651

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Amsterdam, N.Y., this 31st day of August, 1962.

HERBERT T. SINGER,
Secretary-Treasurer.

651-o

Fletcher Securities Limited

Avis est donné que la compagnie « Fletcher Securities Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 10 avril 1930, a transporté son siège social de 244 ouest, rue St-Jacques, Montréal, à chambre 1500, 507, Place d'Armes, Montréal 1.

Daté à Montréal, ce 17e jour de septembre 1962.

Le Secrétaire,
A. B. CULVER.

662

Fletcher Securities Limited

Notice is hereby given that "Fletcher Securities Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated April 10, 1930, has moved its head office from 244, St. James Street, West, Montreal, to Room 1500, 507, Place d'Armes, Montreal 1.

Dated at Montreal, this 17th day of September, 1962.

A. B. CULVER,
Secretary.

662-o

Port Cartier Transport Inc.

Règlement No 6

règlement établissant le bureau principal de la compagnie et annulant le règlement No 4 précédant.

« Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété, comme règlement No 6, de « Port Cartier Transport Inc. », ce qui suit:

La Compagnie aura son siège social à Sept-Iles, Province de Québec et non pas à Port Cartier comme il était stipulé au règlement No 4.

La Compagnie aura une place d'affaires à Baie-Comeau, Province de Québec. »

Vraie copie du règlement No 6, de « Port Cartier Transport Inc. » adopté par les directeurs le 30 juillet 1962 et approuvé par les actionnaires le 30 juillet 1962.

Le Président,
ADRIEN HAMEL.

663-o

10386-59

Port Cartier Transport Inc.

By-law No. 6

by-law establishing the head office of the company, and annulling the preceding by-law No. 4.

"Be it decreed and it is hereby decreed, as by-law No. 6, of "Port Cartier Transport Inc.", what follows:

The company will have its head office at Sept-Iles, Province of Quebec, and not at Port Cartier as was stipulated in by-law No. 4.

The company will have a place of business at Baie-Comeau, Province of Quebec."

True copy of by-law No. 6, of "Port Cartier Transport Inc.", adopted by the directors on July 30, 1962, and approved by the shareholders on July 30, 1962.

ADRIEN HAMEL,
President.

663

10386-59

Curatelle publique

Éloi Lafortune

Succession vacante de Éloi Lafortune, en son vivant de Ville St-Vincent de Paul.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 28 novembre 1961 par un juge de la cour supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.

680, rue Sainte-Catherine (Ouest),
Montréal 2.

633-o

Public Curatorship

Éloi Lafortune

Vacant Estate of Éloi Lafortune, in his lifetime of the Town of St-Vincent de Paul.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on November 28, 1961, by a judge of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI c. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR.

680, St. Catherine Street (West),
Montreal 2.

633

Demandes à la Législature

Marie Germaine Lucie Sénécal

Avis est par les présentes donné que « François-Xavier Mousseau », ingénieur, et son épouse Germaine Laporte, tous deux de la ville de Bou-

Applications to Legislature

Marie Germaine Lucie Sénécal

Notice is hereby given that "François-Xavier Mousseau", engineer, and his wife Germaine Laporte, both of the town of Boucherville, dis-

cherville, district de Montréal, présenteront une requête à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi validant l'adoption de Marie Germaine Lucie Sénécal, fille légitime de Marcel Sénécal et d'Angelina Simard.

Montréal, P.Q., le 22 août 1962.

Les Procureurs des requérants,
HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,
445-35-4-o COPE, PORTEOUS & HANSARD.

Irving Arthur Bercovitch

Avis est donné que « Irving Arthur Bercovitch », marchand, de la ville de Côte St-Luc, dans le district de Montréal, province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'une loi changeant son nom de Irving Arthur Bercovitch à Irving Arthur Berke.

Montréal, 14 septembre 1962.

Le Procureur du requérant,
654-38-4 CHARLES WOLFSON, C.R.

trict of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act validating their adoption of Marie Germaine Lucie Sénécal, legitimate daughter of Marcel Sénécal and Angelina Simard.

Montreal, P.Q., August 22, 1962.

HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP,
445-35-4-o COPE, PORTEOUS & HANSARD,
Attorneys for the petitioners.

Irving Arthur Bercovitch

Notice is hereby given that "Irving Arthur Bercovitch", merchant, of the town of Côte St. Luc, in the district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act to change his name from Irving Arthur Bercovitch to Irving Arthur Berke.

Montreal, September 14, 1962.

CHARLES WOLFSON, Q.C.,
654-38-4-o *Attorney for the petitioner.*

Département de l'Instruction publique

La corporation d'écoles secondaires de Duvernay

Demande est faite de changer le nom de « La corporation d'écoles secondaires de Duvernay », en celui de « La commission scolaire régionale Duvernay ».

Québec, le 7 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
583-37-2-o O.-J. DESAULNIERS. 1950-60

Laniel

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B de la loi de l'Instruction publique, l'annexion du territoire actuel de la municipalité scolaire de Laniel, dans le comté de Témiscamingue, à la municipalité scolaire de Fabre, dans le même comté.

Québec, le 6 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
584-37-2-o O.-J. DESAULNIERS. 529-62

La corporation d'écoles secondaires des Laurentides

Demande est faite de changer le nom de « La corporation d'écoles secondaires des Laurentides », en celui de « La commission scolaire régionale des Laurentides ».

Québec, le 7 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
585-37-2-o O.-J. DESAULNIERS. 836-59

La corporation d'écoles secondaires de Le Gardeur

Demande est faite de changer le nom de « La corporation d'écoles secondaires de Le Gardeur », en celui de « La commission scolaire régionale Le Gardeur ».

Department of Education

La corporation d'écoles secondaires de Duvernay

Application is made to change the name of "La corporation d'écoles secondaires de Duvernay" to "La commission scolaire régionale de Duvernay".

Quebec, September 7, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
583-37-2 *Superintendent of Education.* 1950-60

Laniel

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B of the Education Act, the annexation of the present territory of the school municipality of Laniel, in the county of Témiscamingue, to the school municipality of Fabre, in the same county.

Quebec, September 6, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
584-37-2 *Superintendent of Education.* 529-62

La corporation d'écoles secondaires des Laurentides

Application is made to change the name of "La corporation d'écoles secondaires des Laurentides" to "La commission scolaire régionale des Laurentides".

Quebec, September 7, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
585-37-2 *Superintendent of Education.* 836-59

La corporation d'écoles secondaires de Le Gardeur

Application is made to change the name of "La Corporation d'écoles secondaires de Le Gardeur", to "La commission scolaire régionale Le Gardeur".

Québec, le 7 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

586-37-2-o

318-61

**La corporation d'écoles secondaires
des Mille-Isles**

Demande est faite de changer le nom de « La corporation d'écoles secondaires des Mille-Isles », en celui de « La commission scolaire régionale des Mille-Isles ».

Québec, le 7 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

587-37-2-o

285-61

St-Athanase

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Athanase, dans le comté de Kamouraska, les lots 1 à 46 inclusivement du rang IX du canton Bungay, territoire non encore organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 6 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

588-37-2-o

314-62

St-Augustin

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes, les lots 2, 3 et 8 du cadastre officiel de la paroisse de St-Augustin, pour les annexer à la municipalité scolaire catholique de la paroisse de St-Eustache, dans le même comté.

Québec, le 5 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

589-37-2-o

1492-61

**La corporation d'écoles secondaires
de St-Eustache**

Demande est faite de changer le nom de « La corporation d'écoles secondaires de St-Eustache », en celui de « La commission scolaire régionale de St-Eustache ».

Québec, le 7 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

590-37-2-o

1792-60

St-Léonard-de-Port-Maurice Diss.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Bourget, à la municipalité scolaire protestante de Montréal.

Québec, le 11 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

604-37-2-o

374-51

Greater St-Hyacinthe

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1410, en date du 30 août 1962, de fusionner et d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de la municipalité scolaire protestante de « Greater St-Hyacinthe », dans le comté de St-Hyacinthe, le territoire actuel des municipalités scolaires de la cité de St-Hyacinthe

Québec, September 7, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

586-37-2

318-61

**La corporation d'écoles secondaires
des Mille-Isles**

Application is made to change the name of "La corporation d'écoles secondaires des Mille-Isles" to "La commission scolaire régionale des Mille-Isles".

Quebec, September 7, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

587-37-2

285-61

St-Athanase

Application is made to annex to the school municipality of St-Athanase, in the county of Kamouraska, the lots 1 to 46 inclusively on Range IX in the township of Bungay, territory not yet organized from a school point of view.

Quebec, September 6, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

588-37-2

314-62

St-Augustin

Application is made to detach from the school municipality of St-Augustin, in the county of Two Mountains, lots 2, 3 and 8 in the official cadaster of the parish of St-Augustin, in order to annex them to the Catholic school municipality of the parish of St-Eustache, in the same county.

Quebec, September 5, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

589-37-2

1492-61

**La corporation d'écoles secondaires
de St-Eustache**

Application is made to change the name of "La corporation d'écoles secondaires de St-Eustache", to "La commission scolaire régionale de St-Eustache".

Quebec, September 7, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

590-37-2

1792-60

St-Léonard-de-Port-Maurice Dies.

Application is made to annex, for the protestants only, the present territory of the school municipality of St-Léonard-de-Port-Maurice, in the county of Bourget, to the protestant school municipality of Montreal.

Quebec, September 11, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

604-37-2

374-51

Greater St-Hyacinthe

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1410, dated August 30, 1962, has been pleased to amalgamate and erect into a separate school municipality, under the name of the Protestant school municipality of "Greater St. Hyacinthe", in the county of St. Hyacinthe, the present territory of the school

et du village de St-Joseph, toutes deux dans le comté de St-Hyacinthe.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1963 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1963.

Québec, le 14 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

637-o

666-62

municipalities of the city of St. Hyacinthe and the village of St. Joseph, both in the county of St. Hyacinthe.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1963, and for all other purposes, on July first, 1963.

Quebec, September 14, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

637

666-62

St-Michel-des-Cèdres

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1410, en date du 30 août 1962, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Anne-du-Lac, dans le comté de Labelle, les lots 10 à 21 inclusivement du rang IV et 10 à 15 aussi inclusivement du rang III du cadastre officiel du canton Décarie, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Michel-des-Cèdres, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1963 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1963.

Québec, le 14 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

637-o

851-58

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1410, dated August 30, 1962, has been pleased to detach from the school municipality of Ste-Anne-du-Lac, in the county of Labelle, lots 10 to 21 inclusively on range IV and 10 to 15 also inclusively on range III in the official cadaster of the township of Décarie, in order to annex them to the school municipality of St-Michel-des-Cèdres, in the same county.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1963, and for all other purposes on July first, 1963.

Quebec, September 14, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

637

851-58

Ste-Rita

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1410, en date du 30 août 1962, d'annexer tous les lots des rangs VII et VIII du canton Raudot ainsi que la partie de la Seigneurie de Madawaska situés à l'ouest desdits rangs et y adhérents du côté est et allant jusqu'au Sept lacs du côté ouest, territoire non organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de Ste-Rita, dans le comté de Rivière-du-Loup.

Ce changement prendra effet quinze jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 14 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

637-o

644-62

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1410, dated August 30, 1962, has been pleased to annex all the lots on ranges VII and VIII in the township of Raudot, as well as that part of the Seigneurie of Madawaska situated west of said ranges and adhering thereto on the east side, and going towards Sept lacs on the west side, territory not organized from a school point of view, to the school municipality of Ste-Rita, in the county of Rivière-du-Loup.

This change will take effect on fifteen days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, September 14, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

637

644-62

Ste-Rita

Ste-Thérèse (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1410, en date du 30 août 1962, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire protestante de Ste-Rose, dans le comté de Laval, à la municipalité scolaire protestante de Ste-Thérèse, dans le comté de Terrebonne.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1963 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1963.

Québec, le 14 septembre 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

637-o

420-62

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1410, dated August 30, 1962, has been pleased to annex the present territory of the Protestant school municipality of Ste-Rose, in the county of Laval, to the Protestant school municipality of Ste-Thérèse, in the county of Terrebonne.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1963, and for all other purposes, on July first, 1963.

Quebec, September 14, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

637

420-62

Ste-Thérèse (Prot.)

Ministère des Richesses naturelles

Department of Natural Resources

Avis de Révocation de Concessions Minières

Vu l'article 50 de la Loi des Mines de Québec (Statuts. refondus de Québec, 1941, chapitre

Notice of Revocation of Mining Concessions

On view of section 50 of the Quebec Mining Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter

196), imposant une taxe annuelle de dix cents l'acre sur les concessions minières inexploitées, et donnant au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'annuler les lettres patentes émises pour des concessions sur lesquelles deux années d'arriérages de cette taxe sont dues.

Avis est donné que les concessions minières et concessions minières souterraines dont suit la liste redeviendront la propriété de la Couronne et les lettres patentes seront annulées, si, dans les six mois après la première publication du présent avis, les impôts arriérés et les frais de publication dudit avis ne sont pas payés;

Liste des Concessions

1° Concession minière No 332, comprenant le lot 20, rang III, canton Ascot, district électoral de Sherbrooke, correspondant aux lots de cadastre 20A, 20B, 20C et 20D et la partie du lot de cadastre 29 comprise entre la ligne nord et la ligne sud dudit lot 20 (232.96 acres), concédée à Aldermac Copper Corporation Limited le 19 septembre 1944 et patentée le 7 février 1945.

2° Concession minière No 418, comprenant la demie est de la demie nord du lot de cadastre 2b, la demie est de la demie ouest du lot de cadastre 3a et la demie est du lot de cadastre 4d dans le rang XI, canton Ascot, district électoral de Sherbrooke (149.27 acres), concédée à Suffield Metals Corporation Limited le 17 mai 1955.

Québec, le 15 août 1962.

Le Sous-ministre,
P. E. AUGER.

506-36-4-o

Avis de la Révocation de Droits de Mine

Avis est, par les présentes, donné conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 50, de la Loi des mines, que par l'arrêté en conseil No 1333 en date du 16 août 1962, les droits de mine autres que l'or et l'argent ont été révoqués en faveur de la couronne relativement au lot ci-après décrit, savoir:

District électoral de Mégantic, canton Inverness, rang III, ½ N.E. lot 2.

Québec, le 29 août 1962.

Le Sous-ministre,
P. E. AUGER.

638-o

196) placing an annual tax of ten cents per acre on unexploited mining concessions, and giving the Lieutenant-Governor in Council the power to annul the letters patent issued for the concessions on which two years in arrears of taxes are due.

Notice is hereby given that the mining concessions and underground mining concessions, the list of which follows, will revert to the Crown and the letters patent will be annulled, if, within the six months following the first publication of the present notice, the arrears in taxes and the costs of publication of said notice have not been paid;

List of Concessions

1. Mining Concession No. 332 comprises the lot 20, range III, township of Ascot, electoral district of Sherbrooke, corresponding to cadastral lots 20A, 20B, 20C and 20D and the part of cadastral lot 29, enclosed within the north line and the south line of said lot 20 (232.96 acres), ceded to Aldermac Copper Corporation Limited on September 19, 1944, and patented on February 7, 1945.

2. Mining Concession No. 418, comprising the east half of the north half of cadastral lot 2b, the east half of the west half of cadastral lot 3a and the east half of cadastral lot 4d of range XI, township of Ascot, electoral district of Sherbrooke (149.27 acres), ceded to Suffield Metals Corporation Limited, on May 17, 1955.

Quebec, August 15, 1962.

P. E. AUGER,
Deputy Minister.

506-36-4-o

Notice of Revocation of Mining Rights

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the last paragraph of section 50, of the Mining Act, that, by Order in Council No. 1333, dated August 16, 1962, that the mining rights, other than for gold and silver, have been revoked in favor of the Crown, with respect to the lot hereinafter described, to wit:

Electoral district of Mégantic, township of Inverness, range III, N.E. ½ lot 2.

Quebec, August 29, 1962.

P. E. AUGER,
Deputy Minister.

638

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Paroisse de St.-Zotique

Cadastre officiel de la paroisse de St-Zotique, municipalité de Village de St-Zotique, division d'enregistrement de Soulanges.

Avis est par la présente donné que les lots Nos. 55-1 à 55-33, 50-16 à 50-21 et 50-27 à 50-32 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code Civil.

Québec, le 6 septembre 1962.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

614-o

Department of Lands and Forests Cadastre

Parish of St. Zotique

Official cadastre of the parish of St. Zotique, municipality of Village of St. Zotique, registration division of Soulanges.

Notice is hereby given that lots 55-1 to 55-33, 50-16 to 50-21 and 50-27 to 50-32 are cancelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, September 6, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

614-o

Ministère du Travail

Avis

Convention collective de travail relative à l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie —
Abitibi-Ouest, Abitibi-Est, Rouyn-Noranda et Témiscamingue

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux

Department of Labour

Notice

Collective labour agreement relating to the baking and pastry making industry —
Abitibi-West, Abitibi-East, Rouyn-Noranda and Témiscamingue

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the

dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre :

D'UNE PART:

L'Association Professionnelle des Boulangers du Québec (Section Abitibi);

Et, D'AUTRE PART:

L'Association des Employés de Boulangeries et Pâtisseries Spécialisées Inc. F.C.A.I.; pour les employeurs et les employés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. Définition: Le mot "employé" désigne tous les employés de l'intérieur, hommes d'entretien, livreurs-vendeurs, employés de bureau, excepté le comptable et ceux qui sont exclus par la Loi de Relations Ouvrières de la Province de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 162-A, section 1, article 2, paragraphes 1-2-3).

II. Juridiction territoriale: La juridiction territoriale du décret comprendra les comtés d'Abitibi-Ouest, Abitibi-Est, Rouyn-Noranda et Témiscamingue.

III. Juridiction industrielle: Seront assujettis aux dispositions du décret, les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés de l'industrie et du commerce de la boulangerie et de la pâtisserie exerçant leurs activités dans la juridiction territoriale déterminée à l'article II.

IV. Heures de travail: a) La semaine régulière de travail sera de quarante-cinq (45) heures réparties en cinq (5) jours pour les employés de l'intérieur, les livreurs-vendeurs et autres employés de l'extérieur.

b) Tout travail exécuté en plus de neuf (9) heures par jour et/ou quarante-cinq (45) heures par semaine par les employés de l'intérieur sera payé au taux de salaire et demi.

c) Il n'y aura pas de livraison le mercredi et le dimanche.

V. Salaires minima: Les salaires minima des salariés assujettis au décret ne doivent pas être inférieurs aux taux ci-dessous mentionnés:

Par semaine

Pâtisseries	\$80.00
1ère année	50.00
2ème année	55.00
3ème année	65.00
4ème année	75.00
Aide général	35.00
Crèmeuse	37.50
Sauceuse	37.50
Empaqueteuse	35.00
Inspection	40.00
Aide général	35.00
Homme de cour	40.00
Préposés aux Pâtes	70.00
Apprentis	50.00
1ère année	55.00
2ème année	60.00
3ème année	65.00
Préposé à la peseuse	55.00
Aide à la peseuse	45.00
Préposés aux tôles	35.00
Préposés aux fours	65.00
1ère année	50.00
2ème année	60.00
Vérificateur	50.00

provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

L'Association Professionnelle des Boulangers du Québec (Section Abitibi);

AND, ON THE OTHER PART:

L'Association des Employés de Boulangeries et Pâtisseries Spécialisées Inc. F.C.A.I.; for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

I. Definition: The word "employee" means all shop employees, maintenance men, delivery men-salesmen, office employees, with the exception of the accountant and of those excluded by the Labour Relations Act of the Province of Quebec (Q.R.S. 1941, chapter 162-A, section 1, article 2, paragraphs 1-2-3).

II. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree will comprise the counties of Abitibi-West, Abitibi-East, Rouyn-Noranda and Témiscamingue.

III. Industrial jurisdiction: All employers, professional employers, artisans and employees of the baking and pastry making industry and trade operating within the territorial jurisdiction determined in article II will be governed by the provisions of the decree.

IV. Hours of work: a) The standard work week shall comprise forty-five (45) hours distributed in five (5) days for shop employees, delivery men-salesmen and other outside employees.

b) All time worked in excess of nine (9) hours per day and/or forty-five (45) hours per week by shop employees shall be paid at the rate of time and one half.

c) There shall be no delivery on Wednesday and Sunday.

V. Minimum wages: The minimum wages of employees governed by the decree shall not be less than the rates hereunder mentioned:

Per week

Pastry-cook	\$80.00
1st year	50.00
2nd year	55.00
3rd year	65.00
4th year	75.00
General helper	35.00
Icer	37.50
Dipper	37.50
Packer	35.00
Inspector	40.00
General helper	35.00
Yard man	40.00
Doughman	70.00
Apprentices	50.00
1st year	55.00
2nd year	60.00
3rd year	65.00
Weigher	55.00
Weigher's helper	45.00
Tray handler	35.00
Oven employees	65.00
1st year	50.00
2nd year	60.00
Checker	50.00

Tout employeur peut avoir à son emploi des apprentis payés sur la base du salaire minimum décrété en vertu de l'ordonnance numéro 4 mais en aucun cas ce nombre devra excéder 15% du nombre total de ses employés.

Livreurs-vendeurs: 8% au gros, 16% au détail après la période de probation.

Après 3 mois 9% au gros, 18% au détail après la période de probation.

Tout livreur aura un salaire garanti en tout temps d'au moins \$55.00 par semaine. Les livreurs-vendeurs payés à la semaine recevront l'équivalent de la commission stipulée plus haut.

Aides-vendeurs	\$35.00
Livraison spéciale	60.00
Remplaçants	75.00
Inspecteurs	80.00

Tous les employés assujettis au décret recevront une augmentation générale comme suit:

1^{ère} année:

\$2.50 par semaine à compter du 15 août 1962.

2^{ième} année:

\$2.50 par semaine à compter du 1^{er} janvier 1963.

3^{ième} année:

\$2.50 par semaine à compter du 1^{er} janvier 1964.

VI. *Fêtes statutaires*: a) Les fêtes statutaires en vigueur lors de la signature de la présente convention continueront d'être respectées et seront payées aux conditions stipulées plus bas. Cependant, il est entendu que cinq (5) fêtes au minimum seront considérées et payées comme fêtes chômées.

b) Si pour des raisons très particulières ou urgentes, le salarié est appelé à travailler l'un de ces jours de congé, il sera rémunéré au taux de son occupation plus la prime payable pour temps supplémentaire, pour un minimum de quatre (4) heures, travaillées ou non.

c) Un salarié à l'emploi de son employeur pour six (6) mois de service continu, à la condition d'être au travail le jour qui précède et le jour qui suit le jour où le congé est observé si ce jour de congé est une journée ouvrable, aura droit à tous les congés payés.

d) Un salarié appelé à travailler l'un de ces jours de congé payé aura droit à un minimum de quatre (4) heures, travaillées ou non, au taux de son occupation, et il recevra en plus la paye du congé payé auquel il a droit.

e) Si à la date de la signature de la présente convention un salarié est éligible à un nombre de jours de congé payé plus élevé que celui mentionné dans le présent article VI, il conservera ce droit au nombre de jours de congé payé qui lui était accordé précédemment.

f) Lors de l'obtention du décret-loi régissant les parties couvertes par cette convention, si le nombre des fêtes chômées est supérieur au nombre indiqué dans la convention, l'employeur s'engage à ne pas le réduire. Si par contre le nombre était inférieur, l'employeur s'engage à respecter le nombre de fêtes stipulées dans le décret.

VII. *Vacances payées*: L'employeur doit accorder à ses salariés des vacances payées aux conditions suivantes:

a) Les salariés qui, au 1^{er} mai de l'année, n'ont pas complété une (1) année de service continu pour leur employeur auront droit aux vacances payées conformément à l'Ordonnance numéro 3 de la Commission du Salaire Minimum.

Every employer may have apprentices paid on the basis of the minimum wage established by Ordinance number 4 but the number of such apprentices shall never exceed 15% of the total number of his employees.

Delivery-men-salesmen: 8% on wholesale sales, 16% on retail sales after the probation period.

After three months: 9% on wholesale sales, 18% on retail sales after the probation period.

Every delivery man shall at all times have a guaranteed minimum salary of \$55.00 per week. Delivery-men-salesmen paid by the week be paid the equivalent of the commission stipulated above.

Salesmen's helpers	\$35.00
Special delivery	60.00
Substitutes	75.00
Inspectors	80.00

Every employee governed by the decree shall receive a general increase as follows:

1st year:

\$2.50 per week from August 15, 1962.

2nd year:

\$2.50 per week from January 1, 1963.

3rd year:

\$2.50 per week from January 1, 1964.

VI. *Statutory holidays*: a) Statutory holidays in force at the time of the signing of this agreement shall continue to be observed and shall be paid according to the conditions enumerated hereunder. However, it is understood that at least five (5) days shall be considered as holidays and paid as such.

b) If for special or urgent reasons, an employee is required to work on one of these holidays he shall be paid at the rate of his occupation plus the premium payable for overtime for a minimum of four (4) hours whether these four (4) hours are worked or not.

c) Every employee with six (6) months of continuous service for his employer shall be entitled to every holiday with pay providing he was at work the day before and the day following the day on which the holiday is observed, should such holiday be a working day.

d) Every employee called to work on one of the holidays with pay shall be entitled to a minimum of four (4) hours pay whether these four (4) hours be worked or not, at the rate of his occupation and he shall also receive the holiday pay to which he is entitled.

e) If, at the date of signing of the agreement, an employee is entitled to a number of holidays with pay higher than the one mentioned in the present article VI, he remains entitled to the number of holidays which was previously granted to him.

f) When the decree governing the parties hereto comes into force, should the number of holidays be higher than the one mentioned in the agreement, the employer agrees not to reduce such number of holidays. If, on the other hand, the number is lower, the employer agrees to observe the number of holidays mentioned in the decree.

VII. *Vacation with pay*: Employers shall grant vacations with pay to their employees as follows:

a) Employees who, on May 1st of each year, have not completed one (1) year of continuous service for their employer shall be entitled to a vacation with pay in pursuance of the provisions of Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission.

b) Les salariés qui, au 1er mai de l'année, ont complété une (1) année de service continu pour leur employeur, auront droit à une (1) semaine de vacances payées, à raison de deux pour cent (2%) de la rémunération totale pour la période de douze (12) mois se terminant avec la dernière période de paye antérieure au 1er mai de ladite année.

c) Les salariés qui, au 1er mai de l'année, ont complété cinq (5) années de service continu pour leur employeur, auront droit à deux (2) semaines de vacances payées, à raison de quatre pour cent (4%) de la rémunération totale pour la période de douze (12) mois se terminant avec la dernière période de paye antérieure au 1er mai de ladite année.

d) La période régulière de vacances sera fixée par entente mutuelle entre l'employé et l'employeur. Cependant les vacances doivent être prises dans l'année courante.

e) Si les vacances payées sont pour une période de deux semaines, ces deux semaines ne seront pas nécessairement consécutives. Si les besoins de la production l'exigent, l'employeur pourra demander au salarié de prendre une semaine de vacances payées à une date déterminée et l'autre semaine à une autre date déterminée, ceci par entente entre le salarié et l'employeur. Toutefois, les stipulations du paragraphe précédente s'appliqueront aux dates ainsi choisies.

f) Le salarié qui quitte le service de son employeur avant la période régulière de vacances, recevra l'indemnité prévue dans l'Ordonnance numéro 3 de la Commission du Salaire Minimum. Si ce salarié a plus de cinq (5) ans de service continu pour le même employeur, le chiffre de deux pour cent (2%) stipulé dans l'Ordonnance numéro 3 de la Commission mentionnée ci-avant sera porté à quatre pour cent (4%).

VIII. *Congés spéciaux:* a) Tout employé ayant un (1) an de service continu du plus pour le même employeur a droit à trois (3) jours de congé payé:

- i. Lors de son mariage;
- ii. Lors du décès de son conjoint, père, mère ou d'un de ses enfants. Ces jours pourront s'ajouter aux vacances payées.

b) Tout employé ayant six (6) mois de service ou plus pour le même employeur a droit à un (1) jour de congé payé:

- i. Lors de la naissance d'une de ses enfants;
- ii. Lors du mariage d'un de ses enfants, frère ou sœur;
- iii. Lors du décès de ses grand-parents, beaux-parents, frère, sœur, beau-frère, belle-sœur.

Ce congé ne sera payé toutefois que si l'employé assiste aux funérailles. Le « jour de congé » accordé en ces occasions ne pourra pas s'accumuler aux vacances payées.

IX. *Ancienneté:* a) L'ancienneté est la durée de service continu d'un employé pour le même employeur.

b) L'ancienneté sera établie après une période de probation de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrables continus et comptera de la date d'engagement.

c) Un employé perdra son ancienneté et interrompra son service continu pour les raisons suivantes:

- i. Démission;
- ii. Renvoi pour cause;
- iii. Absence à son travail deux (2) jours et plus sans permission.

b) Employees who, on May 1st of each year, have completed one (1) year of continuous service for their employer, shall be entitled to one (1) week of vacation with pay, at the rate of two per cent (2%) of the total remuneration for the twelve-month period ending with the least pay period prior to May 1st of the said year.

c) Employees who, on May 1st of each year, have completed five (5) years of continuous service for their employer, shall be entitled to two (2) weeks of vacation with pay at the rate of four per cent (4%) of the total remuneration for the twelve-month period ending with the last pay period prior to May 1st of the said year.

d) The regular vacation period shall be determined by mutual agreement between the employee and the employer. However, vacations must be taken in the current year.

e) Should vacations with pay extend over a period of two weeks, such two weeks need not necessarily be continuous. Should production needs so require, employers may ask their employees to take of one week of vacation at one date and the other week at another date both dates being determined by agreement between the employee and the employer. However, the provisions of the foregoing paragraphs shall apply to the dates so chosen or determined.

f) Employees who leave the service of their employer before the regular period of vacation shall be paid the vacation pay as determined by the Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission. Should such employees have more than five (5) years of continuous service for the same employer, the two per cent (2%) figure mentioned in Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission shall be increased to four per cent (4%).

VIII. *Special holidays:* a) Every employee with one (1) year of continuous service or more for the same employer shall be entitled to three (3) holidays with pay:

- i. At the time of his marriage;
- ii. Upon the decease of his wife or husband or father or mother or of one of his children. Such days may be added to the vacation with pay period.

b) Every employee with six (6) months of service or more for the same employer shall be entitled to one (1) day off:

- i. On the occasion of the birth of one of his children;
- ii. On the occasion of the marriage of one of his children, brothers or sisters;
- iii. On the occasion of the decease of one of his grandparents, of his father or mother-in-law, brothers, sisters, brother-in-law, sister-in-law.

However, such holiday shall only be paid if the employee attends the funeral services. The day off granted on such occasions cannot be added to the vacations with pay.

IX. *Seniority:* a) Seniority shall be the duration of continuous service of an employee for the same employer.

b) Seniority shall be established after a probation period of ninety (90) continuous working days and shall count from the date of employment.

c) Seniority may be lost and the continuous service may be interrupted for the following reasons:

- i. Resignation;
- ii. Justified dismissal;
- iii. Absence from work for two (2) or more days without permission.

X. Mises-à-pied et réengagements: a) Dans le cas d'une réduction du nombre de salariés à cause d'un manque de travail, les salariés de moins de six (6) mois de service continu seront les premiers congédiés, à moins d'être un employé spécialisé.

b) Dans le cas de mises-à-pied et réengagements, les facteurs suivants seront considérés: la durée de service continu (ancienneté) pour l'employeur et la qualification du salarié. Si les qualifications sont jugées égales, la durée de service ou ancienneté sera le facteur déterminant.

c) L'employeur donnera aux salariés mis à pied une semaine de préavis, excepté les employés congédiés pour vol, grossière indécence, usage de boissons alcooliques ou drogues, ou manque d'assiduité au travail.

XI. Devoirs de juré: Les salariés appelés à servir comme jurés doivent recevoir la différence entre le salaire qu'ils auraient normalement gagné pour leur travail régulier durant leur absence dans cette fonction, et le montant qu'ils auront reçu pour la période de cette absence.

XII. Pas de grève ni de contre-grève: L'association s'engage à ce qu'il n'y ait pas de grève sur le tas, ni de ralentissement de travail, complet ou partiel pendant la durée du décret.

L'employeur s'engage pendant la même période à ce qu'il n'y ait pas de contre-grève, ni « lock-out ».

XIII. Privilèges: Les privilèges accordés volontairement dans le passé par l'employeur à ses employés ne seront pas diminués ni enrayés.

XIV. Durée du décret: Le décret demeurera en vigueur pour une période de trois (3) ans, soit jusqu'au 31 décembre 1965 inclusivement.

Les parties conviennent qu'elles peuvent se rencontrer en tout temps avant la fin du décret pour négocier une autre convention plus avantageuse.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 septembre 1962. 639-o

Avis de modification
Construction — Duplessis

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention Collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district électoral de Duplessis, rendue obligatoire par le décret numéro 2218 du 9 novembre 1961, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

X. Dismissals and re-employments: a) Should the number of employees be reduced because of lack of work, employees with less than six (6) months of continuous service shall be dismissed first unless they be specialized employees.

b) In cases of dismissals and re-employments, the following shall be taken into consideration: the duration of continuous service (seniority), for the employer and the qualification of the employee. Should the qualifications be deemed to be equal, the duration of service or seniority shall be the determining factor.

c) Before dismissing an employee, the employer shall give one week's notice except in the case of employees dismissed for one of the following reasons: theft, indecency, use of alcoholic liquor or drugs, or absenteeism.

XI. Jury duty: Employees called for jury duty shall be paid the difference between the wages which they would normally have received in the execution of their regular work and the amount paid to them for the period of absence.

XII. No strike or lock-out: The Association agrees not to engage in any strike or complete or partial slow down for the entire duration of the decree.

The employer agrees for the same period not to engage in any lock-out.

XIII. Privileges: Privileges willingly granted in the past by the employer to his employees shall neither be reduced nor discontinued.

XIV. Duration of the decree: The decree shall remain in force for a period of three (3) years ending December 31, 1965 inclusively.

The parties agree to meet at any time before the expiration of the decree to negotiate another more advantageous agreement.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 22, 1962. 639-o

Notice of amendment
Construction — Duplessis

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the electoral district of Duplessis, rendered obligatory by decree number 2218 of November 9, 1961, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree:

1° Les mots « et des plâtriers » apparaissant à la fin du paragraphe « n » de l'article I seront remplacés par les suivants:

« des plâtriers et des ouvriers préposés aux coulis de béton de ciment ».

2° L'item suivant sera ajouté après celui de « Charpentier-menuisier » apparaissant au paragraphe « a » de l'article IV:

	Salaire horaire	
	Zones	
	I	II
« Charpentier..... »	\$1.95	\$1.85»

3° Le paragraphe « a)1 » de l'article XV sera remplacé par le suivant:

« XV. Dispositions relatives à l'apprentissage: a)1. Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ci-après mentionnés ne peut commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans révolus ou plus de 30 ans. »

4° L'alinéa suivant sera ajouté à la fin du paragraphe « c)1 » de l'article XV:

« Pour ce qui est du métier de charpentier-menuisier ou celui de charpentier, un employeur ne peut utiliser les services de plus d'un (1) apprenti par cinq (5) compagnons. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 22 septembre 1962. 639-0

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Automobile du Comté de Drummond, établi en exécution du décret numéro 102 du 31 janvier 1957 et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1496 du 12 septembre 1962, section « F », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941; chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivants la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1962 au 30 septembre 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$54.60 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité

1. The words "and plasterers" appearing at the end of paragraph "n" of article I will be replaced by the following:

"plasterers and cement concrete grouting employees".

2. The following item will be added after that of "Carpenter-joiner" appearing in paragraph "a" of article IV:

	Hourly rates	
	Zones	
	I	II
"Carpenter....."	\$1.95	\$1.85"

3. Paragraph "a)1" of article XV will be replaced by the following:

"XV. Provisions concerning apprenticeship: a) 1. No apprentice, in any one of the building trades hereinafter mentioned, shall begin his apprenticeship before he has reached the age of 16 or passed that of 30 years old."

4. The following sub-paragraph will be added at the end of paragraph "c)1" of article XV:

"As regards the trades of carpenter-joiner or carpenter, no employer may hire more than one (1) apprentice to five (5) journeymen."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notices in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 22, 1962. 639-0

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County formed under decree number 102 of January 31, 1957, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1496 of September 12, 1962, section "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments, upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy extends from October 1, 1962 to September 30, 1963, this levy shall be established as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 102, and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 102, and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. \$54.60 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 102, and amendments shall pay to the

paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné des cotisations de l'employeur professionnel et celles de ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du Comté de Drummond, pour la période comprise entre le 1er octobre 1962 et le 30 septembre 1963.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DU COMTÉ DE DRUMMOND

Siège social: Drummondville, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1962 et le 30 septembre 1963.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$3,700.00
Artisans.....	2,000.00
Salariés.....	3,700.00
Honoraires d'exams.....	200.00
	\$9,600.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire.....	\$1,200.00
Inspecteur.....	3,120.00
Frais de déplacements:	
Inspecteur.....	1,820.00
Administration.....	1,300.00
Loyer de bureau.....	240.00
Frais légaux.....	500.00
Papeterie, timbres, téléphone.....	300.00
Vérification des livres.....	120.00

Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms on which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given.

The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the particulars required, he will be given five (5) days' notice the fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County, for the period between October 1, 1962 and September 30, 1963.

THE PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF DRUMMOND COUNTY

Head office: Drummondville, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 1, 1962 to September 30, 1963.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$3,700.00
Artisans.....	2,000.00
Employees.....	3,700.00
Examination fees.....	200.00
	\$9,600.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary.....	\$1,200.00
Inspector.....	3,120.00
Travelling expenses:	
Inspector.....	1,820.00
Administration.....	1,300.00
Office rent.....	240.00
Legal charges.....	500.00
Stationery, stamps, telephone.....	300.00
Audition.....	120.00

Assurances et frais de cautionnement	\$ 240.00
Jetons de présence aux membres du Comité	360.00
Bureau d'examineurs	400.00
	\$9,600.00

Insurance and fidelity bond	\$ 240.00
Committee members attendance fees	360.00
Board of examiners	400.00
	\$9,600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 septembre 1962. 639-0

Department of Labour,
Quebec, September 22, 1962. 639-0

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, établi en exécution du décret numéro 758 du 19 juillet 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1496 du 12 septembre 1962, section « E », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 22 septembre 1962 au 22 septembre 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$46.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec Jurisdiction, formed under decree number 758 of July 19, 1951, has been authorized a by-law approved by Order in Council number 1496 of September 12, 1962, section "E" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from September 22, 1962, to September 22, 1963; such levy is laid off as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen; i.e. \$46.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, pour la période comprise entre le 22 septembre 1962 et le 22 septembre 1963.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON, JURIDICTION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 22 septembre 1962 et le 22 septembre 1963.

Recettes:

Cotisations (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels	\$3,425.00
Salariés	3,425.00
Artisans	150.00
	\$7,000.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	\$1,300.00
Inspecteur	1,900.00
Frais de déplacement (inspecteur) ..	1,100.00
Frais légaux	500.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégrammes	450.00
Vérification des livres	100.00
Assurance et frais de cautionnement ..	50.00
Frais de déplacement du président et des membres du Comité	1,000.00
Jetons de présence aux membres du Comité	300.00
Dépenses diverses et imprévues	300.00
	\$7,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 septembre 1962. 639-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec, établi en exécution du décret numéro 505 du 7 mai 1952, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1496 du 12 septembre 1962, section « G », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionné:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1962 au 30 septembre 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 505 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% du salaire total payé à leurs salariés régis par le décret, y compris bonis, allocations et commission.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec, Jurisdiction, for the period between September 22, 1962, September 22, 1963.

THE PARITY COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY, QUEBEC JURISDICTION

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 22, 1962, and September 22, 1963.

Receipts:

Assessments (1/2 of 1%):

Professional employers	\$3,425.00
Employees	3,425.00
Artisans	150.00
	\$7,000.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary	\$1,300.00
Inspector	1,900.00
Travelling expenses (inspector)	1,100.00
Legal fees	500.00
Stationery, printing, postage, telephone, telegrams	450.00
Audition	100.00
Insurance and Fidelity Bond	50.00
Travelling expenses of Chairman and members	1,000.00
Attendance fees to members of Committee	300.00
Miscellaneous and unforeseen expenses ..	300.00
	\$7,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 22, 1962. 639-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, established under decree number 505 of May 7, 1952 has been authorized by by-law approved by Order in Council number 1496 of September 12, 1962, section "G", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from October 1, 1962 to September 30, 1963; the levy shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree number 505 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of the total wages paid to their employees governed by the decree, including bonuses, allowances and commissions.

b) Les salariés régis par le décret numéro 505 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur salaire total, y compris bonis, allocations et commission.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé devant témoin et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1962 et le 30 juin 1963.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1962 et le 30 juin 1963.

Estimé des gages pour l'année: \$20,250,000.00

Recettes:

Cotisations (1/5 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$40,500.00
Salariés.....	40,500.00
Revenus divers.....	3,500.00

Déboursés: \$84,500.00

Salaires:

Employés.....	\$36,000.00
Secrétaire.....	6,000.00

Frais de vérification..... 800.00

Frais de voyage:

Délégués.....	20,000.00
Inspecteurs.....	6,700.00

Loyer..... 2,700.00

Taxes d'eau et d'affaires..... 250.00

Frais légaux..... 3,600.00

Timbres-poste..... 1,100.00

Téléphone et télégrammes..... 360.00

Frais bancaires..... 600.00

Assurance chômage..... 420.00

Dépréciation..... 1,500.00

Papeterie et impressions..... 2,000.00

Frais généraux..... 950.00

Assurance groupe..... 600.00

Mauvaises créances..... 350.00

Assurance fidéjussion..... 105.00

\$84,035.00

Surplus prévu..... 465.00

\$84,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 septembre 1962.

639-o

b) The employees governed by the said decree, number 505 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of their total wages, including bonuses, allowances and commissions.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms which shall be filled according to the by-laws of the Committee. The professional employer shall see to it that these reports be forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and witnessed before it is sent to the Parity Committee no later than fifteen (15) days after the expiration of the period for which it is exigible.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Joint Committee, shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, for the period extending from July 1, 1962 to June 30, 1963.

JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE INDUSTRY OF QUEBEC

Estimated budget for the period extending from July 1, 1962 to June 30, 1963.

Estimate of Annual Wages: \$20,250,000.00

Receipts:

Assessment (1/5 of 1%):	
Professional employers.....	\$40,500.00
Employees.....	40,500.00
Miscellaneous.....	3,500.00

Disbursements: \$84,500.00

Salaries:

Employees.....	\$36,000.00
Secretary.....	6,000.00

Audition..... 800.00

Travelling expenses:

Representatives.....	20,000.00
Inspectors.....	6,700.00

Rent..... 2,700.00

Water and Business Taxes..... 250.00

Legal fees..... 3,600.00

Postage..... 1,100.00

Telephone and telegrams..... 360.00

Bank charges..... 600.00

Unemployment insurance..... 420.00

Depreciation..... 1,500.00

Stationary and printing..... 2,000.00

General expenses..... 950.00

Group insurance..... 600.00

Bad debts..... 350.00

Fidelity bond..... 105.00

\$84,035.00

Estimated Surplus..... 465.00

\$84,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 22, 1962.

639-o

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, 30 août 1962.

M. Yves Leduc, avocat et conseil en loi de la Reine, de Verdun, nommé, en vertu des articles 267 et 268 de la Loi des tribunaux judiciaires, à compter du 1er septembre 1962, juge de district en chef adjoint, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, et pour agir, dans la province, selon l'article 21 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la cité de Montréal ou le voisinage immédiat, ledit M. Yves Leduc, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de district en chef adjoint, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 1er septembre 1962, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 19 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

613-0

Appointment

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by commission under the Great seal of the Province, to make the following appointment:

Quebec, August 30, 1962.

Mr. Yves Leduc, advocate and Queen's Counsel, of Verdun, appointed, under sections 267 and 268 of the Courts of Justice Act, from and after September 1, 1962, Associate Chief District Judge, with jurisdiction in the entire province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Montreal, and to act, in the Province, in accordance with section 21 of act 1-2 Elizabeth II, chapter 29, as district Judge, with respect to the jurisdictions conferred by the acts of the Parliament of Canada upon district magistrates, whether such jurisdictions be conferred under the title of "magistrate" or that of "district magistrate", with residence in the city of Montreal or the immediate vicinity, the said Mr. Yves Leduc, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Associate Chief District Judge, being authorized to exercise, under the authority of paragraph (b) of section 466 of the Criminal Code, from and after September 1, 1962, the jurisdiction of a magistrate under part XVI of said Criminal Code.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 19, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

613

Proclamations

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT.

L'Assistant-procureur général adjoint, P. FRENETTE. **A**TTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de la section II de la Loi des paroisses et fabriques (Statuts refondus, 1941, chapitre 308), pour le diocèse catholique romain de Saint-Germain de Rimouski, a, sous l'autorité des dispositions de l'article 18 de ladite loi, transmis au lieutenant-gouverneur en conseil le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 17 avril 1962, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de Saint-Eugène-de-Ladrière;

ATTENDU QUE le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis par les dispositions de l'article 17 de la Loi des paroisses et fabriques, il n'a été déposé, à son bureau, dans le délai prescrit, aucune

Proclamations

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

P. FRENETTE, *Assistant Deputy Attorney General.* **W**HEREAS the Secretary of the Commissioners duly appointed for the purposes of section II of the Parish and Fabrique Act (Revised Statutes 1941, chapter 308), for the Roman Catholic diocese of Saint-Germain de Rimouski, under the authority of the provisions of article 18 of the said Act, has transferred to the Lieutenant-Governor in Council the decree of the ecclesiastical authority of the said diocese, dated April 17, 1962, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the parish of Saint-Eugène-de-Ladrière;

WHEREAS the Secretary of the said Commissioners has, moreover, transferred a certificate testifying that, after the publication of this decree and of the notice required by the provisions of article 17, of the Parish and Fabrique Act, there has not been deposited with his office

opposition à la reconnaissance de ce décret canonique pour les fins civiles;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par cette loi ont été remplies, et qu'il y a lieu d'émettre une proclamation pour l'érection civile de cette paroisse;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1375, en date du 22 août 1962, et conformément aux dispositions de la Loi des paroisses et fabriques, Nous avons confirmé, établi et reconnu et, par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse de Saint-Eugène-de-Ladrière, dans le diocèse catholique romain de Saint-Germain de Rimouski, comme suit, à savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie de Nicolas Rioux, comprenant les rangs IV et V du cadastre officiel de la paroisse de St-Fabien et une partie non divisée de ladite seigneurie, ainsi que les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle nord du lot 595 du cadastre officiel de la paroisse de St-Fabien; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne extérieure nord-est de la seigneurie Nicolas Rioux jusqu'au coin est de ladite seigneurie, étant aussi le coin nord du canton de Chénier; la ligne séparant ledit canton de ladite seigneurie jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 685 du susdit cadastre officiel; ledit prolongement, ladite ligne et la ligne sud-ouest du lot 503 prolongée jusqu'à l'axe du Lac Pichemin; ledit axe dudit lac jusqu'au prolongement d'un tronçon d'une ligne brisée divisant les rangs III et IV, ladite ligne divisant lesdits rangs jusqu'au point de départ.

Et Nous avons ordonné et déclaré et, par les présentes, ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Eugène-de-Ladrière, dans le diocèse catholique romain de Saint-Germain de Rimouski, ci-haut décrite, sera une paroisse pour toutes les fins civiles.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce sixième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

613-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi,

any opposition to the recognition of the said canonical decree for civil purposes within the delay as granted by law;

WHEREAS the formalities prescribed by this act have been fulfilled, and it is deemed expedient to issue a proclamation for the civil erection of this parish.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1375 dated August 22, 1962, and in accordance with the provisions of the Parish and Fabrique Act, We have confirmed established and acknowledged and, by these presents, confirm, establish and acknowledge the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Saint-Eugène-de-Ladrière, the Roman Catholic diocese of Saint-Germain de Rimouski, as follows, to wit:

A territory situated in the seigniorie of Nicolas Rioux, including ranges IV and V of the official cadaster for the parish of St-Fabien and an undivided part of the said seigniorie, as well as the roads, rivers, lakes, water-courses or part thereof, enclosed within the following limits, to wit: starting from the summit of the north angle of lot 595 of the official cadaster of the parish of St-Fabien; thence, successively, the following lines and demarcations: the northeast outside line of the seigniorie of Nicolas Rioux, to the east corner of the said seigniorie, being also the north corner of the township of Chénier; the line dividing the said township of the said seigniorie to the extension of the southwest line of lot 685 of the above mentioned official cadaster; the said extension, the said line and the southwest line of lot 503, extended to the axis of Lake Pichemin; the said axis of the said lake to the extension of a piece of a broken line dividing ranges III and IV, the said line dividing the said ranges to the starting point.

And We have ordained and declared and, by these presents, order and declare that the parish of Saint-Eugène-de-Ladrière, in the Roman Catholic diocese of Saint-Germain de Rimouski, described as abovesaid, shall be a parish for all civil purposes.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixth day of September, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-two and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

613

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

L'Assistant-procureur
général adjoint,
P. FRENETTE.

{ ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Léry, comté de Châteauguay, a sou-

mis, pour approbation son règlement numéro 72 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Châteauguay;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la ville de Châteauguay, par son règlement numéro 202, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la ville de Léry;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 19 juillet 1962, portant le numéro 1190, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes et des articles 3 à 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17). Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de la ville de Léry, sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Châteauguay.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, c.p., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

613-o

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy
Attorney General.

{ WHEREAS the municipal Council of the town of Léry, county of Châteauguay, has submitted, for approval, its by-law number 72 in order to bring the territory of this municipality under the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Châteauguay;

WHEREAS the municipal Council of the town of Châteauguay, by its by-law number 202 agreed to by the terms of said by-law adopted by the municipal Council of the town of de Léry;

WHEREAS under the authority of section 7 of the Municipal Courts' Act (Revised Statutes 1941, chapter 17), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval of these by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated July 19, 1962, bearing number 1190, and in view of the provisions of section 693 to 697 of the Cities and Towns Act and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts' Act (Revised Statutes 1941, chapter 17), We have enacted and do enact that from and after thirty-one days following the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the territory of the municipality of the town of de Léry will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Châteauguay.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable PAUL COMTOIS, p.c., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eleventh day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-two, in the eleventh year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

613-o

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, Queen of the United Kingdom, of Canada and Her other Realms and Territories, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec and to have their advice, expresses in Parliament;

À CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la Province pour le huit janvier prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, c.p., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-neuf septembre, l'an de grâce mil neuf cent soixante-deux et de Notre règne le onzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,

(Signé) ANTOINE LEMIEUX.

682-38-16-o

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

À CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes que, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous avons ce jour donné des ordres pour l'émission de brefs d'élection en due forme afin de constituer une nouvelle Assemblée législative de ladite province, lesquels brefs d'élection seront tous datés du 19 septembre 1962 et devront être rapportés avant le 20 décembre 1962, la présentation des candidats à l'élection devant avoir lieu et se faire le trente-et-un octobre 1962 dans tous les districts électoraux; et le scrutin, quand il sera nécessaire d'en tenir un, devra avoir lieu le quatorze novembre 1962 dans tous les districts électoraux.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, c.p., lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-neuf septembre, l'an de grâce mil neuf cent soixante-deux et de Notre règne le onzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,

(Signé) ANTOINE LEMIEUX.

683-o

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We do hereby convene a new Legislature of the Province for the eighth day of January next, and do command and order the members thereof to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given in Our Government House, at Quebec, this nineteenth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-two and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,

Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

682-38-16

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec, and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, We do hereby make it known that, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We have, this day, given orders for issuing Election Writs in due form, for constituting a new Legislative Assembly of the said Province, which Election Writs are all to bear date the 19th day of September, 1962, and be returned before December 20, 1962, the nomination of candidates at the election to be held and take place on the thirty-first day of October, 1962, in all the electoral districts; and the holding of the polls to take place and be held on the fourteenth day of November, 1962, in all the electoral districts.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given in Our Parliament Buildings, in Quebec, this nineteenth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-two, and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,

Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

683

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, ainsi qu'à tous ceux que les présentes peuvent concerner,

SALUT.

ATTENDU que sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous avons jugé à propos de dissoudre la présente législature de ladite Province;

À CES CAUSES, Nous dissolvons par les présentes ladite législature de la province de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, c.p., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-neuf septembre, l'an de grâce mil neuf cent soixante-deux et de Notre règne le onzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
(Signé) ANTOINE LEMIEUX.

683-o

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, Queen of the United Kingdom, of Canada and other Realms and Territories, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful councillors, the members of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, so to all whom hereby may concern.

GREETING.

WHEREAS We have thought fit, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, to dissolve the present Legislature of the said Province;

THEREFORE, We do hereby dissolve the said Legislature of the Province of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, p.c., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given in Our Government House, at Quebec, this nineteenth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-two in the eleventh year of Our Reign.

By command,

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

683

Soumissions

La commission des écoles catholiques de Hull

Comté de Hull

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lucien Laverdure, secrétaire-trésorier, 122, rue St-Laurent, Hull, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 10 octobre 1962, pour l'achat de \$765,000 d'obligations de la commission des écoles catholiques de Hull, comté de Hull, datées du 1er novembre 1962 et remboursables par séries du 1er novembre 1963 au 1er novembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 11 juillet 1962 — telle que modifiée — construction d'une école élémentaire de 26 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$765,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1963.....x	\$ 79,000
1er novembre 1964.....x	84,000
1er novembre 1965.....x	89,000

Tenders

The catholic school commission of Hull

County of Hull

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lucien Laverdure, secretary-treasurer, 122, St-Laurent Street, Hull, until 7:30 o'clock p.m., on Wednesday, October 10, 1962, for the purchase of an issue of \$765,000 of bonds for the Catholic school commission of Hull, county of Hull, dated November 1, 1962, and redeemable serially from November 1, 1963 to November 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated July 11, 1962 — as modified — construction of a 26-class elementary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$765,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1963.....x	\$ 79,000
November 1, 1964.....x	84,000
November 1, 1965.....x	89,000

1er novembre 1966.....	x \$ 94,000
1er novembre 1967.....	x 100,000
1er novembre 1968.....	14,000
1er novembre 1969.....	15,000
1er novembre 1970.....	15,000
1er novembre 1971.....	16,000
1er novembre 1972.....	17,000
1er novembre 1973.....	18,000
1er novembre 1974.....	19,000
1er novembre 1975.....	21,000
1er novembre 1976.....	22,000
1er novembre 1977.....	23,000
1er novembre 1978.....	25,000
1er novembre 1979.....	26,000
1er novembre 1980.....	28,000
1er novembre 1981.....	29,000
1er novembre 1982.....	31,000

November 1, 1966.....	x \$ 94,000
November 1, 1967.....	x 100,000
November 1, 1968.....	14,000
November 1, 1969.....	15,000
November 1, 1970.....	15,000
November 1, 1971.....	16,000
November 1, 1972.....	17,000
November 1, 1973.....	18,000
November 1, 1974.....	19,000
November 1, 1975.....	21,000
November 1, 1976.....	22,000
November 1, 1977.....	23,000
November 1, 1978.....	25,000
November 1, 1979.....	26,000
November 1, 1980.....	28,000
November 1, 1981.....	29,000
November 1, 1982.....	31,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$460,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$92,000 chacun, de 1963 à 1967 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull, comté de Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 10 octobre 1962 à 7.30 heures du soir, 122, rue St-Laurent, Hull, comté de Hull.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull, (Comté de Hull), ce 14 septembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,

LUCIEN LAVERDURE.

122, rue St-Laurent, Hull, (Hull), P.Q.

Téléphone: PProvince-1-8303.

649-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Laval-des-Rapides Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Jasmin, secrétaire-trésorier, 398, rue Laurier, Laval-des-Rapides, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 11 octobre 1962, pour l'achat de \$90,000 d'obligations de la commission scolaire de la ville de Laval-des-Rapides, comté de Laval, datées du 1er novembre 1962 et remboursables par séries du 1er novembre 1963 au 1er novembre 1972 inclusivement, avec

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$460,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$92,000 each, from 1963 to 1967 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hull, county of Hull.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto and Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Wednesday, October 10, 1962, at 7:30 o'clock p.m., at 122, St-Laurent Street, Hull, county of Hull.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Hull, (County of Hull), September 14, 1962.

LUCIEN LAVERDURE,

Secretary-Treasurer.

122, St-Laurent Street, Hull, (Hull), P.Q.

Téléphone: PProvince-1-8303.

649

The school commissioners for the municipality of the town of Laval-des-Rapides County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roland Jasmin, secretary-treasurer, 398, Laurier Street, Laval-des-Rapides, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m., on Thursday, October 11, 1962, for the purchase of an issue of \$90,000 of bonds for the school commission for the town of Laval-des-Rapides, county of Laval, dated November 1, 1962, and redeemable serially from November 1, 1963 to November 1, 1972 inclusively, with

intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement le 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 18 juin 1962 — telle que modifiée — construction d'une résidence pour les religieuses.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$90,000 — 10 ans

Année	Capital
1er novembre 1963.....x	\$24,000
1er novembre 1964.....x	25,000
1er novembre 1965.....	4,000
1er novembre 1966.....	4,500
1er novembre 1967.....	4,500
1er novembre 1968.....	5,000
1er novembre 1969.....	5,500
1er novembre 1970.....	5,500
1er novembre 1971.....	6,000
1er novembre 1972.....	6,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$45,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en deux versements de \$22,500 chacun, en 1963 et 1964, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval-des-Rapides, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 11 octobre 1962 à 8 heures du soir, 398, rue Laurier, Laval-des-Rapides, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval-des-Rapides, (Comté de Laval), ce 17 septembre 1962.

Le Secrétaire-Trésorier,
ROLAND JASMIN.

398, rue Laurier,
Laval-des-Rapides, (Laval), P.Q.,
Téléphone: MU-1-1148. 650-0

Ville de Beloeil
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul R. Choquette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 111, rue l'Hôtel de Ville, Beloeil, comté de Verchères, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 9 octobre 1962, pour l'achat de \$449,500 d'obligations de la ville de Beloeil, comté de Verchères, datées du 1er novembre 1962 et remboursables par séries du 1er novembre 1963 au 1er novembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non

interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated June 18, 1962 — as modified — construction of a residence for the nuns.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$90,000 — 10 years

Year	Capital
November 1, 1963.....x	\$24,000
November 1, 1964.....x	25,000
November 1, 1965.....	4,000
November 1, 1966.....	4,500
November 1, 1967.....	4,500
November 1, 1968.....	5,000
November 1, 1969.....	5,500
November 1, 1970.....	5,500
November 1, 1971.....	6,000
November 1, 1972.....	6,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$45,000 granted by the Provincial Government and payable in two instalments of \$22,500 each, in 1963 and 1964, will be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laval-des-Rapides, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Thursday, October 11, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at 398, Laurier Street, Laval-des-Rapides, county of Laval.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval-des-Rapides, (County of Laval), September 17, 1962.

ROLAND JASMIN,
Secretary-Treasurer.

398, Laurier Street,
Laval-des-Rapides, (Laval), P.Q.,
Téléphone: MU-1-1148. 650

Town of Beloeil
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul R. Choquette, secretary-treasurer, Town Hall, 111 Town Hall Street, county of Verchères, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, October 9, 1962, for the purchase of an issue of \$449,500 of bonds for the town of Beloeil, county of Verchères, dated November 1, 1962, and redeemable serially from November 1, 1963 to November 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than

inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 194: \$77,500 — travaux d'aqueduc et d'égouts; 196: \$28,500 — travaux d'aqueduc et d'égouts; 201: \$21,500 — travaux de voirie; 205: \$322,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts, trottoirs, pavage, éclairage, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$449,500 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1963	\$15,000
1er novembre 1964	15,000
1er novembre 1965	15,500
1er novembre 1966	16,500
1er novembre 1967	16,500
1er novembre 1968	18,000
1er novembre 1969	18,500
1er novembre 1970	19,000
1er novembre 1971	20,000
1er novembre 1972	22,500
1er novembre 1973	23,000
1er novembre 1974	24,000
1er novembre 1975	24,500
1er novembre 1976	25,500
1er novembre 1977	27,000
1er novembre 1978	27,500
1er novembre 1979	28,500
1er novembre 1980	30,000
1er novembre 1981	31,500
1er novembre 1982	31,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beloeil, comté de Verchères.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 octobre 1962 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 111, rue l'Hôtel de Ville, Beloeil, comté de Verchères.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beloeil, (Comté de Verchères), ce 18 septembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL R. CHOQUETTE.

Hôtel de Ville, 111, rue l'Hôtel de Ville,
C.P. 6, Beloeil, (Verchères), P.Q.

Téléphone: 367-2835.

666-o

6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 194: \$77,500 — work on aqueduct and sewers; 196: \$28,500 — work on aqueduct and sewers; 201: \$21,500 — work on roads; 205: \$322,000 — work on aqueduct and sewers, sidewalks, pavements, lighting, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$449,500 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1963	\$15,000
November 1, 1964	15,000
November 1, 1965	15,500
November 1, 1966	16,500
November 1, 1967	16,500
November 1, 1968	18,000
November 1, 1969	18,500
November 1, 1970	19,000
November 1, 1971	20,000
November 1, 1972	22,500
November 1, 1973	23,000
November 1, 1974	24,000
November 1, 1975	24,500
November 1, 1976	25,500
November 1, 1977	27,000
November 1, 1978	27,500
November 1, 1979	28,500
November 1, 1980	30,000
November 1, 1981	31,500
November 1, 1982	31,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beloeil, county of Verchères.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, October 9, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 111, Town Hall Street, Beloeil, county of Verchères.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beloeil, (County of Verchères), September 18, 1962.

PAUL R. CHOQUETTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 111, Town Hall Street,
P.O.B. 6, Beloeil, (Verchères), P.Q.

Téléphone: 367-2835.

666

**Les commissaires d'écoles pour la
municipalité de Giffard
Comté de Québec**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges-E. Girardin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, à 2225, rue Deblois, Giffard, ou jusqu'à 8 heures du soir, Académie Ste-Christienne, 3335, rue Guimont, Giffard, (Québec), mardi, le 9 octobre 1962, pour l'achat de \$206,000, d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Giffard, comté de Québec, datées du 1er novembre 1962 et remboursables par séries du 1er novembre 1963 au 1er novembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 9 juillet 1962, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire de douze classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$206,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1963.....x	\$33,000
1er novembre 1964.....x	35,000
1er novembre 1965.....x	37,500
1er novembre 1966.....	3,500
1er novembre 1967.....	4,000
1er novembre 1968.....	4,000
1er novembre 1969.....	4,000
1er novembre 1970.....	4,500
1er novembre 1971.....	5,000
1er novembre 1972.....	5,000
1er novembre 1973.....	5,500
1er novembre 1974.....	5,500
1er novembre 1975.....	6,000
1er novembre 1976.....	6,500
1er novembre 1977.....	7,000
1er novembre 1978.....	7,000
1er novembre 1979.....	7,500
1er novembre 1980.....	8,000
1er novembre 1981.....	8,500
1er novembre 1982.....	9,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$108,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de \$36,000 chacun, de 1963 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

**The school commissioners for the
municipality of Giffard
County of Quebec**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges-E. Girardin, secretary-treasurer, until 7:30 o'clock p.m., at 2225, Deblois Street, Giffard, or until 8:00 o'clock p.m., Ste-Christienne Academy, 3335, Guimont Street, Giffard, (Quebec), Tuesday, October 9, 1962, for the purchase of an issue of \$206,000, of bonds for the school commissioners for the municipality of Giffard, county of Quebec, dated November 1, 1962, and redeemable serially from November 1, 1963 to November 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 9, 1962, as amended — construction of an elementary school of twelve classrooms.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$206,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1963.....x	\$33,000
November 1, 1964.....x	35,000
November 1, 1965.....x	37,500
November 1, 1966.....	3,500
November 1, 1967.....	4,000
November 1, 1968.....	4,000
November 1, 1969.....	4,000
November 1, 1970.....	4,500
November 1, 1971.....	5,000
November 1, 1972.....	5,000
November 1, 1973.....	5,500
November 1, 1974.....	5,500
November 1, 1975.....	6,000
November 1, 1976.....	6,500
November 1, 1977.....	7,000
November 1, 1978.....	7,000
November 1, 1979.....	7,500
November 1, 1980.....	8,000
November 1, 1981.....	8,500
November 1, 1982.....	9,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$108,000, granted by the Provincial Government and payable in three instalments of \$36,000 each, from 1963 to 1965 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauport, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 9 octobre 1962, à 8 heures du soir, en l'Académie Ste-Christienne, 3335, rue Guimont, Giffard, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Giffard, (Comté de Québec), ce 18 septembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES-E. GIRARDIN.

Adresse postale: 2225, rue Deblois,

Giffard, (Québec), P.Q.

Téléphone: 663-7240.

667-o

Cité de St-Laurent

Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Adrien Limoges, greffier, Hôtel de ville, 777 boulevard Laurentien, St-Laurent comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 8 heures p.m., vendredi, le 12 octobre 1962, pour l'achat de \$1,530,000 d'obligations de la cité de St-Laurent, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er novembre 1962 et remboursables par séries du 1er novembre 1963 au 1er novembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 346: \$980,000 — construction d'un poste de police et d'incendie, aménagement de terrains, achat d'appareils à incendie, etc.; 348: \$550,000 — travaux municipaux.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$1,530,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1963.....	\$ 43,000
1er novembre 1964.....	45,000
1er novembre 1965.....	47,000
1er novembre 1966.....	50,000
1er novembre 1967.....	54,000
1er novembre 1968.....	57,000
1er novembre 1969.....	60,000
1er novembre 1970.....	63,000
1er novembre 1971.....	66,000
1er novembre 1972.....	70,000
1er novembre 1973.....	75,000
1er novembre 1974.....	79,000
1er novembre 1975.....	84,000
1er novembre 1976.....	89,000
1er novembre 1977.....	93,000
1er novembre 1978.....	98,000
1er novembre 1979.....	104,000
1er novembre 1980.....	110,000
1er novembre 1981.....	118,000
1er novembre 1982.....	125,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, October 9, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the Ste-Christienne Academy, 3335, Guimont Street, Giffard, county of Quebec.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Giffard, (County of Quebec), September 18, 1962.

GEORGES-E. GIRARDIN,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 2225, Deblois,

Giffard, (Quebec), P.Q.

Telephone: 663-7240.

667

City of St-Laurent

County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Adrien Limoges, city clerk, City Hall, 777 Laurentien Boulevard, St-Laurent, county of Jacques-Cartier, until 8:00 o'clock p.m., on Friday, October 12, 1962, for the purchase of an issue of \$1,530,000 of bonds for the city of St-Laurent, county of Jacques-Cartier, dated November 1, 1962, and redeemable serially from November 1, 1963 to November 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 346: \$980,000 — construction of a police and fire station, setting up of lands, purchase of fire apparatus, etc.; 348: \$550,000 — municipal works.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$1,530,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1963.....	\$ 43,000
November 1, 1964.....	45,000
November 1, 1965.....	47,000
November 1, 1966.....	50,000
November 1, 1967.....	54,000
November 1, 1968.....	57,000
November 1, 1969.....	60,000
November 1, 1970.....	63,000
November 1, 1971.....	66,000
November 1, 1972.....	70,000
November 1, 1973.....	75,000
November 1, 1974.....	79,000
November 1, 1975.....	84,000
November 1, 1976.....	89,000
November 1, 1977.....	93,000
November 1, 1978.....	98,000
November 1, 1979.....	104,000
November 1, 1980.....	110,000
November 1, 1981.....	118,000
November 1, 1982.....	125,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Laurent, comté de Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue vendredi, le 12 octobre 1962 à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 777, boulevard Laurentien, St-Laurent, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Laurent, (Comté de Jacques-Cartier), ce 18 septembre 1962.

Le Greffier,

ADRIEN LIMOGES.

Hôtel de ville,

777, boulevard Laurentien,

St-Laurent, (Jacques-Cartier), P.Q.

Téléphone: RI-4-6411.

668-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sept-Îles

Comté de Duplessis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Michaud, secrétaire-trésorier, Sept-Îles, comté de Duplessis, jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 11 octobre 1962, pour l'achat de \$655,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sept-Îles, comté de Duplessis, datées du 1er novembre 1962 et remboursables par séries du 1er novembre 1963 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 26 juillet 1962 — construction de deux écoles élémentaires.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$655,000 — 15 ans

Année	Capital
1er novembre 1963	x \$ 92,000
1er novembre 1964	x 98,000
1er novembre 1965	x 104,000
1er novembre 1966	x 110,000
1er novembre 1967	17,000
1er novembre 1968	18,000
1er novembre 1969	19,000
1er novembre 1970	20,000
1er novembre 1971	21,000
1er novembre 1972	22,000
1er novembre 1973	24,000
1er novembre 1974	25,000
1er novembre 1975	27,000
1er novembre 1976	28,000
1er novembre 1977	30,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Laurent, county of Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Friday, October 12, 1962, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, 777, Laurentien Boulevard, St-Laurent, county of Jacques-Cartier.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Laurent, (County of Jacques-Cartier), September 18, 1962.

ADRIEN LIMOGES,

City Clerk.

City Hall,

777 Laurentien Boulevard,

St-Laurent, (Jacques-Cartier), P.Q.

Téléphone: RI-4-6411.

668

The school commisisoners for the municipality of Sept-Îles

County of Duplessis

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Claude Michaud, secretary-treasurer, Sept-Îles, county of Duplessis, until 8:00 o'clock p.m. on Thursday, October 11, 1962, for the purchase of an issue of \$655,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Sept-Îles, county of Duplessis, dated November 1, 1962, and redeemable serially from November 1, 1963 to November 1, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 26, 1962 — construction of two elementary schools.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$655,000 — 15 years

Year	Capital
November 1, 1963	x \$ 92,000
November 1, 1964	x 98,000
November 1, 1965	x 104,000
November 1, 1966	x 110,000
November 1, 1967	17,000
November 1, 1968	18,000
November 1, 1969	19,000
November 1, 1970	20,000
November 1, 1971	21,000
November 1, 1972	22,000
November 1, 1973	24,000
November 1, 1974	25,000
November 1, 1975	27,000
November 1, 1976	28,000
November 1, 1977	30,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$400,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de \$100,000 chacun, de 1963 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des deux termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sept-Îles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 11 octobre 1962, à 8 heures du soir, en l'école St-Paul, Sept-Îles, comté de Duplessis.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sept-Îles, (Comté de Duplessis), ce 18 septembre 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
CLAUDE MICHAUD.

Adresse postale: C.P. 640,
Sept-Îles, (Duplessis), P.Q.
Téléphone: 942-9741.

669-o

Cité de Chomedey

Comté de Laval

Correction

On est prié de noter que la cité de Chomedey, comté de Laval, ne recevra pas de soumissions le 2 octobre prochain, pour une émission de \$1,970,000 d'obligations. L'avis paru dans la *Gazette officielle de Québec* du 15 septembre 1962, à ce sujet, est annulé.

676-o

Cité de Jacques-Cartier

Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lucien Beauvais, greffier, Hôtel de Ville, 350 ouest, boulevard Curé Poirier, Jacques-Cartier, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 9 octobre 1962, pour l'achat de \$2,882,000 d'obligations de la cité de Jacques-Cartier, à fonds d'amortissement, datées du 1er novembre 1962 et échéant, soit le 1er novembre 1974, soit le 1er novembre 1977, ou soit le 1er novembre 1982, au choix; cependant, les soumissions ne devront être envoyées que pour un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi. Les obligations porteront intérêt à un taux de 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$400,000, granted by the Provincial Government and payable in four instalments of \$100,000 each, from 1963 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the two terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sept-Îles.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Thursday, October 11, 1962, at 8:00 o'clock p.m., in St-Paul School, Sept-Îles, county of Duplessis.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sept-Îles, (County of Duplessis), September 18, 1962.

CLAUDE MICHAUD,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O. Box 640,
Sept-Îles, (Duplessis), P.Q.
Telephone: 942-9741.

669

City of Chomedey

County of Laval

Correction

Please note that the city of Chomedey, county of Laval, will not receive bids on October 2, 1962, for a \$1,970,000 bond issue. The public notice which appeared in the *Quebec Official Gazette* of September 15, 1962, is thus cancelled.

676-o

City of Jacques-Cartier

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Lucien Beauvais, city clerk, City Hall, 350, Curé Poirier Boulevard West, Jacques-Cartier, county of Chambly, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, October 9, 1962, for the purchase of an issue of \$2,882,000 of bonds for the city of Jacques-Cartier, with sinking-fund dated November 1, 1962, and maturing either on November 1, 1974, November 1, 1977 or November 1, 1982, according to choice; however, the tenders may be forwarded for one of three terms only. The adjudication shall be made according to law. The bonds will carry interest at a rate of 6%, per annum, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year.

Règlements Nos: 262 — 2ème tranche de \$450,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts, etc.; 276 — 1ère tranche de \$150,000 — travaux de voirie; 304 — \$22,000 — travaux d'égouts; 312 — 1ère tranche de \$400,000 — travaux d'égouts; 316 — \$1,000,000 — acquisition de terrains pour fins industrielles; 320 — \$300,000 — travaux d'aqueduc; 321 — \$110,000 — travaux d'aqueduc; et 322 — \$450,000 — acquisition de terrains pour fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1962.

Le fonds d'amortissement créé pour le remboursement des \$2,882,000 d'obligations sera versé entre les mains du Ministère des Finances de la province à une annuité suffisante pour rembourser chacun des montants ci-dessus mentionnés et formant un total de \$2,882,000 durant les termes à courir pour chacun desdits règlements. Le solde renouvelable le 1er novembre 1974 sera d'environ \$2,000,000; le solde renouvelable le 1er novembre 1977 sera d'environ \$1,700,000; et le solde renouvelable le 1er novembre 1982 sera d'environ \$1,000,000.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jacques-Cartier, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 octobre 1962, à 8 heures p.m., Hôtel de Ville, 350 ouest, boulevard Curé Poirier, Jacques-Cartier, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jacques-Cartier, (Comté de Chambly), ce 19 septembre 1962.

Le Greffier,

LUCIEN BEAUVAIS.

Hôtel de Ville,

350 ouest, boulevard Curé Poirier,
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.,
Téléphone: OR-7-9451.

677-o

By-laws Nos. 262 — 2nd instalment of \$450,000 — work on aqueduct and in sewers, etc.; 276 — 1st instalment of \$150,000 — roadwork; 304 — \$22,000 — work in sewers; 312 — 1st instalment of \$400,000 — work in sewers; 316 — \$1,000,000 purchase of land for industrial purposes; 320 — \$300,000 — work on aqueduct; 321 — \$110,000 — work on aqueduct; and 322 — \$450,000 — purchase of land for industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1962.

The sinking-fund created for the repayment of \$2,882,000 in bonds will be put into the hands of the Department of Finance of the province at an annuity sufficient to repay each of the above-mentioned amounts, and forming a total of \$2,882,000 during the terms of payment for each of the said by-laws. The balance renewable on November 1, 1974, will be approximately \$2,000,000; the balance renewable on November 1, 1977 will be approximately \$1,700,000; the balance renewable on November 1, 1982 will be approximately \$1,000,000.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jacques-Cartier, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 9, 1962, at 8:00 o'clock p.m., City Hall, 350, Curé Poirier Boulevard, Jacques-Cartier, county of Chambly.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Jacques-Cartier, (County of Chambly), September 19, 1962.

LUCIEN BEAUVAIS,

City Clerk.

City Hall,

350, Curé Poirier Boulevard West,
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.,
Telephone: OR-7-9451.

677

Syndicat coopératif

Cooperative Syndicate

Caisse d'Économie V.M.S. Credit Union

Caisse d'Économie V.M.S. Credit Union

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 10e jour de septembre 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Caisse d'Économie V.M.S. Credit Union », et que ce document a été déposé dans les archives du secrétariat de la province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated the 10th day of September, 1962, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Caisse d'Économie V.M.S. Credit Union", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of said cooperative syndicate is located at Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, le 14 septembre 1962.

Quebec, September 14, 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

652-o

RAYMOND DOUVILLE.

652

Assistant Secretary of the Province.

Syndicat professionnel

Syndicat des Fonctionnaires Municipaux de la Cité de Shawinigan

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Fonctionnaires Municipaux de la Cité de Shawinigan », a été autorisée par le secrétaire de la province, le 31 août 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 453, 5ème Rue, Shawinigan.

Québec, le 6 septembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

653-0

RAYMOND DOUVILLE.

Professional Syndicate

Syndicat des Fonctionnaires Municipaux de la Cité de Shawinigan

(Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Fonctionnaires Municipaux de la Cité de Shawinigan", has been authorized by the Provincial Secretary, on August 31, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated at 453, 5th Street, Shawinigan.

Québec, September 6, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

653

Assistant Secretary of the Province.

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Vente d'effets non-réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de novembre 1961, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Express Company », à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Waddington Auction Sales, 128, rue King est, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le premier jour de novembre 1962, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Toronto, Ontario, le 17 septembre 1962.

Canadian Pacific Express Company,

Le Surintendant général,

655-38-6-o

K. H. NEWINGER.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Sale of Unclaimed Goods

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November, 1961, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company" at different points in the Province of Quebec will be sold at public auction to the highest bidder by Waddington Auction Sales, 128, King Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the forenoon, on the first day of November, 1962, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Toronto, Ontario, September 17, 1962.

Canadian Pacific Express Company,

K. H. NEWINGER,

655-38-6-o

General Superintendent.

Vente par licitation

Cousineau vs Lapointe-Cousineau

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, 553-723, Simon Cousineau, demandeur, vs Dame Charlotte Lapointe (Cousineau), personnellement et es-qualité, défenderesse, et Henri Lapointe et Mariette Lapointe, es-qual., défendeurs en reprise d'instance.

Avis de licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Jean St-Germain, le 29ième jour d'août 1962, dans une cause dans laquelle Simon Cousineau, rentier, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Dame Charlotte Lapointe (Cousineau), personnellement et es-qualité, défenderesse et Henri Lapointe et Mariette Lapointe es-qual., défendeurs par reprise d'instance, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

« Un emplacement ayant front sur la rue Dudemaine en la cité de Montréal, connu comme étant une partie du lot originaire numéro douze (Ptie 12) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, division d'enregistrement de Montréal, lequel emplacement mesure

Sale by Licitiation

Cousineau vs Lapointe-Cousineau

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, 553-723, Simon Cousineau, plaintiff, vs Mrs. Charlotte Lapointe (Cousineau), personally and es-quality, defendant, and Henri Lapointe and Mariette Lapointe, es-quality, defendants in reprise d'instance.

Notice of licitation

Notice is hereby given that in virtue of a judgement of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice Jean St-Germain, on the 29th day of August 1962, in a case in which Simon Cousineau, gentleman, of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Mrs. Charlotte Lapointe (Cousineau), personally and in his quality, defendant and Henri Lapointe and Mariette Lapointe, in his quality, defendants by reprise d'instance, ordering the licitation of the immovable described as follows:

« The emplacement fronting on Dudemaine Street, in the city of Montreal, known and designated as being a part of the original lot number twelve (Pt. 12) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Laurent, in the city of Montreal, registry division of

quatre-vingt-deux pieds (82') de largeur par une profondeur de quatre-vingt-douze pieds (92'), et contient en superficie sept mille cinq cent quarante-quatre pieds carrés (7,544'), mesure anglaise. Cette dite partie dudit lot numéro 12 est bornée en front, au sud-est, par ladite rue Dudemaine, lot numéro 12-66, au sud-ouest par le lot numéro 19-1703, au nord-ouest par les lots numéros 12-65 et 12-64, et au nord-est par les lots numéros 12-64 et 12-63, tous du même cadastre;

Avec une maison en bois lambrissée de pierre, à deux étages, et portant les numéros 4083 et 4085 de ladite rue Dudemaine, à Montréal.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-TROIS OCTOBRE 1962, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience numéro 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 8 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille cinq cents dollars (\$1,500.00) sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 12e jour de septembre 1962.

Les Procureurs du demandeur,

LAGANIÈRE, BÉLANGER

660-38-2-o

& TREMBLAY.

Montreal, the said emplacement measuring eighty-two feet (82') in width by ninety-two (92') feet in depth, containing in superficies seven thousand five hundred forty-four feet (7,544'), English measure. This said part of the said lot number 12 is bounded in front, on the south-east, by the said Dudemaine Street, lot number 12-66, on the south-west by lot number 19-1703, on the north-west by lots numbers 12-65 and 12-64, and on the north-east by lots numbers 12-64 and 12-63, all of the same cadastre.

With a two story wooden house, stone encased and bearing numbers 4083 and 4085 of the said Dudemaine Street, in Montreal.

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-THIRD day of OCTOBER 1962, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court Room number 31, in the Court House of Montreal or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 8 days following the adjudication; and failing the interest parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand five hundred dollars (\$1,500.00) shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Montreal, this 12th day of September 1962.

LAGANIÈRE, BÉLANGER

& TREMBLAY,

660-38-2-o

Attorneys for plaintiff.

Vente — Loi de faillite

Majella Huppé

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure (en faillite), No. 544-F. Dans l'affaire de la faillite de: Majella Huppé, camionneur, rue Lambert, Victoriaville, Qué.

Vente à l'encan

Avis est par les présentes donné que: VENDREDI, le DOUZE OCTOBRE 1962, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'école Notre-Dame de l'Assomption, rue Larivière, à Victoriaville, Qué., l'immeuble ci-après décrit, savoir:

« Un terrain ou emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Lambert, dans les limites de la ville de Victoriaville, contenant soixante-cinq pieds (65') de largeur dans le sens de ladite rue, sur cent pieds (100') de profondeur, mesure anglaise, connu et désigné au cadastre officiel du canton d'Arthabaska, paroisse Ste-Victoire, comme étant une partie de la partie non-subdivisée du lot numéro soixante (Pt. 60) et borné comme suit:

En front, vers le sud-est, par la rue Lambert, aboutissant en profondeur, vers le nord-ouest par Jean Eudes Jutras; joignant d'un côté vers le sud-ouest à une lisière de terrain de quinze pieds de largeur vendue ou devant être vendue inces-

Sale — Bankruptcy Act

Majella Huppé

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court (in bankruptcy), No. 544-F. In the matter of the bankruptcy of Majella Huppé, trucker, Lambert Street, Victoriaville, Que.

Sale by auction

Notice is hereby given that: FRIDAY, OCTOBER TWELFTH, 1962, at TWO o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at the door of the Notre-Dame de l'Assomption School, Larivière Street, at Victoriaville, Que., the immoveable described below, to wit:

«A lot of land or emplacement situated on the northwest side of Lambert Street, within the limits of the town of Victoriaville, containing sixty-five feet (65') in width along the said street, by one hundred feet (100') in depth, English measure, known and designated in the official cadaster for the township of Arthabaska, parish of Ste-Victoire, as being a part of the non-subdivided part of lot number sixty (Pt 60) and bounded as follows:

In front, on the southeast, by Lambert Street, ending in depth, on the northwest by Jean Eudes Jutras; joining on one side a the southwest a strip of land of fifteen feet in width sold or to be sold forthwith to Jacques Lambert, and on the

samment à Jacques Lambert, et de l'autre côté, vers le nord-est, par une autre partie du même lot restant la propriété de Dame Lydia Girouard ou représentant.

Avec maison dessus construite, ne portant aucun numéro civique encore, sur la rue Lambert, à Victoriaville, et toutes dépendances y attachées.

Cet immeuble sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi sur la faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal des Faillites, pour la division numéro 15, district d'Arthabaska.

Condition de paiement: argent comptant.

Victoriaville, ce 29 août 1962.

Le Syndic,
JEAN ROY, C.A.

120 est, rue Notre-Dame.
Victoriaville, Qué.

491-36-2-0

other side, on the northeast, by another part of the same lot remaining the property of Dame Lydia Girouard or representative.

With house thereon erected, bearing as yet no civic number, on Lambert Street, at Victoriaville, and all dependencies attached thereto."

This immovable shall be sold to the highest and last bidder, subject to rents and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the undersigned trustee.

This sale is made according to articles 716, 717 and 719-A of the C.C.P., and also to article 55 of the Bankruptcy Act; this sale is equivalent to a sheriff's sale. The whole according to judgment rendered by the Honourable Court of Bankruptcy, for division number 15, district of Arthabaska.

Condition of payment: cash.

Victoriaville, August 29, 1962.

JEAN ROY, C.A.,
Trustee.

120, Notre-Dame Street, East,
Victoriaville, Que.

491-36-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour de Magistrat, { LÉOPOLD GENEST,
No 26,989. { boucher-épicer, domicilié à St-Martin, comté de Beauce, contre VICTOR LANDRY, résidant à St-Robert Bellarmin, comté de Frontenac, à savoir:

« Lot 4-B, Risborough, rang 14, St-Robert Bellarmin, comté Frontenac, P.Q. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Robert Bellarmin, comté de Frontenac, le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif,*
St-Joseph de Beauce, ADOLPHE RENY,
le 17 septembre 1962. 678-38-2-0
[Première insertion: 22 septembre 1962]
[Seconde insertion: 13 octobre 1962]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { LA CAISSE POPULAIRE
No 11,694. { DE GRANBY, société régie par la Loi des Syndicats Coopératifs de Québec, avec principale place d'affaires en la cité de Granby, district de Bedford, demanderesse, vs LÉONIDAS BRODEUR, domicilié à 92, rue Vittie, en la cité de Granby, district de Bedford, défendeur.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Magistrate's Court, { LÉOPOLD GENEST,
No. 26,989. { butcher-grocer, domiciled at St-Martin, county of Beauce, versus VICTOR LANDRY, residing at St-Robert Bellarmin, county of Frontenac, to wit:

"Lot 4-B, Risborough, range 14, St-Robert Bellarmin, county of Frontenac, P.Q."

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Robert Bellarmin, county of Frontenac, on the TWENTY-THIRD day of the month of OCTOBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *ADOLPHE RENY,*
St-Joseph de Beauce, Deputy-Sheriff.
September 17, 1962. 678-38-2
[First insertion: September 22, 1962]
[Second insertion: October 13, 1962]

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { LA CAISSE POPULAIRE
No. 11,694. { DE GRANBY, society governed by the Quebec Cooperative Syndicates' Act, with head office in the city of Granby, district of Bedford, plaintiff, vs LÉONIDAS BRODEUR, domiciled at 92, Vittie Street, in the city of Granby, district of Bedford, defendant.

« Le lot numéro cinquante-trois (53) de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent sept (507) selon les plan et livre de renvoi officiel du cadastre du canton maintenant cité de Granby, avec bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Famille de Granby, dans le district de Bedford, le TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député-Shérif,*
Palais de Justice, ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, ce 23 août 1962 458-35-2-0

"Lot number fifty-three (53) of the official subdivision of original lot number five hundred and seven (507) according to the official plan and in the book of reference of the township presently city of Granby, with buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Ste Famille de Granby, in the district of Bedford, on the THIRD day of OCTOBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ANTONIN BOURASSA,
Court House, *Deputy-Sheriff.*
Sweetsburg, August 23, 1962. 458-35-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { ERNEST ROBERT, cultivateur de Cyrville, province d'Ontario, demandeur, *vs* MARCEL LECLERC, des cité et district de Hull, demandeur.

« Un immeuble sis en la cité de Hull, province de Québec, consistant en toute cette propriété connue et désignée comme étant les quarante-neuf pieds est de chacun des lots numéros trois cent quarante-neuf, trois cent cinquante et trois cent cinquante et un (49' E. 349, 350 et 351) au cadastre pour le quartier numéro un (Q. 1) de la cité de Hull, l'ensemble desdites parties est desdits lots mesurant quarante-neuf pieds (49') de largeur ayant front sur la rue Dumas (anciennement rue Tracy) sur une profondeur de quatre-vingt-dix-neuf pieds et trois pouces (99'3") et l'ensemble des susdites parties de lot borné comme suit: au nord par ladite rue Dumas, au sud partie par partie du lot 250-62 et partie par partie du lot 250-61 du même quartier, à l'est par la ligne de division entre lesdits lots 349, 350 et 351 et le lot 352 du même quartier, à l'ouest par le résidu desdits lots 349, 350 et 351, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, telles bâtisses portant le numéro civique 13, rue Dumas, (anciennement 33, rue Tracy). »

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Hull, ce 27 août 1962. R. ST-PIERRE. 460-35-2-0

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, { VALMORE LACOSTE INC., demanderesse *vs* ALDÉRIC JETTÉ, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Savoir:

1° Une terre, située en la paroisse de St-Alexandre, dans le rang de la Grande-Ligne, connue et désignée sous le lot numéro 321 des plans et livres de renvoi officiel de la paroisse St-Alexandre, contenant 56 arpents en superficie avec la maison et autres constructions y érigées;

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { ERNEST ROBERT, farmer No. 2258. of Cyrville, Province of Ontario, plaintiff, *vs* MARCEL LECLERC, of the city and district of Hull, defendant.

"An immoveable lying in the city of Hull, Province of Quebec, consisting in all of this property known and designated as being forty-nine feet east of each of the lots numbers three hundred and forty-nine, three hundred and fifty and three hundred and fifty-one (49' E. 349, 350 and 351) in the cadaster for ward number one (W. 1) of the city of Hull, the whole of the said parts east of the said lots measuring forty-nine feet (49') in width having frontage of Dumas Street (heretofore Tracy Street), along a depth of ninety-nine feet and three inches (99'3") and the whole of the said parts of lot bounded as follows: on the north by the said Dumas Street, on the south, partly by part of lot 250-62 and partly by part of lot 250-61 in the same ward, on the east by the dividing line between the said lots 349, 350 and 351 and lot 352 of the same ward, on the west, by the residue of the said lots 349, 350 and 351, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, such buildings bearing civic number 13, Dumas Street, (heretofore 33 Tracy Street)."

To be sold at my office at the Court House in the city of Hull, on OCTOBER FIFTH, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, R. ST-PIERRE, *Sheriff.*
Hull, August 27, 1962. 460-35-2

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, { VALMORE LACOSTE INC., plaintiff, *vs* ALDÉRIC JETTÉ, defendant.

As belonging to the defendant:

To wit:

1. A farm, situated in the parish of St-Alexandre, in the Grande-Ligne Range, known and designated under lot number 321 on the official plan and in the books of reference for the parish of St-Alexandre, containing 56 arpents in area with the house and other constructions thereon erected;

2° Une terre située en la paroisse St-Alexandre, connue et désignée sous le lot 145 des plans et livre de St-Alexandre, contenant deux arpents et demi de largeur sur 28 arpents de profondeur avec une grange dessus construite, à distraire le terrain suivant mesurant un arpent et quart de largeur le long dudit rang sur un arpent de profondeur et borné en front au sud par ledit rang; en profondeur et à l'ouest par le reste dudit lot; à l'est par le terrain de M. O. Lacroix.

3° Une terre située dans la paroisse St-Alexandre dans le rang de la Grande-Ligne contenant deux arpents de largeur sur 28 arpents de profondeur plus ou moins, composé de la totalité du lot 314 et de l'arpent nord ouest (attendant audit lot 314) du lot 313 des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Alexandre, borné en front par le chemin public en arrière par le lot 412 du côté sud-est par l'arpent sud-est dudit lot 313 et du côté nord-ouest par le lot 315 avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de St-Alexandre, le SIXIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1962 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

ESDRAS LAFOREST.

Saint-Jean, le 24 août 1962.

461-35-2-0

2. A farm situated in the parish of St-Alexandre, known and designated under lot 145 on the plan and in the book of St-Alexandre containing two arpents and one-half in width by 28 arpents in depth with a barn thereon erected, to withdraw from the following lot of land one arpent and one-quarter in width along the said range by an arpent in depth and bounded in front on the south by the said range; in depth and on the west by the said lot; on the east by the lot of land of Mr. O. Lacroix;

3. A farm situate in the parish of St-Alexandre in the Grande-Ligne range containing two arpents in width by 28 arpents in depth more or less, composed of the total lot 314 and of the northwest arpent (adjoining the said lot 314) of lot 313 on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Alexandre, bounded in front by the public road, in rear, by lot 412 on the southeast side by the southeast arpent of the said lot 313 and on the northwest side by lot 315 with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St-Alexandre, on the SIXTH day of the month of OCTOBER, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

ESDRAS LAFOREST,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Saint-John's, August 24, 1962.

461-35-2

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, { DAME LUCIENNE VENE, épouse séparée de corps et de biens de Donat Chevette, de la paroisse St-Charles Borromée, district de Joliette, demanderesse, *versus* ledit DONAT CHEVRETTE, maintenant de lieux inconnus, défendeur.

« La moitié indivise de partie du lot numéro 232 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Charles Borromée, dans le comté de Joliette, contenant un arpent de largeur au front sur trois arpents de profondeur et bornée comme suit: en front par le chemin du roi, en profondeur et d'un côté par le vendeur; de l'autre côté par Osias Nadon et partie par le terrain de l'école. »

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse St-Charles Borromée, dans le comté de Joliette, savoir: l'église du Christ-Roi, rue Papineau, le JEUDI, VINGT-CINQUIÈME jous d'OCTOBRE 1962, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

CHARLES ÉLEMENT.

Joliette, ce 13 septembre 1962.

657-38-2-0

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { DAME CÉCILE ROBI-CHAUD, demandeur *vs* CÉLESTIN DUVAL, défendeur.

« De figure irrégulière, bornée au nord-est par le lot 178-50, au sud-est par le lot 219-25, au sud-ouest par le lot 219-26 (rue) au nord-ouest par le

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Superior Court, { DAME LUCIENNE VENE, wife separate as to bed and board of Donat Chevette of the parish of St-Charles Borromée, district of Joliette, plaintiff, *versus* the said DONAT CHEVRETTE, now of places unknown, defendant.

«The undivided half of part of lot number 232 in the official plan and book of reference for the cadaster of the parish of St-Charles Borromée, in the county of Joliette, measuring one arpent in width in front, by three arpents in depth, and bounded as follows: in front, by the King's Road, in depth and on one side by the vendor, on the other side by the land of Osias Nadon, and partly by the school land.»

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Charles Borromée, in the county of Joliette, to wit: the church of Christ-Roi, Papineau Street on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of OCTOBER, 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLEMENT,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Joliette, September 13, 1962.

657-38-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { DAME CÉCILE ROBI-CHAUD, plaintiff, *vs* CÉLESTIN DUVAL, defendant.

«Irregular in shape, bounded on the north-east by lot 178-50, on the south-east by lot 219-25, on the south-west by lot 219-26 (street), on the

lot 219-23 (rue) mesurant soixante-dix pieds (70') au nord-est, soixante-six pieds et huit dixièmes au sud-est soixante-dix pieds (70') au sud-ouest soixante-six pieds et trois dixièmes au nord-ouest. Contenant en superficie quatre mille six cent cinquante-huit pieds carrés mesure anglaise avec bâtisses dessus construites.»

Pour être vendus à la porte de l'église de La Pocatière, comté de Kamouraska, le DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 18 septembre 1962. 679-38-2-o
[Première insertion le 22 septembre 1962]

north-west by lot 219-23 (street), measuring seventy feet (70') on the north-east, sixty-six and eight-tenths feet on the south-east, seventy feet (70') on the south-west, sixty-six and three-tenths feet on the north-west, having an area of four thousand six hundred and fifty-eight square feet, English measure, with the buildings thereon constructed."

To be sold at the Church door of La Pocatière, county of Kamouraska, on the SECOND day of NOVEMBER, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
September 18, 1962. 679-38-2
[First insertion: September 22, 1962]

LABELLE

Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 6388. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé ayant son siège social à Québec, district
de Québec, demandeur, *vs* ÉPHREM MORIN,
cultivateur, de Ste-Anne du Lac, district de
Labelle, défendeur, savoir:

« Les lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros vingt-six et vingt-sept (26 et 27) du sixième rang du canton Décarie, suivant les plan et livre de renvoi officiels dudit canton, avec tous les bâtiments y construits. »

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne du Lac, dans le district de Labelle, le TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ADRIEN LAROSE.

Bureau du Shérif,
Mont-Laurier, 18 septembre 1962. 664-38-2-o

MÉGANTIC

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Mégantic

Cour Supérieure, { MARIUS JACQUES &
No 2413. { LOUIS ÉMILE JAC-
QUES, commerçants tous
deux domiciliés à Thetford Mines, faisant affaires
sous la raison sociale de « Jac Net Enr. », deman-
deurs, *versus* MARIUS ROULEAU, de Thetford
Mines, défendeur.

« Un emplacement situé en la cité de Thetford Mines, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du lot numéro vingt-trois-F (No 23-F-297) du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton de Thetford avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances sous la réserve des mines et droits de mines, pour appartenir à qui de droit. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse St-Noël Chabanel, en la cité de Thetford Mines, le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LOUIS CAMIRÉ.

Bureau du Shérif,
Thetford Mines,
le 17 septembre 1962. 658-38-2-o

LABELLE

Canada — Province of Quebec
District de Labelle

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 6388. { BUREAU, body politic
and incorporated, having its
head office at Quebec, district of Quebec, plain-
tiff, *vs* ÉPHREM MORIN, farmer, of Ste-Anne-
du Lac, district of Labelle, defendant, to wit:

"Lots of land known and designated as being lots numbers twenty-six and twenty-seven (26 and 27) of the sixth range of the Décarie township, according to the official plan and in the book of reference of the said township, with all the buildings thereon erected."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Anne du Lac, in the district of Labelle, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

ADRIEN LAROSE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Mount-Laurier, September 18, 1962. 664-38-2

MÉGANTIC

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Mégantic

Superior Court, { MARIUS JACQUES &
No. 2413. { LOUIS ÉMILE JAC-
QUES, tradesmen, both domi-
ciled at Thetford Mines, carrying on business
under the style of "Jac Net Enr.", plaintiffs,
versus MARIUS ROULEAU, of Thetford Mines,
defendant.

"An emplacement situated in the city of Thetford Mines, known and designated as being lot number two hundred and ninety-seven, subdivision of lot number twenty-three-F (No. 23-F-297) on the official cadaster for the fifth range of the township of Thetford, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies under reserve of mines and mining rights, to belong to whomsoever may be concerned."

To be sold at the church door of the parish church of St-Noël Chabanel, in the city of Thetford Mines, on the TWENTY-THIRD day of the month of OCTOBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

LOUIS CAMIRÉ,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Thetford Mines,
September 17, 1962. 658-38-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: **ROLAND ST-LAURENT**,
No 241-161. domicilié et résidant à
30, Blvd. Martel, Château-
D'Eau, Québec, district de Québec et le défen-
deur Georges Routhier, entrepreneur, domicilié
et résidant à 446, rue Dolbeau, Québec, district
de Québec, contre **ROLAND ST-LAURENT**,
domicilié et résidant à 30, Blvd. Martel, Châ-
teau-D'Eau, Québec, district de Québec.

« Une lisière de terrain à distraire du lot
connu et désigné sous le numéro (767) sept cent
soixante-sept du cadastre de St-Ambroise de la
Jeune Lorette, de forme triangulaire, et mesurant
(104') cent quatre pieds à son côté sud, (25')
vingt-cinq pieds au côté est et se terminant en
pointe au côté sud-ouest le tout mesure anglaise,
et bornée comme suit: au nord et à l'est par le
résidu du lot 767 restant la propriété du vendeur
et au sud par la partie du lot 767 appartenant à
la Cie d'Habitation Roland Inc., circonstances
et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de
Québec, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE
prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 17 septembre 1962. 68038-2-o
[Première insertion: 22 septembre 1962]
[Deuxième insertion: 13 octobre 1962]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **LA BANQUE PROVIN-**
No 113-696. **CIALE DU CANADA**,
corps politique et incorporé,
ayant son siège social et sa principale place
d'affaires dans les cité et district de Québec,
contre **NAPOLEON ST-HILAIRE**, de Val St-
Michel, district de Québec.

« Un emplacement faisant partie du lot trois
cent vingt-et-un (321) du cadastre officiel de
St-Ambroise, borné au nord par l'Avenue des
Trembles, au sud par Charles Cantin, à l'ouest
par Hubert St-Hilaire et à l'est par Maurille
Lepage, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de
Québec, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE
prochain à DIX heures de l'avant-
midi.

Le Shérif,

ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,
Québec, le 19 septembre 1962. 681-38-2-o
[Première insertion: 22 septembre 1962.]
[Deuxième insertion: 13 octobre 1962.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Saguenay

Cour Supérieure, **ROCO INC.**, corps politi-
No 26,818. que légalement consti-
tué ayant une place d'affaires
à Sept-Îles, district de Saguenay, demanderesse,
vs **GEORGES A. NADEAU**, de la cité de Sept-
Îles, dit district, défendeur.

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: **ROLAND ST-LAURENT**,
No. 241-161. domiciled and residing
at 30 Martel Blvd., Château-
D'Eau, Quebec, district of Quebec and the
defendant, Georges Routhier, contractor, domi-
ciled and residing at 446 Dolbeau Street, Quebec,
district of Quebec, against **ROLAND ST-LAU-**
RENT, domiciled and residing at 30 Martel
Blvd., Château-D'Eau, Quebec, district of
Quebec.

"A strip of land to be withdrawn from the lot
known and designated under number (767)
seven hundred and sixty-seven on the cadaster
of St-Ambroise de la Jeune Lorette, of triangular
form, and measuring (104') one hundred and
four feet on its south side, (25') twenty-five feet
on the east side and ending in a point on the
southwest side, the whole English measure, and
bounded as follows: on the north and on the
east by the residue of lot 767 remaining the
property of the vendor and on the south, by
that part of lot 767 belonging to the Cie d'Habi-
tation Roland Inc., circumstances and depen-
dencies."

To be sold at the parochial church door of
St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of
Quebec, on the TWENTY-SIXTH day of
OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, September 17, 1962. 680-38-2
[First insertion: September 22, 1962]
[Second insertion: October 13, 1962]

Fieri Facias

Quebec, to wit: **THE PRONVINCIAL**
No. 113-696. **BANK OF CANADA**,
a body politic and incorpo-
rate having its head office and its principal
place of business in the city and district of
Quebec against **NAPOLEON ST-HILAIRE**, of
Val St-Michel, district of Quebec.

"An emplacement forming part of lot three
hundred and twenty-one (321) of the official
cadaster of St-Ambroise, bounded on the north
by des Trembles Avenue, on the south, by Char-
les Cantin, on the west, by Hubert St-Hilaire
and on the east, by Maurille Lepage, circum-
stances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of
St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of
Quebec, on the TWENTY-SIXTH day of OC-
TOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, September 19, 1962. 681-38-2
[First insertion: September 22, 1962.]
[Second insertion: October 13, 1962.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Saguenay

Superior Court, **ROCO INC.**, body politic
No. 26,818. and legally incorporated
having a place of business in
Sept-Îles, district of Saguenay, plaintiff, vs
GEORGES A. NADEAU, of the city of Sept-
Îles, said district, defendant..

Le lot numéro deux mille cinq cent trente-deux (2532), rang deux (2), village des Sept-Iles, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Letellier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Immaculée Conception, de Sept-Iles, le TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 27 août 1962. 463-35-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Saguenay

Cour Supérieure, { PAUL H. ROY, comptable,
No 27,663. { domicilié en la cité de
Sept-Iles, district de Saguenay, demandeur, *vs* DUMONT & DUGUAY INC., corps politique légalement incorporé, ayant un bureau d'affaires en la cité de Sept-Iles, défenderesse.

Les lots Nos. 1566, 1567, 1578, 1579, 1580, 1581, rang deux (2), village des Sept-Iles, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Letellier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph, de Sept-Iles, le TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 27 août 1962. 464-35-2-0

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 7086. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant son siège social à Québec, district de Québec, demandeur, *vs* GÉRARD PROVOST, cultivateur ci-devant domicilié district de Rouyn-Noranda, Qué., and maintenant de Ste-Agathe-des-Monts, défendeur.

Le lot primitif No vingt-cinq, rang neuf (25, rg 9), canton de Désandrouin, correspondant au lot connu et désigné au cadastre officiel de ce canton, sous le No vingt-cinq dudit rang neuf, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Ignace de Cloutier, P.Q., le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DIANIS LAFRENIÈRE.
ce 15 septembre 1962. 659-38-2-0

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { INTERPROVINCIAL
No 21,881. { BUILDING CREDITS
LTD, corps politique et léga-

The lot number two thousand five hundred and thirty-two (2532), range two (2), village of Sept-Iles, in the plan and book of reference for the official cadaster of the township of Letellier, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Immaculée Conception of Sept-Iles, on the THIRD day of OCTOBER, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, August 27, 1962. 463-35-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Saguenay

Superior Court, { PAUL H. ROY, accountant,
No. 27,663. { domiciled in the city of
Sept-Iles, district of Saguenay, plaintiff, *vs* DUMONT & DUGUAY INC., body politic and legally incorporated, having a place of business in the city of Sept-Iles, defendant.

Lots Nos. 1566, 1567, 1578, 1579, 1580, 1581, range two (2), village of Sept-Iles, in the plan and book of reference for the official cadaster of the township of Letellier, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial Church door of St-Joseph de Sept-Iles, on the THIRD day of OCTOBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, August 27, 1962. 464-35-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 7086. { DIT BUREAU, body
politic and incorporated, hav-
ing its head office at Quebec, district of Quebec, plaintiff, *vs* GÉRARD PROVOST, farmer, heretofore domiciled district of Rouyn-Noranda, Que., and presently of Ste-Agathe-des-Monts, defendant.

Primitive lot No. twenty-five, range nine (25, range 9), township of Désandrouin, corresponding to lot known and designated on the official cadaster of this township, under No. twenty-five of the said range nine, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St. Ignace of Cloutier, P.Q., on the TWENTY-THIRD day of OCTOBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
September 15, 1962. 659-38-2

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, { INTERPROVINCIAL
No. 21,881. { BUILDING CREDITS
LTD, a body politic and

lement incorporé ayant sa principale place d'affaires à Montréal, dit district, demanderesse, *vs* OVILA PARENT, 356-A, rue Dequen, Sept-Iles, district de Saguenay, défendeur.

« Un immeuble étant le lot numéro 530, rang 2, village des Sept-Iles, canton de Letellier, de figure rectangulaire, borné vers le nord-est au lot No 577; vers le sud-est au lot No 531; vers le sud-ouest à une rue; vers le nord-ouest au lot No 529. Mesurant sur ses côtés nord-est et sud-ouest une chaîne (1); sur ses côtés sud-est et nord-ouest deux chaînes (2). Contenant en superficie deux dixièmes d'acre (0.2), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph de la cité de Sept-Iles, comté de Duplessis, MARDI, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE 1962, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Saguenay,

Bureau du Shérif,

ELZÉAR VILLENEUVE.

La Malbaie, le 25 août 1962.

465-35-2-0

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 34 191. { G. M. DUFOUR, contracteur de St-Faustin, district de Terrebonne, demandeur, *vs* LAKE VIEW ENTERPRISE INC., corps politique et incorporé légalement constitué, ayant son bureau et principale place d'affaires à 8385, Boulevard St-Laurent, cité et district de Montréal, défenderesse.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés et en la possession de la défenderesse;

1° Un lopin de terre de forme irrégulière faisant partie des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Wolfe comme les lots seize et dix-sept du huitième rang dudit canton, ledit emplacement étant situé autour du Lac Orrich et incluant ledit Lac Orrich, mesurant un arpent de largeur et tout autour du lac sauf à l'extrémité est, où il se terminera à la ligne entre les lots quinze et seize dudit huitième rang;

2° Un lopin de terre faisant partie dudit lot numéro seize du huitième rang aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Wolfe, borné au nord par le terrain ci-dessus mentionné au paragraphe premier, au sud par le lot seize du septième rang, à l'est par le lot quinze et à l'ouest par le lot dix-sept du huitième rang;

3° Un lopin de terre faisant partie dudit lot seize du huitième rang, mesurant deux acres de profondeur par toute la largeur dudit lot seize du huitième rang, borné au sud par le lac Orrich, au nord par le reste du lot numéro seize demeurant la propriété de Damien Desjardins ou représentant, et à l'est par le lot numéro quinze et à l'ouest par le lot numéro dix-sept du huitième rang du canton Wolfe;

4° Un lopin de terre faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton Wolfe, comme étant le lot quinze du huitième rang dudit canton mesurant

legally incorporated having its head office at Montreal, said district, plaintiff, *vs* OVILA PARENT, 356-A, Dequen Street, Sept-Iles, district of Saguenay, defendant.

"An immoveable being lot number 530, range 2, village of Sept-Iles, township of Letellier, of rectangular figure, bounded on the northeast by lot No. 577; on the southeast, by lot No. 531; on the southwest, by a street; on the northwest, by lot No. 529. Measuring on its northeasterly and southwesterly sides one link (1); on its southeasterly and northwesterly sides two links (2). Containing in area two-tenths of an acre (0.2), with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of St-Joseph in the city of Sept-Iles, county of Duplessis, TUESDAY, the SECOND day of OCTOBER, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZÉAR VILLENEUVE.

Sheriff's Office,

Sheriff of Saguenay.

La Malbaie, August 25, 1962.

465-35-2

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 34 191. { G. M. DUFOUR, contractor, of St-Faustin, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* LAKE VIEW ENTERPRISE INC., body politic and legally incorporated, having its head office at 8385 St. Lawrence Boulevard, city and district of Montreal, defendant.

Notice of sale

The immoveables hereinafter designated and in the possession of the defendant;

1. A strip of land, irregular in shape, forming part of lots known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Wolfe, as lots sixteen and seventeen on the eighth range in said township, which emplacement is situated around Lake Orrich and includes the said Lake Orrich, measuring one arpent in width and all around the lake save at the eastern extremity, where it ends on the line between lots fifteen and sixteen on said eighth range;

2. A strip of land forming part of said lot number sixteen on the eighth range in the official plan and book of reference for the cadaster of the township of Wolfe, bounded on the north by the terrain mentioned above in the first paragraph, on the south by lot sixteen on the seventh range, on the east by lot fifteen, and on the west by lot seventeen on the eighth range;

3. A strip of land forming part of said lot sixteen on the eighth range, measuring two acres in depth by the entire depth of said lot sixteen on the eighth range, bounded on the south by Lake Orrich, on the north by the remainder of lot number sixteen remaining the property of Damien Desjardins or representative, and on the east by lot number fifteen and on the west by lot number seventeen on the eighth range in the township of Wolfe;

4. A strip of land forming part of the lot known and designated in the official plan and book of reference for the township of Wolfe, as being lot fifteen on the eighth range in said

à peu près cent acres de superficie, borné au nord par le chemin public, au sud par le septième rang du canton Wolfe, à l'est par le lot numéro quatorze du huitième rang et à l'ouest par le lot numéro seize du huitième rang;

5° Lesdits immeubles avec tous les bâtiments qui y sont construits, tous droits forestiers et miniers y afférant et toutes servitudes actives et passives;

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique Ste-Jeanne-d'Arc du Lac Carré, (St-Faustin) MERCREDI, le DIXIÈME jour d'OCTOBRE 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
St-Jérôme, 28 août 1962. 466-35-2-0

township, measuring, approximately, one hundred acres in area, bounded on the north by the public road, on the south by the seventh range in the township of Wolfe on the east by lot number fourteen on the eighth range, and on the west by lot number sixteen on the eighth range;

5. The said immoveables with all the buildings thereon constructed, with the forest and mining rights pertaining thereto and all the active and passive servitudes.

To be sold at the parochial Catholic Church door of Ste-Jeanne-d'Arc du Lac Carré, (St-Faustin), on WEDNESDAY, the TENTH day of OCTOBER, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT, Sheriff.
St-Jérôme, August 28, 1962. 466-35-2

INDEX No 38

ACTIONS

en séparation de biens

Côté vs Chabot.....	4792
Latizia vs Ferland.....	4792

ARRÊTÉS en conseil

1490 - Prix d'Europe (Règl.- By-laws).....	4804
1496-A - Employés de tavernes, Québec.....	4793
1496-A - Tavern employes, Québec.....	4793
1496-B - Chaussure, Province.....	4795
1496-B - Shoe, Province.....	4795
1496-C - Construction, Province.....	4802
2424 - Vitesse permise sur les chemins entretenus par la province.....	4803
2424 - Speed allowed on the roads maintained by the Province.....	4803

AVIS

Loretteville, ville - town (Règl.- By-law No. 411).....	4812
Montréal, cité - city (Rachat d'obligations - Redemption of bonds).....	4808
St-Eustache, ville - town (Bill 225).....	4811
Saint-Jean, cité (Requête).....	4812
Saint John's, city (Petition).....	4812
Thurso, village (Dem.- Appl.).....	4808

COMPAGNIES

Avis relatifs à la loi des

Autoirée

à faire des affaires

Pindar Holding Aktiengesellschaft.....	4812
--	------

Chartes —

Abandon de

Astoria Construction Inc.....	4813
Brubega Inc.....	4813
Domaine des Dix Frères Inc. (Le).....	4814
Domaine St. Eustache Ltée.....	4813
Eros Knitting Mills Ltd.....	4813
Ronsard Construction Inc.....	4813

Divers

Army, Navy & Air Force Veterans in Canada, Montreal Central Unit No. 346 Inc. (The) - (Règl.- By-laws).....	4814
Caribonum Limited (Agent).....	4816
Club de Golf Como (Règl.).....	4815
Como Golf Club (By-laws).....	4815
Compagnie d'Administration Immobilière Lacobran Ltée (La) - (Dir.).....	4814
Crédit du Lac Inc. (Dir.).....	4815
Domrémy Lac-Mégantic Inc. (Règl.- By-laws).....	4816

COMPANIES

Notices relative to the Act of

Licensed to do Business

Dumont (Nap.) Ltée (Dir.).....	4814
Éditions du Jour Inc. (Les) - (Erratum).....	4814
Employeurs Forestiers de la Mauricie, Inc. (Les) - (Règl.- By-laws).....	4815
Lacobran Property Management Corporation Ltd. (Dir.).....	4814
National Bowling Centres Ltd. (Dir.).....	4815
Ronsard Construction Inc. (Dist.: actif - assets).....	4816
Sterling Finance Corporation (Dir.).....	4817

Lettres patentes

Letters Patent

Arizona Company Ltd.....	4770
Associated Senior Executives of Canada Inc.....	4771
Atlantic-Pacific Travel (Canada) Inc. .	4771
Bale-Tie Corp.....	4771
Balthazar Automobiles Inc.	4772
Bernier Investments Inc.	4787
Bertrand (Guy) Queen Limited.....	4772
Bodi, Wiedmann & Co. Limited.....	4772
Boivin & Legault Inc.....	4773
Brahm (L.A.) & Company Ltd.	4773
Bristol Dry Wall Ltd.....	4774
Brossard (J.V.) Auto Parts Valleyfield Inc.....	4774
Buddy's Center Inc.....	4774
Capdor Beverage Co. Ltd.....	4775

Lettres patentes
(suite)**Letters Patent**
(continued)

Centre des Loisirs de Fatima, I.M. Inc. (Le).....	4775
Château des Modes (1962) Ltée.....	4775
Club de Placement Duvernay Inc. (Le).....	4776
Club de Courses Sous Harnais du Bas St-Laurent Inc. (Le).....	4776
Club Kiwanis de Chicoutimi Inc.	4776
Conseil des Producteurs de Pâtes et Papier du Québec.....	4777
Council of Pulp and Paper Producers of Quebec.....	4777
Cournoyer (Aimé) Ltée.....	4777
Crazy Horse Saloon Inc.....	4777
D. & H. Realty Inc.....	4778
Dawn Construction Inc.....	4778
Distribution du Meuble Villeneuve Inc.....	4778
Domaine du Plateau Inc.....	4779
Dual Quebec Inc.....	4779
Dumont Ventilation Limitée.....	4779
Elda Construction Inc.....	4780
Eldon Star House Inc.....	4780
Elmar Automotive Accessories Ltd.	4781
Employeurs Forestiers de la Mauricie, Inc. (Les).....	4781
Enseigne du Cheval Fringant Inc. (A l').....	4777
Farla Agencies Ltd.....	4781
Faro Industries (1962) Ltd.....	4782
Foss Sales Agencies Ltd.....	4782
Foyer Thérèse Martin.....	4817
Galbraith, (R.W.) and Company Ltd.	4782
Gauthier (Louis A.) Inc.....	4783
Guilbert Spring Service Inc.....	4783
Industrial Properties and Leasehold Inc.....	4784
Jaloby Enterprises Inc.....	4784
L M K Investment Corp.....	4784
Laniel Super Market Inc.....	4791
Lassonde (A.) Fils Inc.....	4785
Lower St. Lawrence Harness Club Inc.....	4776
Loyer & Fils Ltée.....	4785
Lubert Sportswear Inc.....	4785
Miss Chinatown (South Shore) Ltd.....	4786
Movie Star Lingerie Inc.....	4786
Northcraft Industriels Ltd.....	4786
Pioneer Textiles Co.....	4787
Placements Bernier Inc.....	4787
Produits Truco du Québec Ltée (Les) ..	4787
Propst (J.) & Son Inc.....	4788
Provost Street Development Inc.....	4788
Quartet Investments Ltd.....	4789
R.E.S. Restaurant Inc.....	4789
Richer Bijoutier Ltée.....	4789
Richer Jeweller Ltd.....	4789
Roca (Quebec) 1962 Ltd.....	4790
Roy (J. Paul) Inc.....	4790
St. Lambert Truck Sales Ltd.....	4790
Super Marché Laniel Inc.....	4791
Taverne Des Pins Inc. (La).....	4791
Textile Values Inc.....	4791
Truco Products of Quebec Ltd.....	4787
Gump Worsley's Century 21 Inc.....	4792

Sièges sociaux**Head Offices**

Amsterdam Products Ltd.....	4820
Bactros Investment Ltd.....	4817
Boîtes Plantes Écono Ltée.....	4819
Brunet (Roger) Construction Ltée.....	4819
Cana-Plastic Co. Ltd.....	4818
Chrétien & Lambert Ltd.....	4818
Chrétien & Lambert Ltée.....	4818
Clarke Place Investments Inc.....	4818
Constructions Lido Ltée (Les).....	4818
Dominion Square (1957) Corporation..	4818
Dream Homes Inc.....	4819
Employeurs Forestiers de la Mauricie Inc. (Les).....	4820

Fletcher Securities Limited.....	4821
Plastic Packaging Products Ltd.....	4819
Port Cartier Transport Inc.....	4821
St. James McGill Realty Co. Ltd.....	4817
Vauze Mines Limited.....	4820
Waite Lake Mines Ltd.....	4820

Curatelle publique**Public Curatoship****Successions vacantes:****Vacant Estates:**

Lafortune, Éloi.....	4821
----------------------	------

Demandes**Applications****à la Législature****to Legislature**

Bercovitch, Irving Arthur.....	4822
Sénécal, Marie Germaine Lucie.....	4821

MINISTÈRES**DEPARTMENTAL****Instruction publique****Education****Municipalité scolaire de** **School Municipality of:**

Duvernay, corporation d'écoles secondaires (Dem.- Appl.).....	4822
Greater St-Hyacinthe (Acc.- Grant.)....	4823
Laniel (Dem.- Appl.).....	4822
Laurentides, corporation d'écoles secondaires (Dem.- Appl.).....	4822
Le Gardeur, corporation d'écoles secondaires (Dem.- Appl.).....	4822
Mille-Isles, corporation d'écoles secondaires (Dem.- Appl.).....	4823
St-Athanase (Dem.- Appl.).....	4823
St-Augustin (Dem.- Appl.).....	4823
St-Eustache, Corporation d'écoles secondaires (Dem.- Appl.).....	4823
St-Léonard-de-Port-Maurice Diss. (Dem.- Appl.).....	4823
St-Michel-des-Cèdres (Acc.- Grant.)....	4824
Ste-Rita (Acc.- Grant.).....	4824
Ste-Thérèse (Prot.) (Acc.- Grant.).....	4824

Richesses naturelles**Natural Resources**

Révocation de concessions minières....	4824
Révocation de droits de mine.....	4825
Revocation of mining concessions.....	4824
Revocation of mining rights.....	4825

Terres et Forêts**Lands and Forests****Cadastre:****Cadastre:**

St-Zotique, par.....	4825
----------------------	------

Travail**Labour****Industrie ou métiers de:****Industry or Trades of:**

Automobile, Drummond (Prél.- Levy)....	4830
Baking and pastry making, Abitibi-West et al (Notice).....	4825
Boîte de carton, Québec (Prél.).....	4832
Boulangerie et pâtisserie, Abitibi-ouest et al (Avis).....	4825
Construction, Duplessis (Mod.- Amend.)	4829
Furniture, Québec (Levy).....	4833
Meuble, Québec (Prél.).....	4833
Paper box, Québec (Levy).....	4832

NOMINATION**APPOINTMENT**

Divers.....	4835
Miscellaneous.....	4835

PROCLAMATIONS**PROCLAMATIONS**

Bref d'élection.....	4838
Convocation de la Législature.....	4837
Convocation of the Legislature.....	4837
Dissolution de la Législature.....	4839
Dissolution of the Legislature.....	4839

PROCLAMATIONS (suite)	PROCLAMATIONS (continued)	Bedford	Bedford
Election Writ.....	4838	Caisse Populaire de Granby (La) vs Brodeur.....	4850
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Châteauguay à la ville de Léry.....	4836	Hull	Hull
Extension of the jurisdiction of the municipal court of the town of Châteauguay to the town of Léry..	4836	Robert vs Leclerc.....	4851
Saint-Eugène-de-Ladrière, par. (Érection civile - Civil erection).....	4835	Iberville	Iberville
		Lacoste (Valmore) Inc. vs Jetté.....	4851
		Joliette	Joliette
		Venne vs Chevette.....	4852
SOUMISSIONS	TENDERS	Kamouraska	Kamouraska
Beloeil, ville - town.....	4841	Robichaud vs Duval.....	4852
Chomedey, cité - city (Correction)....	4846	Labelle	Labelle
Giffard, c.s.-s.c.....	4843	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Morin.....	4853
Hull, c.s.v.-c.s.c.....	4839	Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Morin.....	4853
Jacques-Cartier, cité - city.....	4846		
Laval-des-Rapides, c.s.-s.c.....	4840		
St-Laurent, cité - city.....	4844		
Sept-Iles, c.s.-s.c.....	4845		
		Mégantic	Mégantic
SYNDICATS	SYNDICATES	Jacques et al vs Rouleau.....	4854
Coopératif	Cooperative	Québec	Québec
Caisse d'Économie V.M.S. Credit Union (Fond.- Found.).....	4847	Banque Provinciale du Canada (La) vs St-Hilaire.....	4854
		Provincial Bank of Canada (The) vs St-Hilaire.....	4854
Professionnel	Professional	St-Laurent vs St-Laurent.....	4854
Syndicat des Fonctionnaires Municipaux de la Cité de Shawinigan (Const.- Inc.).....	4848	Rimouski	Rimouski
		Roco Inc. vs Nadeau.....	4854
VENTES	SALES	Roy vs Dumont & Duguay Inc.....	4855
Effets non-réclamés	Unclaimed Goods	Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda
Canadian Pacific Express Company....	4848	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Provost.....	4855
		Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Provost.....	4855
Licitation	Licitation	Saguenay	Saguenay
Cousineau vs Lapointe-Cousineau.....	4848	Interprovincial Building Credits Ltd. vs Parent.....	4855
Loi de faillite	Bankruptcy Act	Terrebonne	Terrebonne
Huppé, Majella.....	4849	Dufour vs Lake View Enterprise Inc....	4856
SHÉRIFS	SHERIFFS		
Beauce	Beauce		
Genest vs Landry.....	4850		

